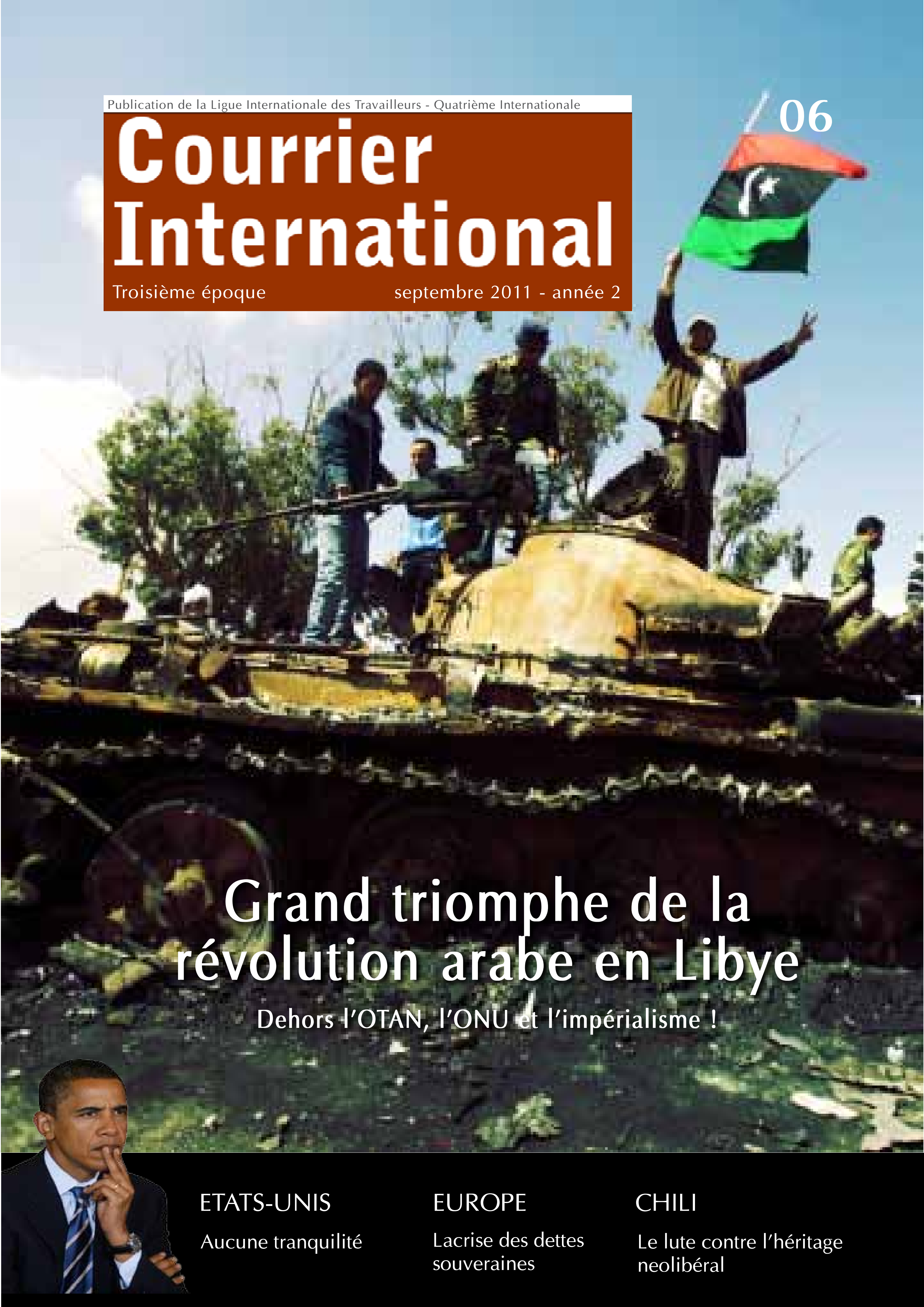


Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

Troisième époque septembre 2011 - année 2

06

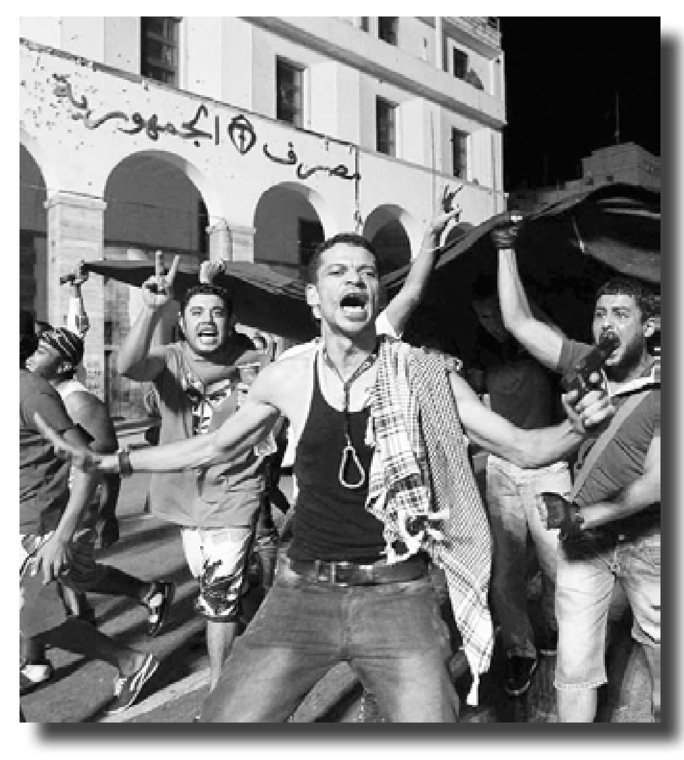
Grand triomphe de la révolution arabe en Libye

Dehors l'OTAN, l'ONU et l'impérialisme !

Courrier International

No 06 - Septembre 2011

Présentation



Il est clair que 2011 est loin d'être une année « tranquille », comme le montrent plusieurs articles de ce numéro de Courrier International. Des faits et des processus aux conséquences mondiales se succèdent : Les révolutions dans le monde arabe surgissent et s'étendent ; Les crises de paiement apparaissent, ainsi que les luttes de résistance dans plusieurs pays européens ; Cela continue avec la crise entre démocrates et républicains aux Etats-Unis, qui a mis ce pays au bord du défaut de payement ; Et avant que l'impact de ce fait crucial ne finisse par être « assimilé », la révolution arabe revient au devant de la scène avec le renversement du régime de Mouammar Kadhafi en Libye, après plusieurs mois de guerre civile.

La caractérisation de ce dernier événement a encore aggravé le débat qui a lieu dans la gauche mondiale. A partir d'un fait indéniable, le rôle joué par l'aviation de l'OTAN dans le renversement du régime de Kadhafi, les courants proche de Castro et de Chavez - ainsi qu'un secteur du trotskysme, mais avec une lecture opposée concernant Kadhafi - caractérisent ce renversement comme un triomphe contre-révolutionnaire de l'impérialisme, c'est-à-dire un fait qui va inévitablement avoir des conséquences négatives sur le processus de la révolution arabe.

Pour la LIT-QI, au contraire, l'essentiel est le triomphe de la révolution, qui a détruit l'Etat bourgeois et l'armée construits par Kadhafi. C'est une victoire qui, bien que conditionnée par le rôle joué par les forces de l'OTAN et par ses menaces actuelles contre la souveraineté du pays, ainsi que par le caractère ouvertement pro-impérialiste du CNT, prend forme dans l'existence de milliers de combattants rebelles armés dans le pays. Nous abordons cette controverse dans les articles de notre section principale et nous y signalons que le mot d'ordre de la lutte est désormais l'expulsion de l'OTAN et de l'impérialisme hors de la Libye, en combattant l'orientation du CNT.

Ensuite, nous analysons la situation du monde dans son ensemble, définie précisément par la combinaison de la continuité de la crise économique, ouverte en 2007, avec les luttes et les révolutions dont les travailleurs et les masses sont les protagonistes dans plusieurs endroits au monde. Nous approfondissons les processus économiques et politiques qui se produisent dans ce contexte, et nous nous intéressons plus particulièrement à la crise des dettes souveraines et du système de l'euro en Europe, ainsi qu'aux problèmes structurels et politiques manifestés lors de l'affrontement entre démocrates et républicains aux Etats-Unis. Nous consacrons également un article spécial à la Chine et au débat quant à savoir si ce pays peut être ou non la prochaine première puissance mondiale. L'analyse par pays est complétée par celle du Chili, où les manifestations des étudiants et la grève du 24 et 25 août derniers ont non seulement mis à mal le gouvernement de Sebastián Piñera, mais ont mis en question tout l'héritage néo-libéral de la dictature de Pinochet.

La section Controverses est consacrée à la discussion sur un thème central, soulevé lors de la récente grève des pompiers de Rio de Janeiro : quelle doit être la politique des révolutionnaires concernant l'armée et les forces de sécurité ?

Pour terminer, nous consacrons un article au Xe Congrès de la LIT-QI, qui aura lieu en octobre prochain. Les principales questions qui y seront discutées sont reflétées dans plusieurs articles de ce numéro de Courrier International. Nous profitons de cette occasion pour présenter aux nouvelles générations de militants et de lecteurs un bref résumé de l'histoire de notre organisation, à la veille du trentième anniversaire de sa fondation.

L'éditeur



Grande victoire démocratique du peuple

Révolution et contre-révolution en Libye

José Welmowicki

Le processus révolutionnaire libyen suscite l'enthousiasme partout dans le monde. Au moment de mettre sous presse ce numéro de Courrier International, Kadhafi est toujours recherché et quelques batailles mineures ont encore lieu, mais la chute définitive du régime sanguinaire du dictateur libyen est un fait.

Après six mois de combats et 20.000 morts, le régime basé sur la terreur, qui a gouverné la Libye pendant 42 ans, a été renversé par l'action héroïque révolutionnaire des masses affamées et en quête de libertés démocratiques. Il ne s'agit pas seulement de la chute de Kadhafi et de sa clique. Le peuple armé a détruit l'armée du dictateur, la principale institution du régime, ainsi que toutes les institutions étatiques. Dans certains endroits, les comités populaires armés ont assumé des tâches du pouvoir politique.

Pour ceux qui augurent la fin des révolutions et sèment la méfiance dans le pouvoir des masses, voici donc un désaveu cinglant. Nous assistons à une révolution puissante, dans laquelle les gens se sont armés vaillamment, ont mis la peur de la mort de côté et ont entamé une guerre civile contre une force militaire nettement supérieure. Les Libyens peuvent désormais donner des leçons à tous les peuples arabes et au monde entier : quand les travailleurs et les secteurs populaires s'unissent et se mettent debout, décidés, la victoire est possible.

Ce qui se passe en Libye s'inscrit dans le cadre du processus révolutionnaire qui bouleverse le monde arabe. Avec la mise en question et le renversement de Kadhafi, régime qui faisait partie des dictatures qui soutiennent la stratégie de la domination impérialiste dans la région et qui garantissent la sécurité d'Israël, on retrouve la même caractéristique populaire et anti-impérialiste qu'en Egypte et en Tunisie. Cette victoire démocratique formidable du peuple libyen crée assurément des conditions plus favorables pour l'avancement de l'ensemble du processus révolutionnaire dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La flamme de la révolution libyenne met le feu aux poudres dans les autres peuples de la région. Le rythme du processus révolutionnaire qui secoue le monde arabe, nous montre la voie qui fait, dans le monde entier, perdre le sommeil à l'impérialisme et ses agents.

Le gauche, à l'échelle mondiale, a l'obligation d'analyser ce processus et d'en tirer les leçons nécessaires. Dans le cadre de cette tâche, nous voulons d'abord rappeler quelques faits et mieux connaître les protagonistes du soulèvement libyen.

Qui sont les rebelles ?

Il est très important de préciser qui sont les rebelles, quelle est leur composition sociale et comment ces derniers sont apparus.

La collecte de données provenant de diverses sources met en évidence que les troupes rebelles sont composées principalement de secteurs populaires, de travailleurs, d'étudiants, de chômeurs et d'anciens soldats réguliers. Parmi ceux qui ont pris les armes, il y a aussi des secteurs de la classe moyenne : des professionnels, des employés de banque et même des anciens diplomates. La plupart d'entre eux étaient des gens ordinaires avant le déclenchement de la révolution, des habitants ordinaires de village. La plupart n'avaient aucune expérience militaire et c'était la haine de la dictature de Kadhafi qui les unissait.

L'action révolutionnaire des masses a réussi à renverser le dictateur Kadhafi qui a gouverné la Libye pendant 42 ans grace à un régime basé sur la terreur.

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

3 EUR

Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

Depuis les premières manifestations et la répression, en février dernier, les dénommés « comités populaires » ont vu le jour de façon indépendante, spontanée et auto-organisée.

Ces comités se sont armés lors de la capture de Benghazi, leur baptême de feu. La force de la mobilisation populaire, qui fit courageusement face à la répression sauvage de Kadhafi, a fini par diviser l'armée. Il y eut des désertions en masse, tant dans les secteurs inférieurs de la troupe que parmi les officiers supérieurs. L'armement des masses est venu de l'occupation de l'arsenal militaire, qui a été exproprié par la lutte révolutionnaire des centaines de comités à partir du 17 février, marquant ainsi le début de la guerre civile.



Le peuple libyen s'est armé pour combattre Kadhafi et son régime.

La nature du conflit armé

Ici, il n'y a pas de doutes. En Libye, il y a une révolution de caractère anti-impérialiste, puisqu'en affrontant la dictature de Kadhafi, l'un des principaux agents des puissances occidentales, elle attaque directement les intérêts de l'impérialisme. Elle fait partie du même processus révolutionnaire et le renversement de Kadhafi a un sens aussi fondamental que les chutes de Moubarak et de Ben Ali.

Dans ce contexte, il y a une autre question à clarifier. Contrairement à ce qu'ont dit Kadhafi et ses partisans, ce qui est arrivé en Libye n'est pas une simple « lutte régionale » entre les gens de Tripoli, le centre et l'ouest du pays, et ceux de Cyrénaïque (les deux régions auparavant distinctes et qui forment ensemble le territoire de l'actuelle Libye). De nombreux analystes expliquent le déclenchement de la guerre civile sur base de cette ancienne division du pays, comme s'il s'agissait d'un différend entre deux régions ou entre ses différentes tribus.

La réalité de la guerre a démontré que, malgré les différences entre les tribus, qui existent, la lutte contre la dictature a unifié les différentes régions et ethnies de manière transversale. Qu'est-ce à dire ?. Les rebelles sont venus de l'Est, de l'Ouest et de Misrata (une ville située entre Tripoli et Syrte). Misrata a combattu héroïquement pour briser le siège et a ainsi été en mesure de participer à l'assaut final sur Tripoli.

A l'Ouest de la Libye, près de la frontière avec la Tunisie, le paysage est montagneux et il y a beaucoup de petites villes, souvent peuplées par les Berbères, un groupe ethnique non arabe persécuté par Kadhafi. Dans cette région, la rébellion a résisté, aidée par la géographie, aux nombreuses attaques au sol et aux bombardements de la dictature de Kadhafi. Dans la dernière phase de la guerre civile, lorsque l'armée de l'air et les armes lourdes du régime avaient été détruites par les bombardements de l'OTAN, les Berbères ont commencé à prendre l'avantage dans le combat développé dans les montagnes, ils ont participé avec suffisamment de poids aux combats à Zintan (plus au sud), puis à Zaouïa, à quelques kilomètres de la capitale. Ils ont ainsi encerclé les forces de Kadhafi à Tripoli et ont fait partie de l'avant-garde qui est entrée à la capitale pour renverser le dictateur.

Les gens de Misrata ne se sont pas fait prier. Un journaliste du quotidien espagnol *El Pais* a rapporté : « *Des camionnettes badigeonnées avec les lettres de Misrata abondent à Tripoli depuis une semaine. Ce sont les miliciens de cette ville qui se sont mis à la tête : ''C'est nous qui avons commencé à nous battre à huit heures du matin du 22 août dans Bab el Aziza''* . »

Le peuple en armes était unifié par la fureur, la colère et l'indignation accumulées pendant 42 ans. Cela a été démontré lors de l'offensive finale sur Tripoli, où sont intervenues les forces rebelles de Benghazi, des régions centrales de Misrata (Tripolitains) et de l'Ouest (Tripolitains et Berbères). Le quotidien *El Pais* en témoigne : « *Ahmed, Abdelrauf, Adnan et Bashir n'avaient jamais touché une arme. Ahmed est comptable dans une banque. Abdelrauf est chauffeur de camions. Adnan est fabricant de crème glacée. Bashir est sans emploi. Ce sont eux - de Tripoli, des montagnes de Nafusa ou de la ville massacrée de Misrata - qui ont pris la capitale et ont expulsé les troupes de Mouammar Kadhafi de sa forteresse de Bab el Azizia et de tout Tripoli. Sur les murs de Benghazi et de Tripoli, on peut lire le slogan ''Nous allons gagner ou mourir''.* »

Le Conseil national de transition (CNT)

Cette organisation, désormais officiellement à la tête de la Libye, a été mise en place à Benghazi à partir de la division de l'armée de Kadhafi, lorsque les rebelles ont pris le contrôle de la ville. Le 5 mars, après quelques séances et en l'absence d'une direction centralisée, le CNT a été proclamée comme une alternative de



Entrée des troupes rebelles à Tripoli.





Les troupes rebelles sont venues de différentes régions et tribus du pays.

« gouvernement provisoire » pour remplacer Kadhafi. Le CNT a commencé à rechercher la reconnaissance des puissances occidentales.

Qui le compose ? Premièrement, des anciens ministres de Kadhafi et des exilés qui ont travaillé dans les organes de l'impérialisme. Jusqu'à présent, ses figures principales sont :

Mustafa Abdul Jalil, ancien ministre de la Justice de 2007 à 2011, où il était responsable de la persécution, l'emprisonnement et la torture d'innombrables opposants.

Mahmoud Jibril, un ancien chef du conseil des conseillers économiques de Kadhafi, l'architecte des réformes néo-libérales et de l'ouverture économique aux investissements impérialistes. Il a été nommé par le CNT comme Premier ministre du gouvernement intérimaire en juillet.

Abdelhafiz Goga, avocat des droits de l'Homme de Benghazi. Il a défendu des prisonniers politiques du régime, ce qui lui a donné du prestige dans de larges secteurs. Cependant, il a accepté un accord avec les secteurs les plus réactionnaires dans la formation du CNT, les laissant diriger cette institution.

Ali Tarhuni, exilé depuis 1973, résidait aux Etats-Unis où il a obtenu son diplôme et a été professeur jusqu'en 2011, date à laquelle il est retourné en Libye. Il a construit des liens étroits avec l'impérialisme dans la période d'exil. Il occupe actuellement le poste de ministre des Finances et du Pétrole du CNT et défend la maintient des contrats pétroliers, ainsi que l'assurance et l'encouragement des investissements impérialistes dans le pays.

Abdel Yunes, ancien ministre de l'Intérieur. Il était le principal dirigeant militaire du CNT. Il a été assassiné par les brigades rebelles à Benghazi, en juillet dernier.

Comme on peut le voir, la composition du CNT est très réactionnaire et pro-impérialiste. Ce premier conseil des rebelles à Benghazi, qui a cherché à coordonner tant soit peu les actions contre la dictature, a été accaparé par des secteurs laquais et de droite, qui ont exploité le vide du pouvoir ouvert par la crise du régime, afin de se présenter comme direction politique du processus.

Aujourd'hui, ils sont considérés comme ceux qui se sont mis à la tête du soulèvement populaire de Benghazi, et comme alternative de gouvernement. Ils sont le produit fidèle de l'absence d'une direction révolutionnaire. Ils ne disposent toutefois pas de dirigeants qui ont la force nécessaire pour imposer arbitrairement leurs décisions sur les comités armés et les différentes forces opérantes en Libye.

Les contradictions entre les milices et le caractère du CNT

Malgré le soutien gagné par le fait d'agir comme porte-parole de la révolution, l'origine et la politique du CNT donnent lieu à une contradiction forte entre ses membres et les aspirations de la révolution victorieuse.

En outre, le CNT propose comme issue transitoire un lent processus de rédaction d'une constitution, suivi par la convocation à des élections. Comme en Egypte, il présenterait un texte constitutionnel qui doit alors être soumis à un « référendum ». Pendant toute cette période, ses membres resteraient en fonction sans avoir été élus par personne.

L'origine bourgeoise de ses principaux dirigeants, leur passé de liens avec le régime et les bonnes relations avec l'impérialisme marquent les objectifs du CNT après la chute de Kadhafi. Cela conduit à des affrontements probables avec des secteurs de rebelles plus à la base. Le CNT essaye de manœuvrer pour éviter la propagation et la polarisation de ces affrontements.

Par conséquent, l'exécution du commandant Yunes, accusé de « double jeu » par les forces rebelles, est restée sans enquête ni sanction. Selon les déclarations du CNT lui-même, il en est ainsi pour « ne pas endommager la révolution » et pour ne pas diviser le front d'opposition à Kadhafi.

Il y a beaucoup de méfiance envers le CNT de la part des militants, en particulier ceux de Nafusa ou de Misrata qui n'ont pas été impliqués dans son élection. A Benghazi aussi il y a de nombreuses questions. Selon certaines sources, la brigade 17 février, cruciale dans la défense de Benghazi, dirigée par Ismael Salabi, a déclaré récemment : « *Le gouvernement intérimaire dirigé par Mahmoud Jibril n'est plus nécessaire, étant constitué par des restes de l'ancien régime. Ils devraient tous démissionner, du haut de la pyramide jusqu'en bas.* » Certains dirigeants ont demandé la démission complète du gouvernement intérimaire nommé par le CNT, arguant que ce ne sont pas eux qui devraient gérer les milliards de dollars en avoirs libyens gelés à l'étranger.

A Tripoli, le commandant de la brigade qui contrôlait la ville après le départ des défenseurs de Kadhafi était Ahmed Bel Haj, un ancien combattant en Afghanistan qui a été torturé par Kadhafi, une victime de l'accord entre



la CIA, le MI-6 anglais et les services secrets libyens en 2004. Bel Haj a fait des déclarations de loyauté au CNT mais n'a pas remis le commandement de la ville. D'autre part, quand le CNT a donné ordre aux brigades de Misrata et de l'Ouest qui ont participé à la capture de la capitale, de retourner à leurs villes, elles ont refusé et elles restent à Tripoli, armées.

Voici encore une autre manifestation des difficultés du CNT : après que les puissances impérialistes et les Nations Unies ont dit être en faveur du placement de troupes de l'OTAN au sol, le CNT y a été favorable en premier lieu, mais a ensuite dû revenir en arrière et déclarer « qu'il n'y avait aucun besoin d'entrée de troupes étrangères sur le territoire du pays ». Comme il est, en réalité, en faveur de l'intervention impérialiste directe, la position du CNT peut changer à tout moment, selon le rapport de forces interne. En plus de ces frictions et les heurts avec la base combattante, il y a des problèmes au sein même du CNT, en raison de différends entre les secteurs bourgeois qui se bousculent pour obtenir une plus grande part du gâteau.

Le point est qu'en raison de l'absence d'une direction révolutionnaire de poids, il n'y a pas d'alternative claire pour canaliser les aspirations des secteurs les plus combatifs et pour diriger la lutte contre l'impérialisme et le CNT.

Les dangers qui menacent la révolution

Une fois que les actions des masses ont obtenu leur premier but (la chute du régime de Kadhafi), le scénario présente avec force de sérieux dangers et pose de nouvelles tâches pour la révolution. La question principale est la lutte anti-impérialiste, la lutte pour l'indépendance nationale, contre les prétentions de l'impérialisme et de ses agents locaux, le CNT, de démanteler la montée révolutionnaire et de poursuivre le pillage de la richesse libyenne.

Après avoir soutenu Kadhafi, l'impérialisme a opté de manière décidée pour sa chute, quand ce dernier était tout à fait incapable de contenir l'insurrection populaire armée par la répression ou par les voies institutionnelles. C'est ce que nous développons dans un autre article. Cette réorientation tactique, qui a placé l'impérialisme dans le même camp militaire que celui des rebelles, a représenté une victoire partielle et circonstancielle qui peut lui être utile dans son objectif de démanteler la révolution. Dans cette tâche, le CNT est son principal allié.

Mais l'impérialisme n'a pas devant lui une route tapissée de roses. Faute de rapport de forces favorable, il n'a pas pu envahir la Libye avec des troupes au sol et contrôler ainsi directement la situation. Le « bourbier » en Irak et en Afghanistan, couplé avec la crise économique et politique en son sein, l'empêche, aujourd'hui, de s'aventurer dans une nouvelle guerre. Il a actuellement un gros problème : comment convaincre les masses libyennes de déposer les armes et de rentrer paisiblement chez après leur énorme victoire ? Il doit non seulement désarmer les masses, mais aussi reconstruire au plus vite un nouveau régime et une nouvelle armée bourgeoises. Il a la collaboration soumise du CNT qui,

La « bonne entente » avec la CIA et l'espionnage anglais

Tout au long du processus de la guerre civile, le colonel Kadhafi a été continuellement soutenue par Chavez et les frères Castro, qui le présentent comme « un dirigeant anti-impérialiste », attaqué par les grandes puissances à cause de ses positions « souveraines » ou directement « socialistes ».

C'est un « anti-impérialisme » bien étrange que celui d'un dictateur qui a conclu toutes sortes d'accords avec l'impérialisme, qui possédait des actions dans les grandes compagnies pétrolières multinationales, qui était un ami et allié d'Aznar et de Berlusconi, qui finançait la campagne de Sarkozy et qui a été félicité par le FMI pour ses plans économiques, huit jours seulement avant le début du soulèvement.

Actuellement, de nouveaux documents trouvés en possession de son ancien chef du renseignement, Moussa Kousser, sont irréfutables : ils montrent que Kadhafi était un homme de l'impérialisme. Les documents prouvent la relation secrète et étroite entre Kadhafi et les gouvernements d'Angleterre et des Etats-Unis lors de l'arrestation, la torture et l'assassinat d'opposants à ces gouvernements et au régime libyen.

Le sinistre partenariat entre Kadhafi et les services de renseignement des pays impérialistes (la CIA et le MI-6 britannique) met à nu la collaboration ouverte de ce personnage (que Chavez appelle le « Bolivar de la Libye ») dans la « guerre contre le terrorisme » de Bush et de Blair, passant par l'arrestation d'opposants et de combattants politiques et leur remise entre les mains de l'impérialisme. C'était une division du travail inquiétante : Kadhafi pratiquait des « interrogatoires renforcés » (en torturant des suspects accusés « d'activités terroristes » contre l'impérialisme), et les puissances occidentales lui transmettaient de l'information ou détenaient des opposants à Kadhafi, partout sur la planète.

Avec ces preuves, le mythe d'un Kadhafi « dirigeant anti-impérialiste » est encore plus intenable. Le rôle des partisans de Castro et Chavez a été, et est toujours, néfaste pour la conscience des milliers de militants qui voient la « gauche » comme soutenant des dictatures pourries. Qui plus est, en soutenant des dictateurs comme Kadhafi et Assad, ce qu'ils font consiste à renforcer la position de l'impérialisme, car ils lui laissent la voie ouverte pour arborer, hypocritement, le drapeau de la défense des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, face aux masses.

La défaite de Kadhafi aux mains des masses libyennes est aussi une défaite pour la politique du courant Castro-Chaviste, qui est de plus en plus démasqué par sa politique allant à contresens d'un des centres de la révolution mondiale.



Bâtiment de la flotte de l'OTAN.



jusqu'à présent, est la direction politique du processus. Mais il n'a pas encore le contrôle ou l'autorité totale parmi le peuple et les comités armés. Nous ne pouvons pas non plus ignorer que les différentes factions bourgeoises qui composent le CNT montrent les dents dans la lutte pour se partager les parts du gâteau

C'est dans ce contexte de lutte dure entre la révolution et la contre-révolution que les masses libyennes doivent continuer la bataille pour approfondir la révolution. Pour cela, il est essentiel d'avoir un programme clair qui indique les étapes suivantes.

Comment continuer la lutte ?

Une fois tombé Kadhafi, le peuple libyen est le seul à décider sur son destin. Ceux qui ont renversé une dictature comme celle de Kadhafi ne peuvent pas s'arrêter à mi-chemin : il faut avancer vers la conquête du pouvoir politique. Pour nous, **c'est le peuple en armes qui doit gouverner en Libye et approfondir la révolution dans son pays et partout dans le monde arabe**. Si la révolution s'arrête, c'est la contre-révolution qui avance, inévitablement.

Seul un gouvernement des comités populaires armés peut convoquer, en premier lieu, des élections libres pour **une Assemblée constituante vraiment libre, démocratique et souveraine** qui pourra refonder le pays sur de nouvelles bases économiques, sociales et politiques. Ce mot d'ordre est très important, car il s'agit d'un pays qui a enduré des décennies de colonialisme et de dictature. Cette tâche s'impose, pour que ce soit uniquement le peuple libyen qui décide de son destin. Mais **une Assemblée nationale constituante vraiment souveraine et populaire ne peut se matérialiser que si elle est convoquée par un gouvernement de la classe ouvrière et du peuple pauvre de la Libye**. Si le CNT s'en charge, elle ne sera pas démocratique et elle servira à légaliser le prochain bradage du pays.

Une autre tâche essentielle, qui ne peut être garantie autrement que par un gouvernement ouvrier et populaire, soutenu par les comités populaires armés, est **la confiscation pure et simple de tous les biens et de toutes les fortunes de Kadhafi, sa famille et ses sinistres acolytes.** Ces propriétés doivent être socialisées et placées au service et sous le contrôle des organes représentatifs du peuple libyen.

A cet égard, il faut **nationaliser les gisements, l'extraction et la commercialisation du pétrole, et placer l'économie du pays sous contrôle ouvrier et populaire**.

Cette richesse doit servir pour répondre aux énormes besoins des masses ouvrières et pour mettre en œuvre rapidement **un plan économique d'urgence afin de répondre aux besoins pressants du peuple pauvre.** Il faut, comme l'une des premières mesures, annuler tous les contrats pétroliers signés par la dictature, ainsi que d'autres accords avec l'impérialisme.

En outre, il est impératif que la révolution se charge de punir Kadhafi, ses fils qui étaient au pouvoir et l'ensemble des personnages de son sinistre régime, pour tous les vols et les crimes contre l'humanité commis au cours des quatre décennies de ce régné à la main de fer, ainsi que pendant la récente guerre civile.

Pour mettre ce programme en œuvre, le peuple libyen doit rester armé et ne devra compter que sur ses propres forces, des forces qui ont démontré leur pouvoir en renversant le tyran de Tripoli. Le peuple doit avoir confiance en ses forces et en l'immense pouvoir de la révolution dans le reste du monde arabe.

Aucune confiance dans l'impérialisme ou dans le CNT !

Le peuple libyen ne peut non seulement pas placer la moindre confiance dans le CNT, mais il doit en outre l'affronter ouvertement. On ne peut même pas attendre du CNT qu'il avance dans les mesures démocratiques. C'est une instance bourgeoise, composée de toutes sortes de transfuges, corrompus, anciens ministres de Kadhafi ou exilés politiques des factions bourgeoises abandonnées par la dictature et qui sont maintenant de retour au pays, impatients de recevoir les miettes d'un nouveau pillage. Le CNT a déjà annoncé qu'il allait maintenir, et même augmenter, les taux de production de pétrole pour les pays qui ont « collaboré » à la chute de Kadhafi. Les puissances impérialistes ont tenu une conférence à Paris, comme des vautours qui se jettent sur une proie, et en se présentant comme les « Amis de la Libye », dans le seul but de « discuter du destin » de ce pays ; ce qui, pour eux, n'est autre chose que s'emparer de son pétrole.

Le CNT, au service de l'impérialisme, est en train d'essayer de désarmer les masses et de reconstruire un régime politique et une armée bourgeoises. Si ces nouveaux agents ne parviennent pas à accomplir leur mission et, surtout, si la lutte des classes fait rage, il n'est pas exclu que l'impérialisme occupe le pays avec ses troupes pour prendre le contrôle direct de ses ressources. La LIT-QI est totalement opposée à tout déploiement éventuel de troupes par l'impérialisme, qu'elles soient conventionnelles de l'OTAN ou « humanitaires » sous couvert de l'ONU. Cela servirait à mettre en échec le processus révolutionnaire, à désarmer le peuple et à reconstruire un régime docile. Une occupation impérialiste serait aussi dictatoriale que le gouvernement de Kadhafi. Il faut dire : Aucun soldat impérialiste en Libye ! L'OTAN, l'ONU et l'impérialisme, ne touchez ni à la Libye, ni à toute la région arabe !

Nous insistons : nous sommes pour le maintien de comités populaires armés et pour que le pouvoir politique aille directement et entièrement en ses mains. Cela doit être, à notre avis, la prochaine bataille de la révolution libyenne : placer le pouvoir dans les mains du peuple à travers ses organisations et promouvoir résolument toutes les révolutions dans la région, en ayant comme perspective une Fédération de Républiques socialistes arabes.



Les rebelles mettent le feu au bunker de Kadhafi à Tripoli.



La « gauche » qui capitule à l'impérialisme

Dans le large spectre de la gauche mondiale il y a, outre les défenseurs de Kadhafi, ceux qui ont exprimé leur soutien à l'intervention militaire impérialiste. Le principal représentant de cette tendance est Gilbert Achcar, un intellectuel libanais, lié à l'organisation connue sous le nom du Secrétariat unifié (SU).

Lors de l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui a donné le feu vert pour la zone d'exclusion aérienne en Libye, Achcar soutient clairement celle-ci avec l'argument de défendre un critère « moral » et « humanitaire ». Cet intellectuel reflète la pression dans la gauche européenne proche de la social-démocratie pour soutenir ses bourgeoisies respectives. Pour Achcar, « *chaque règle admet des exceptions* » et « *la gauche devrait s'abstenir de proclamer des ''principes'' si absolus comme que ''nous sommes contre toute intervention militaire par les puissances occidentales, en toutes circonstances''. Ce n'est pas une politique, mais un tabou religieux.* » Il affirme ainsi qu'en raisonnant de cette façon, la gauche serait en train de « *suggérer qu'elle se soucie uniquement de l'opposition à son propre gouvernement, et qu'elle se fout pas mal du destin des autres populations* ». Ainsi, Achcar affirme catégoriquement que « *c'était moralement et politiquement une erreur, de la part de la gauche, de s'opposer à la zone d'exclusion aérienne*».[1]

Quel était l'objectif de l'impérialisme pour intervenir militairement ? Achcar dit (tout comme l'impérialisme et l'ONU) que l'intervention était nécessaire pour sauver des vies et protéger les civils. Mais ceci n'est que le discours de l'impérialisme, non pas sa véritable intention ni ce qui se passe dans la réalité. L'impérialisme est intervenu pour contrôler la situation et pour pouvoir continuer (et si possible augmenter) le pillage de la Libye. Ce ne sont pas les vies qui l'importent, pour lui, « le destin des autres populations » n'est autre que l'exploitation la plus abjecte. Il est intervenu pour coloniser la Libye, pour la soumettre, pour lui drainer toutes ses richesses et opprimer encore davantage son peuple et toute la région arabe. Mais Achcar « a confiance » dans l'impérialisme. Il a confiance dans son discours et met en avant cette confiance. Il lui attribue un rôle progressiste et humanitaire. Sa position mène à accepter l'intervention de l'impérialisme et à la justifier.

Pour Achcar, l'OTAN a sauvé la révolution libyenne. Un de ses principaux arguments pour « ne pas s'opposer » à l'intervention de l'OTAN est que, lors du siège de Benghazi, sa performance a été cruciale. Achcar soutient que si Benghazi tombait, en plus du bain de sang, la révolu-



tion libyenne aurait été écrasée et Kadhafi aurait continué à gouverner. En premier lieu, il n'y a qu'Achcar pour juger que la révolution aurait été condamnée avec une éventuelle défaite des rebelles lors du siège de Benghazi. Qui peut dire que cela aurait été la fin de tout ? Le coup aurait été très dur, mais on ne peut pas affirmer catégoriquement que cela aurait été la fin de l'insurrection. L'histoire a démontré amplement que les ressources et les forces des masses sont inépuisables. Regardons le cas de l'Afghanistan : quand l'impérialisme a annoncé sa « victoire finale », la résistance ne faisait que commencer... et elle se poursuit jusqu'à ce jour. Mettre en avant unilatéralement cette « issue apocalyptique » sert à minimiser l'action des masses et à embellir et exalter encore davantage l'intervention impérialiste, la plaçant comme ayant « sauvé » la révolution.

Achcar critique désormais l'intervention impérialiste, oubliant ou mitigeant le fait qu'il l'ait soutenue. Mais son critère est très clair : chaque fois qu'une révolution est en danger, cela doit être une « obligation morale » de faire appel à l'impérialisme, qui est devenu une sorte d'« allié » des révolutions. Rien de plus faux. Les révolutionnaires peuvent aller jusqu'à exiger des armes de l'impérialisme, mais jamais ils ne peuvent l'appeler à intervenir directement ni soutenir une telle intervention. Ce serait ouvrir la porte à la contre-révolution, œuvrer pour la défaite militaire du processus révolutionnaire dans n'importe quel pays.

Dans le cadre de sa nouvelle position de critiquer la « deuxième phase » de l'intervention de l'OTAN, Achcar félicite aujourd'hui le CNT parce que ce dernier soutient qu'il n'est pas nécessaire de placer des troupes, pour l'instant. Mais le CNT va garantir de toute façon à l'impérialisme le drainage des ressources libyennes. Achcar soutient que le CNT « *montre une reconnaissance rassurante de la complexité de la situation libyenne, et la volonté de l'aborder d'une manière démocratique.* [...] *Espérons que la réalité corresponde aux prévisions du plan, mais il y a de nombreux facteurs qui s'opposent à l'application de celui-ci, compte tenu de l'écheveau complexe des forces tribales...* »[2]. Cette position fait confiance à une fausse prétention « démocratique » du CNT et ouvre la voie - au cas où il y aurait des crises ou des confrontations entre le peuple et les politiques réactionnaires du CNT - pour soutenir un éventuel appel à l'ONU afin d'assurer la mise en œuvre du « plan démocratique » du nouveau gouvernement libyen embryonnaire. Pour le moment, selon Achcar, les révolutionnaires doivent espérer que le projet du CNT aboutisse, un projet qui n'est autre que le démantèlement de la révolution.

---

1 Achcar, Gilbert : *Un débat légitime et nécessaire du point de vue anti-impérialiste.*
2 Achcar, Gilbert : *Le « complot » de l'OTAN contre la révolution libyenne.*



Controverse avec la Fraction Trotskyste (PTS)

Victoire ou défaite des masses ?

Ronald León (Paraguay)

La façon dont le régime de Kadhafi est tombé est très contradictoire. C'est une combinaison d'un soulèvement populaire armé avec une intervention militaire de l'impérialisme. Cette situation complexe est une source de grande confusion et de controverse importante au sein de la gauche mondiale.

Le principal débat se situe sur la question de définir le vainqueur et le perdant en Libye. Il est évident que Kadhafi a perdu. Ceci dit, la question qui se pose est de définir si sa chute a été une victoire des masses ou une victoire de l'impérialisme ? Ce qui est arrivé, est-ce progressiste ou régressif pour l'avancement de la révolution mondiale en Libye et dans le monde arabe ? De la réponse que nous y donnons dépend la politique que les révolutionnaires doivent défendre pour approfondir le processus révolutionnaire indéniable qui s'est ouvert dans cette région, l'un des centres actuels de la révolution mondiale.

La grandiloquence ne suffit pas

De la vaste gamme des positions, il y en a une qui sort du lot par son apparente « originalité ». Nous parlons de celle défendue par la dénommée Fraction Trotskyste (FT), avec à sa tête le PTS argentin.

Ce courant aime bien les expressions grandiloquentes pour envisager une controverse. Pour eux, notre position - selon laquelle la chute de Kadhafi est une immense victoire politique et militaire des masses libyennes et un triomphe démocratique qui renforce et promeut l'ensemble du processus révolutionnaire arabe - se résume en descriptions « *scandaleuses* » et mène à des conclusions « *de plus en plus éloignées d'une stratégie révolutionnaire* », qui ont le défaut d'une « *absence de toute vision stratégique de classe* ».

Il est probable qu'ils croient que la simple emphase permet de « gagner » une discussion. Mais la question n'est pas si facile. Le marxisme nous enseigne que, pour caractériser une situation particulière et définir une politique révolutionnaire, il faut, avant tout, une analyse rigoureuse des faits.

Pour commencer... une calomnie

La FT-PTS affirme que, pour la LIT-QI, « *l'unité d'action entre les masses et l'impérialisme est progressiste* »[1]. Il y a lieu d'avertir sur la méthode calomnieuse utilisée par les camarades, car nous n'avons jamais prétendu cela. Depuis le début du conflit en Libye, nous nous sommes opposés fermement à l'intervention de l'impérialisme, avec l'OTAN et l'ONU. Notre position a été et reste inflexible : **Non à l'OTAN ! A bas Kadhafi !**

En politique, une unité d'action est un accord. Le fait de le défendre ou de le réaliser implique un appel et des exigences dans le contexte de cette unité. La LIT-QI n'a jamais appelé l'impérialisme à faire une unité d'action avec les masses pour renverser Kadhafi. Une autre chose est que, de fait, cette unité a existé dans le domaine militaire.

Nous ne pouvons pas nier ce fait qui est indépendant de notre volonté. Comme marxistes, en politique, nous devons voir ce qu'il se passe dans la réalité, et non pas ce que nous voulons qu'il se passe. La chose importante est de comprendre pourquoi l'impérialisme a été dans le même camp militaire que celui des rebelles. Pour cela, il faut s'en tenir aux faits.



La célébration des rebelles dans les rues après la chute du dictateur.

La façon dont l'impérialisme est intervenu

Pour comprendre les raisons et la forme de l'intervention impérialiste, nous devons d'abord comprendre la nature de la révolution elle-même. En Libye, nous assistons à une révolution contre l'impérialisme, une révolution populaire armée qui touche directement ses intérêts politiques et économiques. Elle est anti-impérialiste, comme en Egypte et en Tunisie, parce que les masses ont remis en question et ont renversé Mouammar Kadhafi, un des agents clefs de l'impérialisme en Libye et dans la région. Ce dictateur a abandonné, au moins depuis une décennie, tout type d'action ou de posture nationaliste ou anti-impérialiste (qui le caractérisaient entre 1970 et 1990) et il est devenu un fidèle serviteur de Washington et des puissances européennes.

S'il y avait encore des doutes, la fable de son « anti-impérialisme » a définitivement été démasquée avec la découverte de documents prouvant la collaboration secrète entre son régime et les puissances impérialistes. Les documents montrent que, en plus du bradage du pétrole et de la souveraineté, il y avait une sinistre division de tâches entre la dictature libyenne et les agences de renseignement impérialistes (la CIA et le MI-6 britannique) dans la « guerre contre le terrorisme » de Bush et la détention d'opposants au pouvoir à Tripoli (voir encadré). Il est absurde de soutenir que Kadhafi était « anti-impérialiste ». Pourquoi l'impérialisme travaillerait-il de cette façon en collaboration avec un prétendu « ennemi » de ses intérêts ? La vérité est que Kadhafi était « son homme » en Libye, et que le régime du colonel faisait partie du système de dictatures féroces qui agissaient en soutien à ses plans au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Kadhafi n'était pas moins l'agent de l'impérialisme que Moubarak et Ben Ali. Sa chute est donc une grande victoire sur l'impérialisme.

Ensuite se pose la question : Pourquoi l'impérialisme est-il

intervenu militairement dans le camp des rebelles pour renverser Kadhafi, si ce dernier était « son homme » ? La réponse est simple : à cause de la révolution en Libye et dans le monde arabe, à cause du soulèvement armé et de l'aggravation de la guerre civile, un élément clef dans l'analyse de la situation politique en Libye. Dans un premier temps, l'impérialisme a soutenu Kadhafi, puis il a fait pression pour que ce dernier négocie une issue, ce que celui-ci a constamment rejeté. L'impérialisme a donc été forcé d'agir contre son propre agent, qui s'est avéré être absolument incapable dans la tâche de contenir et de vaincre le processus révolutionnaire. L'impérialisme est intervenu, non parce que Kadhafi était « anti-impérialiste », mais parce que, comme agent, il était devenu inutile pour arrêter l'insurrection.

L'impérialisme est pragmatique et il a toujours été intéressé à vaincre la révolution. Son but était ici d'éviter que le magnifique exemple libyen se propage et verse davantage d'huile sur le brasier arabe, afin de rétablir le contrôle du flux normal de pétrole qui s'était arrêté avec la guerre civile. En ce sens, le maintien ou non de ses agents est tactique. Ce sont des « fusibles », que l'on change s'ils ne servent plus.

Un autre élément a été la grande contradiction de l'impérialisme de ne pas pouvoir envoyer ses propres troupes au sol. Avec la crise économique et politique en son sein, et la poudrière dans le monde arabe, l'impérialisme ne peut pas s'aventurer dans une autre guerre maintenant. Il a donc été obligé de se placer dans le camp militaire rebelle. Ne voir que l'intervention impérialiste, c'est ignorer l'autre guerre, la guerre civile que le peuple a commencée contre Kadhafi, bien avant l'entrée en scène de l'OTAN. L'élément qualitatif de tout le processus est la révolution populaire en cours, dans le pays et dans le monde arabe.

L'unité d'action militaire a donc eu lieu dans la réalité. Personne ne dit que cela est progressiste. Au contraire, c'est une énorme contradiction qui génère beaucoup de confusion dans les rangs de la gauche et qui a mis l'impérialisme dans de meilleures conditions pour entamer la tentative de démanteler la révolution libyenne.



Ce qui est absolument erroné de la part de la FT-PTS, c'est de nier, en raison de l'intervention impérialiste, l'ensemble du processus révolutionnaire en Libye et la conquête énorme et historique des masses d'avoir renversé le régime sanguinaire de Kadhafi et de frapper, du même coup, durement l'impérialisme.

Troupes au sol de l'OTAN ?

La conclusion de la FT-PTS sur le renversement de Kadhafi est frappante : « *L'essence politique derrière l'apparence des ''rebelles'' qui célèbrent, les armes à la main, la chute du régime de Kadhafi, est que, dans les conditions dans lesquelles cette chute a eu lieu, il ne s'agit pas d'une première victoire du processus révolutionnaire, mais d'un triomphe de la politique impérialiste sur la progression du ''printemps arabe''.* »[2]

Ce qui est arrivé serait « *un triomphe de la politique des puissances impérialistes* [...] *qui ont mené une intervention militaire pour s'assurer l'émergence d'un gouvernement encore plus pro-impérialiste que celui de Kadhafi* »[3], comme si tout avait été planifié magistralement par l'impérialisme.

En accord avec cette caractérisation, ils font une accusation grave contre le peuple en armes : « Bien que les images de la télévision montrent des milices locales plutôt que des soldats étasuniens, entrant dans le quartier de Bab al Aziziya et renversant les statues de Kadhafi, **les forces ''rebelles'' qui ont pris Tripoli ont agi comme des ''troupes au sol'' des bombardements de l'OTAN,** avec une direction en collaboration complète avec les grandes puissances. »[4]

Est-il vrai que tout a été l'œuvre de l'impérialisme et du CNT, et que le peuple en armes qui est entré à Tripoli et a pris d'assaut le palais de Kadhafi se composait de simples marionnettes qui ont agi comme « troupes au sol » de l'OTAN ? Pas du tout. Le problème est que la FT-PTS n'est pas intéressée par l'action des masses, sous-estime celles-ci complètement et les méprise même. Pour ces analystes, cela n'a aucune valeur que les masses se soient armées, qu'elles se soient affrontées à l'armée bourgeoise, qu'elles l'aient divisée et détruite, qu'elles aient tué et que des milliers de personnes soient mortes pour renverser une tyrannie cruelle. Le mépris total envers le sacrifice du peuple libyen est éloquent et est une offense : pour cette organisation, cela n'a aucune valeur. Le facteur déterminant, le seul qu'ils recueillent de la réalité avec une valeur absolue, est l'intervention de l'impérialisme et la traîtrise du « nouveau gouvernement » de la Libye. Cela est suffisant pour déclarer la défaite et la mort du processus révolutionnaire.

Pour eux, depuis le moment où l'impérialisme est intervenu, le processus passe automatiquement de « progressiste » à « régressif ». Les masses qui ont risqué leurs vies sont devenues, comme par magie, des « troupes au sol » de l'impérialisme. L'accusation est très grave : cela signifie que tout ce peuple soulevé est maintenant une partie organique du commandement militaire de l'impérialisme, et y est

consciemment discipliné. Les masses sont dépeintes comme de simples marionnettes, comme un troupeau de moutons dociles de l'impérialisme et du CNT, alors que ce sont ses actions qui sont en train de renverser tout ce qui peut être associé à la stabilité de l'ordre bourgeois en Libye !

De quel côté sommes-nous ?

Développons cette position des camarades jusqu'au bout. Dans une guerre civile, il n'est pas possible d'être au milieu. Il faut avoir une localisation précise du point de vue militaire (sinon, soit on rentre à la maison soit on reçoit des coups des deux côtés). Sur base de ce principe, de quel côté la FT-PTS se situerait-elle au moment où le peuple armé entre d'assaut à Tripoli et fait face aux forces de Kadhafi ? Si, comme elle le soutient, les combattants armés libyens ne sont que « des soldats de l'impérialisme », « des troupes au sol » de l'OTAN (une division du travail dans laquelle l'organisme impérialiste attaque par l'espace aérien et les rebelles au sol) et si, d'autre part, la FT-PTS est contre l'OTAN et contre les rebelles (« soldats impérialistes »), alors elle se situe dans le camp militaire de Kadhafi. Encore plus quand ils disent que le résultat de tout cela serait « *un gouvernement encore plus pro-impérialiste que celui de Kadhafi* ». Pour eux, Kadhafi serait le « moindre mal ».

Si les rebelles sont « des troupes au sol » de l'impérialisme, alors nous devrions avoir célébré chaque combattant tué par Kadhafi, avec qui nous devrions faire une unité d'action militaire pour défendre Tripoli et combattre jusqu'à l'expulsion de l'impérialisme.

Si l'on donne du crédit à la cohérence de ces camarades, la question se pose alors de savoir pourquoi ils affirment que « *des doutes planent sur la capacité qu'aurait le Conseil national de transition (CNT) de parvenir à mettre sur pieds un nouveau gouvernement tant soit peu stable* ».[5] Pourquoi devrait-il y avoir des doutes concernant la stabilité future du « nouveau gouvernement », si ce qui existe en Libye sont « des troupes au sol » de l'impérialisme qui, en outre, sont centralisées sous « *la direction totale et rigoureuse* » du CNT ? Tout devrait être en ordre.

Le fait est que la réalité est le contraire de ce qu'ils disent. Le CNT et l'impérialisme savent qu'ils auront beaucoup de problèmes pour pacifier et désarmer les masses parce qu'il y a un processus révolutionnaire qui avance et qui a obtenu une impressionnante conquête démocratique, dans laquelle le peuple se sent victorieux. Le CNT et l'impérialisme sont dans un grand paradoxe parce qu'ils ne sont pas en mesure de placer leurs propres troupes et qu'ils se trouvent au milieu d'une révolution en marche. Le CNT, non seulement, ne centralise pas toutes les milices, mais il n'a en outre ni l'autorité ni la force nécessaire pour désarmer facilement les masses. Voilà la préoccupation principale de l'impérialisme, du CNT et des autres bourgeoisies arabes.

Le signe égal entre le processus d'en bas et les directions

Les camarades commettent une grave erreur conceptuelle : confondre les processus sociaux avec leurs directions politiques, ce qui est étranger au marxisme. En Libye, ils placent un signe égal entre ce qu'il y a de plus vif, riche et puissant dans le processus révolutionnaire (l'action impressionnante des masses) et sa direction politique réactionnaire. Ils raisonnent de façon mécanique et donc antimarxiste. Ils absolutisent la contradiction du processus (l'intervention impérialiste et la direction traîtresse du CNT).

Pour soutenir la lutte des masses, la FT-PTS exige « *une direction marxiste révolutionnaire qui mène consciemment le processus de la réussite* », « *un programme consciemment anti-impérialiste...* ». A la base, il y a un argument idéaliste : étant donné que mon idée de la Révolution d'Octobre « pure » n'a pas eu lieu dans la réalité, alors il n'y a pas eu de conquête des masses ni de révolution ; tout a été un désastre, une défaite. La réalité est celle que nous voudrions bien qu'elle soit. Si ce n'est pas le cas, nous l'adaptons à nos désirs. En raisonnant ainsi, la FT-PTS doit s'opposer à tous les processus révolutionnaires arabes, puisque dans tous, d'une manière ou d'une autre, l'impérialisme est intervenu ou interviendra, et il n'y a pas de direction marxiste révolutionnaire pour guider les actions des masses.

La FT-PTS devrait commencer par une rectification et nier la victoire démocratique en Egypte, puisque la chute de Moubarak a été convenue entre l'impérialisme et la direction d'une armée financée et contrôlée par lui. La réalité est qu'il est tombé parce qu'il y avait un processus de mobilisation très fort qui a obligé l'impérialisme, après avoir défendu le dictateur, à forcer la sortie de ce dernier pour calmer le processus révolutionnaire. Ou alors, l'impérialisme a-t-il voulu que ces mobilisations aient lieu ? La chute de Moubarak n'a pas été une victoire spectaculaire des mouvements populaires, parce que l'impérialisme y est intervenu ? Devons-nous étiqueter les masses d'« agents de l'impérialisme » parce que ce dernier est intervenu ? La chute de Moubarak, l'épine dorsale d'une dictature pro-impérialiste, met-elle les masses dans des conditions meilleures ou pires pour avancer vers de plus grandes conquêtes et vers le socialisme lui-même ? Pour nous, dans des conditions meilleures, pour la FT-PTS, dans des conditions pires, puisque tout serait l'œuvre de l'impérialisme.

De même, si la FT-PTS est cohérente avec son affirmation concernant la Libye, elle doit dire qu'à Cuba, il n'y a jamais eu de révolution. La guérilla de Fidel Castro, avait-elle « une direction marxiste révolutionnaire » avec « un programme d'action consciemment anti-impérialiste » ? Cela n'a jamais été le cas. Au contraire, la guérilla de Fidel Castro a été financée par des secteurs de la bourgeoisie cubaine, et des enquêtes récentes sérieuses, comme celle de Jon Lee Anderson, un partisan de la révolution cubaine, indiquent que l'impérialisme aussi aurait apporté une aide financière, par le biais de la CIA. L'impérialisme a soutenu Fidel contre Batista et l'a considéré comme un allié, au point que le premier voyage de Fidel après la prise du pouvoir avait Washington comme destination. Est-ce pour cela que nous pouvons dire qu'à Cuba, il n'y a pas eu de révolution ? La FT-PTS devrait dire que tout ce qui s'est passé sur l'île des Caraïbes depuis 1959 a été un vaste plan de l'impérialisme. Mais elle ne dit et ne dira pas cela, démontrant ainsi son incohérence théorique et politique. Ce fut à tel point une révolution que, pour elle, Cuba est toujours un « Etat ouvrier bureaucratisé ».

Voyons le cas de la révolution de février 1917 en Russie, pratiquement



spontanée et inconsciente, qui finit par donner le pouvoir au prince Lvov. Dans le processus, l'impérialisme allemand a fait tout son possible pour hâter la chute du tsar (y compris en appuyant le retour de Lénine en Russie). Pour tous ces éléments, les révolutionnaires ont-ils refusé d'analyser le renversement du tsar comme un élément qualitatif qui a permis la Révolution d'octobre ?

Si les camarades étaient cohérents avec ce qu'ils affirment concernant la Libye, il n'y aurait là pas non plus une révolution, une conquête démocratique des masses. Qui plus est, s'ils avaient été à Petrograd en février-mars 1917, ils auraient certainement soutenu le discours des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qui accusait tous ceux qui critiquaient le gouvernement provisoire bourgeois, surtout Lénine et les bolcheviks, d'« *agents de l'impérialisme allemand* » (quelque chose comme ses « troupes au sol »).

La raison sous-jacente

Il y a une raison sous-jacente pour nier l'énorme victoire démocratique du peuple libyen et la diluer dans une « victoire incontestée de l'impérialisme », une raison que les camarades cachent, d'une façon pas très honnête.

Avant la chute de Kadhafi, ils posent un cadre théorique et politique qui soutient leur position : « *A ce stade des événements — avec les grandes expériences que le mouvement ouvrier a vécues au cours du XXe siècle, sans aller plus loin, avec le résultat des soulèvements de 1989-1990 contre les régimes staliniens qui ont finalement eu des directions qui ont conduit à la restauration du capitalisme — les camarades de la LIT, de l'IS et des organisations qui ont des positions similaires auraient dû conclure que* ***la défaite d'un gouvernement réactionnaire ou la chute d'une dictature n'est pas nécessairement un pas en avant pour la révolution ouvrière socialiste.*** »[6]

Voici comment, par un autre chemin, ils arrivent à la même position que les partisans de Castro et Chavez : soutenir Kadhafi. Face à l'intervention impérialiste, ce tyran serait un « moindre mal ». De toute évidence, pour les camarades, face à l'intervention impérialiste qui a « pollué » l'ensemble du processus, il aurait été préférable que Kadhafi reste au pouvoir. Probablement, ils auraient souhaité des réalités plus simples. Mais la vie est pleine de contradictions et il est vrai que l'impérialisme interviendra toujours (toujours, sans exception !) dans les processus révolutionnaires. Si ce courant était à la direction de ces processus, nous serions toujours du côté des gouvernements réactionnaires ou dictatoriaux.

Prenons quelques cas de la période 1989-1990. En 1989, en Chine, il y a eu un processus de mobilisation de masses contre les effets de la restauration du capitalisme et contre la dictature du PC. La dictature a massacré le centre de la protestation sur la place Tien Anmen, tuant 7.000 personnes et en blessant 10.000. L'impérialisme a soutenu ces manifestations et des secteurs bourgeois les ont encouragées. Devrions-nous accuser les manifestants « d'agents de l'impérialisme » et nous opposer à cette lutte pour la démocratie ? Telle était la position du stalinisme, partout dans le monde. Cohérent avec leur raisonnement, les camarades de la FT-PTS auraient dû dire la même chose et soutenir le massacre, d'autant plus qu'à l'époque, ils pensaient que la Chine était toujours un Etat ouvrier bureaucratisé (une caractérisation qu'ils ont apparemment changée récemment, sans la moindre autocritique).

On peut dire la même chose des mobilisations démocratiques de 1989-1990 dans l'ancienne URSS, soutenues par l'impérialisme et des secteurs bourgeois, avec Eltsine à la tête. Quant aux révolutions politiques : le trotskisme devait-il s'opposer au soulèvement ouvrier de 1956 en Hongrie, parce que l'impérialisme a aussi clairement soutenu les protestations contre la bureaucratie soviétique ? Devrions-nous avoir fait la même chose quand l'impérialisme et tout l'appareil de l'Eglise catholique ont soutenu le combat de Solidarnosc en Pologne dans les années 1980 ?

Le virage au Castro-Chavez-stalinisme est surprenant. D'une première position où ils revendiquaient et valorisaient le processus révolutionnaire populaire pour la chute du dictateur libyen, ils se sont réorientés jusqu'à arriver à un soutien de Kadhafi, couvert par une phraséologie pseudo-révolutionnaire.

Cette position de la FT-PTS a d'autres implications politiques actuelles, en plus de la question libyenne. Dans le cas de Cuba — où les camarades affirment qu'il n'y a toujours pas eu de restauration du capitalisme, mais que subsiste un Etat ouvrier bureaucratisé, et qu'une nouvelle révolution sociale n'est donc pas à l'ordre du jour, mais une révolution politique — quelle sera la position de la FT-PTS si, comme en Libye, un soulèvement populaire y éclate avec des aspirations démocratiques populaires contre la dictature des frères Castro, et que l'impérialisme et les *gusanos*[7] soutiennent ces protestations et promeuvent des directions bourgeoises et soumises, comme ce serait probablement le cas ? Avec son cadre théorique sur la nature de l'Etat cubain et avec ses arguments, il est hautement probable que, en raison du soutien de l'impérialisme, ils se situent du côté de la défense des frères Castro (et d'un supposé « Etat ouvrier »), contre les masses. Si la dictature des frères Castro venait à tomber, comme Kadhafi est tombé, diront-ils que ce renversement est « réactionnaire » ? L'argument des camarades n'a rien d'original, c'est le même que le stalinisme a toujours utilisé pour défendre les dictatures, contre les actions des masses.

____

1 Discussion avec la LIT : *La LIT considère-t-elle comme progressiste « l'unité d'action entre les masses et l'impérialisme » en Libye ?*
2 Déclaration de la FT : *L'OTAN cherche à s'assurer le contrôle de la Libye*. Posté sur son site internet le 25/8/2011.
3 Ibid., souligné par nous.
4 Ibid., souligné par nous.
5 Discussion avec la LIT : *La LIT considère-t-elle comme progressiste « l'unité d'action entre les masses et l'impérialisme » en Libye ?*
6 Ibid., souligné par nous.
7 La bourgeoisie cubaine réactionnaire réfugiée aux Etats-Unis (NdT)







Entre la crise économique, et les luttes et les révolutions

Un monde en effervescence

Alejandro Iturbe

Cette année, la situation mondiale semblait « s'accélérer », par la combinaison des symptômes évidents de la continuité de la crise économique internationale ouverte en 2007 avec une avancée dans les processus de la lutte des classes (en particulier dans le monde arabe et en Europe) et la crise politique au sein de la direction de l'impérialisme américain.

En analysant la situation mondiale, il est clair que 2011 n'a rien d'une année « tranquille », au contraire. Des événements très importants se succèdent rapidement (comme les révolutions dans le monde arabe). Les crises de paiement se répètent, l'une après l'autre, dans plusieurs pays, et les luttes de résistance en Europe s'enchaînent. Et dans la foulée, la crise entre démocrates et républicains aux Etats-Unis a placé ce pays au bord du défaut de payement et a déclenché une « dépression nerveuse » dans l'ensemble du système financier mondial, qui était déjà « à fleur de peau ».

Aucun de ces évènements n'est le fruit du hasard, pas plus que leur casi simultanéité. Au contraire, ces faits (et leur combinaison) sont le résultat de profondes contradictions économiques et politiques, accumulées par le capitalisme impérialiste au cours des dernières décennies et exacerbées par la crise économique mondiale et la lutte des classes.

Cela donne lieu à ce que nous appelons une « situation révolutionnaire mondiale », dont nous allons essayer de présenter ici, en résumé, les aspects essentiels.

Un débat préalable

Pour ce faire, il nous semble nécessaire de rappeler préalablement certains aspects d'un débat qui vient des années 1990 : Quel est le bilan, pour la situation mondiale, de l'effondrement de l'URSS et de la restauration du capitalisme dans les pays du soi-disant « socialisme réel » ?

Notons d'abord que, pour la LIT-QI, la restauration du capitalisme a eu lieu dans beaucoup de ces pays avant la chute des régimes staliniens. Dans l'ancienne URSS, par exemple, le capitalisme fut restauré à partir de 1986, sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev et du Parti communiste, et le régime stalinien est tombé en 1990.

C'est donc la bureaucratie stalinienne qui a restauré le capitalisme, et non les mobilisations de masse contre ces régimes, lesquelles ont seulement eu lieu des années après la restauration. D'ailleurs, dans plusieurs pays (Chine, Corée du Nord, Cuba), le capitalisme a été restauré - aussi par les PC, comme dans l'ancienne URSS - sans la chute de ces régimes. Ce calendrier va à l'encontre de la thèse de « la victoire historique du capitalisme » (défendue par les propagandistes de ce dernier) et de celle de « la défaite historique des masses » qui auraient mis du temps à s'en remettre (une caractérisation maintenue par une grande partie de la gauche).

En revanche, pour la LIT-QI, la restauration fut une défaite majeure, mais pas une défaite historique de la classe : Quelques années plus tard, les masses ont renversé et mis en échec les régimes dictatoriaux de partis communistes qui avaient mené à la restauration.

La perte de la référence socialiste

Ces processus ont eu, entre autres, deux conséquences très contradictoires, que l'on peut résumer comme suit.

La première est que la restauration a éliminé de la réalité les références au sujet des perspectives de la prise du pouvoir par les travailleurs et de la construction du socialisme. Bien que ces références aient été profondément déformées et endommagées, elles existaient. Lorsqu'elles ont cessé d'exister, la perspective de prendre le pouvoir et celle du socialisme, pour les processus de la lutte des classes, ont également disparu dans la conscience des masses.

D'autre part, la bourgeoisie en a profité pour lancer une importante contre-offensive idéologique sur « la défaite du socialisme », « le triomphe du capitalisme » et la fin de l'époque des luttes des classes et des révolutions.

Aujourd'hui, ces affirmations entrent fortement en collision avec la réalité sur deux aspects essentiels. Premièrement, la crise économique et ses conséquences violentes pour la classe ouvrière montrent le vrai et hideux visage du capitalisme et son



La crise économique internationale continue à frapper les marchés financiers et rend les investisseurs nerveux.

incapacité, non seulement de s'améliorer, mais de maintenir le niveau de vie de la population. Deuxièmement, la révolution arabe a remis la mobilisation et les révolutions de masses à l'avant de la scène, comme le moteur de transformations historiques.

L'effondrement de l'appareil stalinien mondial

La deuxième conséquence des processus visés fut la chute de l'appareil mondiale du stalinisme. Pour nous, il s'agit vraiment là d'un résultat de poids historique, supérieur et prédominant dans son influence sur les conséquences plus conjoncturelles de la restauration capitaliste.

L'appareil stalinien mondial avait été le responsable des défaites majeures du mouvement ouvrier international depuis les années 1920, ou avait détourné ses victoires révolutionnaires vers le terrain de la conciliation de classes. C'est ce qui a permis la survie du capitalisme impérialiste.

L'appareil stalinien mondial a été l'obstacle majeur pour l'avancement de la révolution socialiste mondiale. Il est impossible de comprendre la fluidité et la dynamique des processus actuels, comme la révolution arabe, sans considérer le fait que ce dispositif mondial n'existe plus pour les freiner, comme il le faisait dans le passé avec beaucoup d'autres révolutions.

Il y a certainement des appareils anciens et nouveaux qui peuvent ralentir ou détourner des révolutions : les courants staliniens nationaux, le chavisme, le fondamentalisme islamique radicalisé, le néo-réformisme, etc. Mais ils sont beaucoup plus faibles pour mener à bien cette tâche, en comparaison à ce qu'était ce puissant appareil mondial.

C'est pourquoi nous disons que la chute de cet appareil fut un saut qualitatif qui approfondit la possibilité de l'émergence et du développement de nouveaux processus révolutionnaires, et qu'elle offre de bien meilleures conditions pour surmonter la crise de direction révolutionnaire, la tâche centrale à laquelle la LIT-QI consacre tous ses efforts.

La crise économique et ses racines

En août 2007, avec l'éclatement de la bulle spéculative dans le marché immobilier et les prêts hypothécaires aux Etats-Unis, **une crise économique internationale** s'est ouverte. Bien qu'ayant commencé dans le système financier et l'ayant frappé avec beaucoup de force, nous avons caractérisé dès le début qu'il ne s'agissait pas d'une simple « crise financière », mais que c'était le résultat de profondes contradictions structurelles accumulées par le système capitaliste-impérialiste au long des dernières décennies.

En même temps, nous caractérisions qu'il ne s'agissait pas seulement d'une « crise cyclique », de celles qui se produisent tous des 6 ou 8 ans et sont analysées par Marx dans *Le Capital*, mais d'une crise d'une profondeur, d'un impact et d'une durée majeurs. En cela, nous sommes d'accord avec des analystes bourgeois comme Roubini, Stiglitz ou Krugman, qui la qualifient comme principale crise du capitalisme impérialiste depuis celle de 1929.

Plusieurs facteurs se combinent pour que cette crise ait une telle ampleur.

Le processus que Marx a appelé « la baisse tendancielle du taux de profit » (le germe de toutes les crises économiques du capitalisme), a été profondément aggravé par « l'hypertrophie du système financier mondial », c'est-à-dire la croissance dans des limites presque absurdes du secteur spéculatif, qui reflète les tendances plus profondes du capitalisme impérialiste, d'être de moins en moins productif et de plus en plus spéculatif et parasitaire.

La division internationale du travail, commencée dans les années 1990, était basée essentiellement sur le fonctionnement en tandem des « deux locomotives » associées, avec les Etats-Unis comme puissance hégémonique et la Chine comme auxiliaire adjoint. Ce fut, avec l'expansion de la demande qui a généré, pendant quelques années, l'augmentation du secteur financier, l'un des moteurs de la croissance dans les années précédentes, ensemble. Actuellement, la demande des pays impérialistes (le principal marché pour les exportations chinoises) diminue d'une part, et de l'autre, pour diverses raisons, il commence à y



L'appareil stalinien a été responsable de lourdes défaites, comme celle de la guerre civile espagnole (1936-1939).



Au XXe siècle, pendant plusieurs décennies, Staline fut à la tête d'un puissant appareil contre-révolutionnaire qui dirigeait le mouvement ouvrier international.



avoir une chute des fabuleux taux de profit que les entreprises obtiennent en Chine, qui commence à avoir une capacité excédentaire significative (surproduction).

La crise économique éclate dans toute son ampleur et gagne en force après l'échec du projet de Bush (le « siècle américain » : une domination bonapartiste mondiale incontestée) suite à sa défaite en Irak. La défaite de ce projet laisse un rapport de forces mondial hostile à l'impérialisme. Ainsi s'ouvre une crise politique qui enflamme une situation économique déjà explosive.

Deux moments de crise

Le premier moment de la crise s'aggrave en août 2008 avec l'effondrement de *Lehman Brothers*, qui a montré la fragilité du système bancaire et financier étasunien et international, au bord de sa faillite globale.

La crise s'est fortement manifestée dans l'ensemble de l'économie avec notamment deux trimestres (le dernier de 2008 et le premier de 2009) ayant connu les pires déclins du PIB et de la production industrielle dans l'ensemble des pays impérialistes depuis des décennies (équivalents au premier impact de la crise de 1929).

A cette époque, les gouvernements des pays impérialistes et d'autres (dont le Brésil, la Chine et la Russie) ont commencé à lancer des « paquets d'aide » gigantesques aux banques et aux marchés financiers, pour un total de 24.000 milliards de dollars (40 % du PIB annuel mondial). De la même façon qu'ils avaient été auparavant les principaux moteurs de la spéculation financière, ces gouvernements agissent maintenant comme « compagnies d'assurance » du système financier, et ce y compris, pour beaucoup d'entre eux, au prix d'un surendettement, ce qui montre clairement le caractère actuel de ces Etats.

Avec cette politique, la bourgeoisie impérialiste a stoppé le processus de destruction de capitaux fictifs et spéculatifs qui aurait été une conséquence naturelle de la crise, en essayant de repousser les contradictions à l'origine de la crise, mais en même temps en approfondissant cette dernière. Il était nécessaire de brûler beaucoup de capital pour reconstituer le taux de profit, mais l'impérialisme fait le contraire (il a créé davantage de capital).



Les longues queues de chômeurs aux Etats-Unis lors de la crise de 1929

De façon plus conjoncturelle, cette politique a connu deux réussites. D'une part, elle a évité l'effondrement du système financier mondial. D'autre part, elle a coupé la dynamique de « plan incliné » et celle de la transformation de la récession en dépression. Elle a ouvert une période de reprise fragile, dont le pic a eu lieu au premier trimestre de 2010, surtout aux Etats-Unis, en l'Allemagne et au Japon. Nous définissons cette reprise comme « fragile » parce qu'elle était fondée précisément sur ces « paquets » et non pas sur une augmentation soutenue de l'investissement bourgeois. La bourgeoisie n'a pas fait d'investissements parce qu'elle considérait, premièrement, que le taux de profit n'avait toujours pas été récupéré de manière satisfaisante, et ensuite, parce qu'elle ne voyait pas la « stabilité politique » assurée.

Dans le cas de la Chine, une politique d'incitations fiscales et de crédit facile a permis de récupérer des taux de croissance plus élevés et d'agir de cette façon comme un « moteur secondaire », qui favorise aussi ses principaux fournisseurs de matières premières et de denrées alimentaires, comme le Brésil, l'Argentine ou le Pérou. Il s'agit essentiellement d'une économie d'exportations de produits industriels, ce qui fait que la continuité de la crise économique internationale d'une part, et les profondes contradictions qui s'accumulent à l'intérieur, d'autre part, posent la question sur combien de temps la Chine pourra continuer à jouer ce rôle. (C'est le thème d'un article spécifique dans ce numéro de *Courrier International*).

Deux crises qui s'influencent mutuellement

Mais les contradictions non résolues et aggravées commencent à se manifester clairement à la fin de 2009. D'une part, la crise fiscale (des revenus et paiements de l'Etat) a éclaté dans plusieurs pays européens, comme le Portugal, l'Irlande et la Grèce (les PIGs), incapables de payer leurs dettes. D'autre part, il y eut une crise de l'euro dans son ensemble, et sa survie même comme « monnaie européenne » fut menacée. (Cette « crise de la dette » et la situation de l'euro et de l'Union européenne sont analysées plus en profondeur dans un autre article spécifique de ce numéro).

Dans le même temps, la résistance des travailleurs et des jeunes de la Grèce, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Portugal aux plans d'ajustement de leurs gouvernements ont montré que la crise économique a clairement une dimension politique et que la définition d'un aspect essentiel de sa dynamique se situe désormais sur le terrain de la lutte des classes.

Cette rétroaction, qui se manifeste pour l'instant aux Etats-Unis comme une crise « dans les hauteurs », a en outre, en Europe, la lutte des classes comme élément essentiel.

La crise et le surendettement obligent les gouvernements européens impérialistes à attaquer de plus en plus directement et sans médiation les conditions de vie et les droits dont les travailleurs ont bénéficié depuis des décennies (comme conquêtes après la Seconde Guerre mondiale), et donc à décharger sur leur dos le coût de la crise, en particulier dans les pays plus faibles.

Mais les travailleurs européens, avec leur grande tradition syndicale et politique, résistent. Dans le cas grec, la résistance date de plus de deux ans, avec plusieurs grèves générales désormais accompagnées par l'occupation



de places publiques, comme en Espagne ou en Egypte.

La Grèce est à l'avant-garde, mais la résistance commence à se propager à travers le continent, avec les luttes des travailleurs et des jeunes français contre Sarkozy en 2010, la mobilisation de la « geração à rasca » (génération précaire) portugaise, les indignés espagnols, la puissante grève générale des employés publics et des enseignants en Angleterre et les révoltes dans les quartiers populaires de ce pays...

Cette lutte provoque une usure et une crise dans les gouvernements qui exécutent ces plans, qu'ils soient de droite ou de « gauche ». Et comme la lutte se poursuit, ce sont les régimes eux-mêmes qui commencent à afficher la crise, après avoir épuisé les politiques de médiation qui cherchent à la détourner et à la freiner. En Grèce, le gouvernement social-démocrate du PASOK s'use rapidement, sans que la droite (Nouvelle Démocratie) ne se remette de sa défaite électorale en 2009. L'usure des régimes commence aussi à se manifester dans les mobilisations au Portugal et en Espagne.

Les régimes démocratiques bourgeois, solides depuis de nombreuses décennies, commencent à montrer leurs points faibles.

Cela est plus évident dans les pays les plus faibles, auxquels sont imposées, en échange d'« aide » financière, des mesures et des conditions de contrôle similaires à ceux imposées à l'Amérique latine dans les années 1980 et 1990.

Bien sûr, il y a des inégalités : la Grèce n'est pas la même chose que l'Allemagne, où le prolétariat le plus puissant de l'Europe n'est pas encore entré pleinement en scène. Mais le gouvernement de Merkel est aussi en train de subir les conséquences de la crise en Europe avec la chute de son prestige politique. La dynamique est que nous allons vers davantage de Grèces et non pas vers davantage d'Allemagnes.

Les bourgeoisies européennes doivent appliquer les pires plans d'ajustement et les attaques les plus dures contre leurs travailleurs et leurs peuples, et cela non pas dans un espace de tranquillité, mais dans le cadre d'une résistance forte et d'une crise politique croissante qui les mettent dans un bourbier - même s'ils parviennent à faire voter ces « paquets » aux parlements - avec rétroaction sur la crise économique continentale et internationale.

Un approfondissement aux Etats-Unis

Quant aux Etats-Unis, la reprise fragile a eu difficile à se maintenir et a d'abord commencé, selon l'économiste Nouriel Roubini, à se transformer en une « croissance anémique » puis par la suite, en 2011, à se ralentir plus nettement, entrant dans une dynamique de plus en plus récessive.

Après sa défaite aux élections législatives de 2010, Obama a joué un dernier coup : l'émission de 600 milliards de dollars, pour acheter des bons du Trésor et donc dévaluer le dollar, afin d'augmenter les exportations et de diminuer les importations. Toutefois, le déficit de la balance commerciale étasunienne ne s'est non seulement pas amélioré mais il s'est aggravé. La politique d'Obama a échoué.

C'est dans ce contexte que s'ouvrit le débat sur l'augmentation de la dette publique étasunienne (contractée par les bons du Trésor) qui avait atteint sa limite légale. Cette augmentation avait besoin d'une autorisation législative. L'économiste Paul Krugman (l'un des idéologues de la phase précédente d'Obama) faisait valoir que la stimulation par les « paquets » gigantesques avait été « insuffisante » et qu'il en fallait un autre. Mais sa proposition est maintenant complètement isolée.

Les républicains (qui utilisent le Tea Party comme force de frappe) exigeaient, pour étendre la limite d'endettement, que chaque nouveau dollar émis ait son homologue en un dollar de coupe dans le budget fédéral, sans toucher aux allégements fiscaux pour les sociétés et les riches. Obama a accepté les coupes mais a demandé, en ayant en vue sa réélection, la fin de certains allègements fiscaux et l'octroi d'une certaine latitude dans le budget pour attribuer l'une ou l'autre concession.

La loi adoptée signifie que la proposition républicaine a triomphé sur toute la ligne, ce qui implique un changement dans la politique de l'impérialisme étasunien face à la crise. La politique antérieure de Barack Obama (la ligne Krugman) d'élargir la base monétaire sans limites a été abandonnée et une politique beaucoup plus restrictive a été adoptée : dans les deux prochaines années, le gouvernement fédéral devra réduire les coûts pour 900 milliards de dollars, ce qui va sûrement avoir des effets récessifs aux Etats-Unis et dans le monde.

Les secteurs les plus touchés sont la santé et l'éducation publiques et l'aide aux chômeurs et aux sans-abri, dans une attaque féroce sur les secteurs populaires. Les travailleurs et les masses des Etats-Unis réagiront-ils comme a réagi la communauté éducative de Californie et lors de la lutte dans le Wisconsin ? Savoir s'il y aura une avancée des masses, ou non, et à quel rythme dépend de la réponse des travailleurs. S'il y a cette montée, les Etats-Unis se rapprocheraient de l'Europe sur le terrain le plus important : celui de la lutte des classes.

L'impact dans le monde

Le bras de fer parlementaire entre Obama et les républicains a placé les Etats-Unis au bord de la faillite. Cela a exacerbé à l'extrême les tensions et l'instabilité dans le système financier international, déjà « à fleur de peau ».

Une fois le danger de défaut de payement écarté, les tensions restent : pour la première fois dans l'histoire, une agence de notation baisse la catégorie de la dette étasunienne ; les bourses du monde entier ont connu deux « jours noirs » (bien que par la suite elles se soient remises, le solde a été très négatif.) ; deux grandes banques françaises, soupçonnées de détenir des « investissements pourris », ont vu leurs cotes dégringoler... Ce sont des signes clairs de la « nervosité » de la bourgeoisie impérialiste et de son manque de confiance, ce qui augmente la possibilité d'une récession.

Nous avons ici un exemple clair de la rétroaction entre crise économique et crise politique.

Des problèmes économiques structurels, comme le déficit budgétaire et le frein à la récupération, provoquent un bras de fer très dur, qui se termine dans une profonde crise politique, avec un Obama très affaibli et le régime politique sérieusement érodé. Cette crise politique aggrave les problèmes économiques et augmente ceux de l'économie internationale.



A propos de l'hégémonie des Etats-Unis

La profonde crise économique et politique aux Etats-Unis, la défaite du projet de Bush, l'essor économique de la Chine et sa plus grande résistance, pour l'instant, à la crise économique, sont parmi les facteurs qui contribuent à renforcer la thèse selon laquelle nous assistons à la fin de la période de l'hégémonie incontestée des Etats-Unis, et au début d'un nouveau rapport de forces entre les puissances dans le monde.

Nous croyons que cette vision est profondément erronée. L'hégémonie d'une puissance impérialiste déterminée a comme base des relations matérielles qui lui permettent d'exercer cette prédominance dans les domaines économique, politique et militaire. Aujourd'hui, le capitalisme impérialiste vit, dans l'ensemble, une crise profonde dans ces trois domaines, et cette crise touche évidemment les Etats-Unis, mais dans le contexte de cette décadence globale, il n'y a pas de pôles alternatifs qui surgissent pour lui contester réellement cette hégémonie.

Ni l'Europe ni la Chine

Sur le front économique, l'impérialisme étasunien domine toujours le système financier mondial (centre de l'économie actuelle). La crise profonde de « l'expérience euro » montre les grandes limites de l'Europe pour se présenter comme « pôle alternatif. »Dans le domaine de la production industrielle, l'impérialisme étasunien enregistre une perte par rapport à la Chine. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des entreprises étasuniennes (et aussi japonaises et européennes) qui sont les propriétaires et les gros exportateurs de cette production. La Chine ne joue pas un rôle indépendant dans l'économie mondiale, mais bien un rôle subordonné aux Etats-Unis, par une politique consciente de l'impérialisme principal d'augmenter le taux de profit moyen mondial. Ce rôle de dépendance des pays impérialistes, qui s'applique aussi aux autres pays émergents, fait que la Chine ne peut pas être une puissance impérialiste alternative.

Il est vrai que la crise économique a engendré un choc et des frictions entre les puissances impérialistes, concernant les politiques à mettre en œuvre face à la crise. Il est même possible que ces chocs et ces frictions s'aggravent. Mais ces contradictions se produisent dans le contexte de subordination globale aux Etats-Unis.

Dans le domaine politico-militaire

Militairement, la supériorité étasunienne demeure incontestée, bien que la défaite du projet de Bush et son « agressivité unilatérale » aient poussé l'impérialisme étasunien à changer de tactique.

Aujourd'hui, l'accent est principalement mis sur la réaction démocratique qui vise à parvenir, par des « accords » et le « dialogue », à récupérer, sur la table des négociations, ce qui lui fut arraché par la lutte et la résistance des masses. Tel fut l'objectif essentiel d'Obama : inverser cette crise avec une politique « de dialogue » et « d'hégémonie par consensus », qui s'exprime dans la création du G-20 et un nouveau rôle pour les sous-métropoles. Mais cela ne signifie pas l'abandon ou l'exclusion d'une action militaire, comme nous le voyons en Haïti ou au Proche-Orient (Libye).

Aucune des autres puissances ne remet en question cette hégémonie politico-militaire étasunienne, ni ne refuse d'accepter le rôle secondaire qui leur a été attribué après la Seconde Guerre mondiale, même si, par le « syndrome de l'Irak », il y a une tendance à des opérations militaires conjointes (y compris avec des alliés semi-coloniaux), comme cela fut le cas en Haïti et en Libye. C'est une politique avantageuse pour la situation actuelle des Etats-Unis et qui peut se répéter et s'étendre si la situation révolutionnaire mondiale et la montée des masses se poursuit et s'approfondit.

La révolution arabe

Cette année a en outre débuté par un processus d'un grand impact : la vague révolutionnaire dans le monde arabe. Par son envergure et sa profondeur et par la région dans laquelle elle se développe, il s'agit, selon nous, du processus le plus important de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Conformément à cette importance, nous y avons consacré les principaux articles des deux numéros précédents de *Courrier International*, où nous analysons ses racines plus structurelles, son caractère de classe et son contenu objectivement socialiste, les contradictions profondes dans son développement, et notre proposition programmatique pour ce processus révolutionnaire. Dans ce numéro, nous consacrons un article spécifique à la situation en Libye, où la lutte armée est en train de renverser la dictature de Kadhafi après une intense guerre civile.

Nous voulons ici rappeler, de façon sommaire, quelques aspects de cet évènement et son influence sur la situation économique et politique mondiale :

- La révolution arabe se produit dans une région stratégique, qui dispose de 60 % des réserves mondiales de pétrole et qui approvisionne une grande partie des besoins dans le monde. Si la révolution se prolonge, se développe et se propage, cela aura une incidence sur le prix du pétrole et aggravera la dynamique de récession.
- Ayant atteint un pays clef (l'Egypte), elle menace les deux alliés les plus stratégiques de l'impérialisme dans la région : l'Arabie saoudite et, en particulier, Israël. Le fonctionnement du contrôle impérialiste sur la région est donc profondément menacé.
- Le processus s'étend à la Palestine et y pénètre avec beaucoup de force (avec les manifestations le jour de la Nakba, qui ont « percé » les frontières de l'Etat sioniste), ainsi qu'à la Syrie (où, par la réaction violente du régime des Assad, et malgré les plus de 2.000 morts et blessés, les protestations sont de plus en plus radicalisées et peuvent prendre la forme d'une guerre civile, surtout après la défaite de Kadhafi en Libye).
- Comme indiqué plus haut, les processus de la Tunisie, et de l'Egypte surtout, placent de nouveau au centre de la situation mondiale les grandes mobilisations et les révolutions de masses comme facteur possible de transformations historiques. La lutte des peuples arabes n'est plus envisagée comme quelque chose provenant « de fanatiques islamistes » ou « d'appareils terroristes » et est en train de devenir une référence très attrayante pour les travailleurs et les jeunes du monde entier.
- Cela a créé un « effet d'émulation », avec un impact évident sur



les luttes européennes contre les attaques des gouvernements, comme nous l'avons vu en Grèce et, de toute évidence, chez les « indignés » espagnols. Cela a même un impact aux Etats-Unis, au moins sur le terrain des débats dans l'avant-garde.

- La jeunesse (non seulement parmi les étudiants mais aussi parmi les travailleurs et les chômeurs) y a joué et y joue encore un rôle de premier plan, en utilisant entre autres les nouveaux moyens de communication sociaux comme un outil d'organisation pour la lutte. C'est quelque chose qui se reflète également dans les luttes des pays européens et d'autres pays (par exemple, au Chili), non seulement par « effet d'émulation », mais aussi parce qu'ils partagent les mêmes problèmes structurels.
- Les révolutions, surtout avec l'émergence d'une nouvelle avant-garde de jeunes, sans le poids des défaites du passé et sans avenir en vue avec le capitalisme, dépassent les vieilles organisations, qu'elles soient nationalistes bourgeoises laïques ou islamiques, et y provoquent une crise, ce qui ouvre un cadre favorable pour surmonter la crise de la direction révolutionnaire dans la région.
- Il est possible que la vitesse à laquelle les masses arabes font cette expérience des anciennes directions soit plus lente que celle de cette nouvelle avant-garde.
- Le processus révolutionnaire arabe fait face à une action contre-révolutionnaire de l'impérialisme, Israël et les bourgeoisies nationales arabes, qui cherchant à détourner, freiner et mettre en échec les processus nationaux et l'ensemble du processus arabe. C'est une politique contre-révolutionnaire qui combine l'action militaire et la répression et qui cherche – là où cette action militaire et la répression ne peuvent empêcher la chute des dictateurs – à tirer profit de la crise de direction révolutionnaire et des illusions des masses dans la démocratie bourgeoise.

Les perspectives

La combinaison des différents éléments dont nous avons discutés vont dans le sens de la possibilité croissante d'une nouvelle récession, dans le cadre d'une phase plus longue de déclin de l'économie internationale. Bien sûr, cette perspective plus générale changerait si la bourgeoisie obtenait une défaite historique des travailleurs, une baisse importante de leur niveau de vie, une augmentation significative de l'exploitation et du taux de profit, et avec cela, les conditions pour une nouvelle phase de grands investissements. Mais ce n'est pas, pour l'instant, la perspective que nous considérons comme étant la plus probable.

Les révolutions dans le monde arabe ont eu un fort impact sur la situation mondiale.



Il est inévitable, en absence d'alternatives de concessions et de conciliation, que la bourgeoisie augmente la férocité de ses attaques sur le niveau de vie, les salaires, les emplois et les conditions de travail. Mais il est aussi inévitable, en l'absence de défaites historiques profondes, que les travailleurs et les peuples continuent à répondre par des luttes de résistance, comme en Europe, et par des révolutions, comme dans le monde arabe.

La combinaison de tous ces éléments (continuité de la crise économique internationale, augmentation des attaques de la bourgeoisie, réaction de lutte des travailleurs et crise politique) conduit à l'approfondissement de ce que nous appelons une « situation révolutionnaire mondiale ».

Nous voyons donc à l'avenir un long processus d'années de crise et de confrontation, avec toujours plus de polarisation politique et sociale.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'avoir une vision de facilité. Dans la mesure où la crise de direction révolutionnaire persiste et que cette absence empêche les luttes des masses d'avancer vers des révolutions ouvrières et socialistes qui mettent en échec le capitalisme dans chaque pays, puis dans le monde, la bourgeoisie va survivre et trouver des issues conjoncturelles. Mais ces issues seront de plus en plus précaires et fragiles et vont finir, dans la mesure où elles n'obtiennent pas une défaite historique des travailleurs, par approfondir la situation révolutionnaire. Il suffit de regarder, par exemple, l'acuité bien plus grande de la situation actuelle par rapport à la crise de 2001.

Les directions actuelles sont plus faibles que les précédentes

La question de la direction des masses est une des clefs de la dynamique de la situation. Considérons donc ce qui se passe sur ce terrain.

Nous avons noté qu'après la chute de l'appareil stalinien mondial, de nouveaux appareils syndicaux et politiques ont surgi, ou de vieux appareils ont été recyclés, comme les appareils staliniens et les bureaucraties syndicales nationales, les organisations néo-réformistes, etc. De nouveaux courants bourgeois ont aussi gagné du poids, comme le chavisme et le fondamentalisme islamique radical. Certains se sont même organisés comme des courants internationaux.

Ces courants sont beaucoup plus faibles et ont beaucoup moins de poids que le stalinisme dans le mouvement ouvrier et de masses. Mais ils sont parvenus à agir avec une certaine efficacité pour freiner, contrôler et dévier les luttes et les processus révolutionnaires, et ils constituent toujours des obstacles importants pour surmonter la crise de la direction révolutionnaire.

Toutefois, dans la mesure où il y a de moins en moins de marge pour la conciliation de classe et le réformisme, et que le processus de lutte des classes s'intensifie, ces directions sont de plus en plus fragiles et peinent à contenir les luttes, tandis que, de par leur rôle traître dans ces processus, elles montrent des signes évidents de crise.

La réorganisation

La crise économique et ses conséquences (des attaques dures de la part



des gouvernements et des entreprises contre les travailleurs), ainsi que les trahisons des bureaucraties syndicales, accélèrent l'expérience des masses et approfondissent l'usure de ces directions. Il y a des exemples de cette profonde érosion des organisations syndicales, comme l'UGT et CCOO en Espagne (qui a signé un pacte avec le gouvernement pour mettre de nombreux droits des travailleurs à la poubelle) ou, dans une moindre mesure, le TUC anglais.

Cela libère des forces pour l'émergence de pôles alternatifs de direction, bien que ce processus soit encore très embryonnaire et lent. Nous avons, en Espagne, l'exemple du Syndicat des Commissions de Base (Co.bas) et les différentes coordinations qu'il a promues, et en France, avec toutes ses limitations, Solidaires. Dans les pays avec moins de montée, des expériences encore minoritaires mais avec un certain poids ont émergé, comme le CSP-Conlutas au Brésil et la CCT au Paraguay. Dans un processus plus fragmenté mais très riche et étendu, il faut mentionner l'émergence, en Egypte, de nombreuses commissions d'entreprise et de nouveaux syndicats qui remplacent les structures syndicales de l'ancien régime.

Dans le camp populaire et de la jeunesse, nous avons vu des processus comme la « geração à rasca » (génération précaire) au Portugal et les « indignés » en Espagne. D'une part, les jeunes donnent à ces luttes leurs traits explosifs, de radicalisation et d'action en dehors des appareils traditionnels. D'autre part, leurs illusions dans « la démocratie en général » et l'absence d'une stratégie de prise du pouvoir par la classe ouvrière posent des limites qui peuvent conduire à l'extinction rapide (comme au Portugal) ou au risque d'être canalisées par des organisations à caractère réformiste vague, comme « Démocratie réelle maintenant ».

Dans le monde arabe, il y a eu plusieurs expressions de réorganisation politique, comme l'organisation de jeunesse « 6 avril » (plus tard étendu à la Coordination « 25 janvier ») et aussi la coordination des militants (surtout des jeunes) qui ont organisé la Journée de la Nakba.

En même temps, nous assistons à une forte usure du courant de



Castro-Chavez (par la combinaison de l'ajustement capitaliste à Cuba, le soutien à des dictateurs comme Kadhafi et Assad, et le rôle de Chavez dans la « restitution » des dirigeants des FARC), et au début du déclin de l'influence du fondamentalisme islamique (par son opposition à la révolution arabe). Ceci est très important pour le poids que le courant Castro-Chavez avait atteint en Amérique latine et les islamistes dans le monde arabe.

Il est important d'insister, comme conclusion, sur le fait que dans ce processus initial de réorganisation, pour l'instant, l'aspect négatif (l'usure et la crise des vieilles organisations) est plus rapide et plus développé que l'aspect positif (l'émergence de nouvelles organisations et courants).

La tâche de construire la direction révolutionnaire

La chute de l'appareil stalinien mondial permet le développement des processus révolutionnaires. En même temps, la contradiction née de l'absence de référence stratégique pour la prise du pouvoir et la révolution socialiste qui n'a pas encore été surmontée dans la conscience, se manifeste en ce que, pour l'instant, les processus n'ont pas donné lieu à l'émergence de courants centristes progressistes des masses. Nous pensons à des ruptures des grandes organisations, qui vont vers la gauche et s'approchent du programme révolutionnaire, et vers lesquelles nous,

Le concept de « révolution » est de nouveau présent dans la réalité grâce à l'action et la lutte des masses.

révolutionnaires, avons comme politique de les gagner complètement pour ce programme. Si la situation continue à se développer, cela peut évidemment changer dans le futur, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas.

Cela ne signifie pas que la réalité n'offre pas la possibilité, à une organisation révolutionnaire nationale et internationale, de grandir, de gagner de l'influence et de faire un bond en avant. Au contraire, il s'agit d'exploiter les nombreuses opportunités et les défis qu'offre cette réalité dans le domaine de la lutte et de la réorganisation syndicale et politique.

Il s'agit d'intervenir dans ces processus avec une stratégie claire : la prise du pouvoir par les travailleurs pour commencer la construction du socialisme, avec des tactiques adaptées à chaque réalité concrète et la conséquence et la détermination de les appliquer. Dans une telle situation, un pôle révolutionnaire, bien que petit, peut jouer un rôle décisif dans les processus où il est inséré, s'il a une orientation correcte.

En ce sens, nous vivons un moment historique dans lequel la LIT-QI et ses organisations nationales peuvent faire des bonds en avant qualitatifs et construire des partis d'avant-garde solides dans différents pays. C'est à la fois une grande responsabilité et un grand défi.

L'histoire a déjà démontré que, sans un parti révolutionnaire, les processus révolutionnaires peuvent avancer jusqu'à un certain point mais qu'ils s'arrêteront inévitablement. Aujourd'hui, quand la possibilité - et l'existence - de révolutions sont de nouveau à l'ordre du jour, cette conclusion est plus que jamais valable.



Les jeunes jouent un rôle d'avant-garde dans tous les processus de mobilisation en cours.



La crise des dettes souveraines

Felipe Alegria (Espagne)

Nous mettons cet article sous presse en pleine tourmente financière, reflétant une forte recrudescence de la crise économique mondiale. C'est le cadre dans lequel continue à se développer la profonde crise de l'Union européenne (UE) et de la zone euro.

Le 8 août dernier, les marchés boursiers mondiaux ont dégringolé. En un jour, 2.500 milliards de dollars se sont « évaporés », touchant particulièrement les titres des banques. En août, les grandes banques de la zone euro ont perdu entre 20 % et 30 % de leur cotisation en bourse. Le système bancaire revit les scènes de l'effondrement de *Lehman Brothers*. La dette publique étasunienne a perdu la qualification de crédit maximale au milieu d'une grave crise politique à Washington. Toutes les données vont dans le sens d'un blocage de la déjà boiteuse reprise économique mondiale, avec la menace d'une récession générale. En Europe, la crise de la dette s'est accélérée au point que le spectre de la faillite a atteint l'Espagne, la Belgique et l'Italie (30 % de l'économie de la zone euro) et a commencé à infecter la France, la deuxième économie de l'Europe.

Le maillon faible

En effet, la crise de la dette souveraine en Europe est hors de contrôle et menace sérieusement la survie de la zone euro et de l'Union européenne (UE) elle-même. Cette crise est un élément central de la crise capitaliste mondiale. En fait, elle est désormais son maillon le plus faible.

La source la plus immédiate de la crise de la dette se trouve dans l'éclatement de la bulle énorme, qui mit une fin brutale, en 2007, à des années de spéculation financière mondiale galopante. L'explosion a mis le système financier mondial à un pas de l'abîme et l'économie au bord d'une nouvelle « *Grande Dépression* ». Les gouvernements impérialistes ont alors lancé une opération massive de sauvetage des banquiers, sans précédent dans l'histoire, en engageant d'énormes sommes provenant des fonds publics, plus de 20 % du PIB mondial.

En agissant ainsi, ils ont réussi à éviter l'effondrement, à gagner du temps et à éviter que la situation ne leur échappe. Ils ne sont toutefois pas parvenus à inverser la tendance de la crise. Pour ce faire, le capitalisme n'a pas trouvé d'autre solution que la destruction massive de capitaux, le chômage de masse et le démantèlement des conditions de vie et des droits des travailleurs. Ce n'est que de cette façon qu'il peut récupérer le taux de profit qui lui permettrait d'ouvrir un nouveau cycle historique de croissance.

L'intervention de l'Etat a toutefois donné lieu à une nouvelle phase de crise : celle de la dette publique (qui affecte particulièrement les grands pays impérialistes comme les Etats-Unis, avec un tiers du total du monde, l'Europe et le Japon) . Elle se concentre de façon très virulente sur l'Europe, en particulier dans sa périphérie.

La situation européenne

Ce n'est pas un hasard si la crise de la dette est concentrée dans la zone euro. L'union monétaire européenne a émergé sur la base de l'hégémonie du capitalisme allemand, en tandem avec le capitalisme français (son principal partenaire et concurrent). Mais la zone euro regroupe en son sein aussi les pays de la périphérie européenne, économiquement beaucoup plus faibles et commercialement et financièrement subordonnés. L'euro n'est pas la monnaie d'un seul Etat, mais la monnaie d'une association d'Etats terriblement inégaux entre eux, chacun avec ses propres intérêts, priorités et budgets. Le budget européen atteint moins de 2 % du PIB de l'UE.

Dans ces conditions, la monnaie unique a été un instrument privilégié du capitalisme allemand et français pour renforcer sa domination européenne. Les pays périphériques dans la zone euro sont devenues un important marché d'exportation pour ses multinationales, ainsi que comme cible d'immenses investissements financiers de ses banques, qui ont contribué à soutenir d'importants déficits commerciaux, à gonfler la bulle immobilière (Espagne et Irlande) et même à faciliter les investissements des multinationales espagnoles en Amérique latine.



Assemblée d'Indignés dans le quartier Lavapiés, Madrid, Espagne.



L'Irlande a été l'un des premiers pays de la zone euro au bord de la faillite.

Le rôle de l'Allemagne

L'euro a joué un rôle décisif pour consolider l'Allemagne comme grande puissance européenne. Il faut voir cela dans le cadre de sa reaffirmation comme une importante économie d'exportation, dans un processus qui va de pair avec une détérioration marquée de son marché du travail et de sa situation sociale. Les salaires réels stagnent au niveau de 1991, et au taux de chômage officiel de 2,9 millions de personnes (7,6 %), il faut ajouter plus de 5 millions de travailleurs qui sont tributaires de l'aide sociale parce qu'ils ne parviennent pas à joindre les deux bouts avec leurs salaires, 1,2 millions de travailleurs temporaires, chez les sous-traitants, avec des salaires réduits de moitié, ainsi que des branches

entières, telles que la sécurité et le nettoyage, reléguées à des salaires de misère. L'Allemagne exporte plus de 40 % de sa production automobile et de machines-outils et entre 50 % et 60 % de la production en électronique et en produits pharmaceutiques. 60 % des exportations vont vers l'UE, et l'excédent commercial avec les pays de l'UE s'est multiplié par cinq depuis la création de l'euro. Au cours des quatre dernières années, la baisse des exportations vers la périphérie européenne - en raison de l'austérité - a été compensée par les ventes à la Chine, qui ont doublé. La forteresse exportatrice allemande est aussi une grande faiblesse, étant donné qu'une récession internationale aurait des effets énormes sur le pays, en particulier si elle touche la Chine.

La spirale de l'endettement

Les multinationales françaises et allemandes et leurs grandes banques ont fait des affaires extraordinaires avec les pays périphériques dans la zone euro pendant les années de vaches grasses. Il semblait que les grands déficits commerciaux et la bulle de la dette privée n'avaient pas de limite. Tout allait bien aussi longtemps que le vélo se maintenait en mouvement... jusqu'à ce que la grosse bulle a éclaté en 2007, que le secours massif de l'Etat aux banques est intervenu et qu'est apparu le problème de la dette publique (alors que la masse de la dette privée s'est maintenue). La fête a virée au cauchemar.

Pour financer la dette souveraine des Etats, la Banque centrale européenne (BCE) a prêté de l'argent de façon illimitée, depuis trois ans, à un taux d'intérêt de 1 ou 1,5 %, aux mêmes grandes banques « sauvées », afin que celles-ci puissent, à leur tour, le prêter aux pays périphériques à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. Ensuite ont commencé les premiers programmes d'ajustement, par lesquels les gouvernements pillaient le peuple pour payer les banques créancières. Dans ce processus, les pays périphériques de la zone euro se sont retrouvés pieds et poings liés, sans aucune indépendance d'action. Ils ne pouvaient pas utiliser le processus traditionnel de dévaluer la monnaie, d'attaquer les salaires et d'augmenter les exportations. Ils dépendaient maintenant des décisions de la BCE et de l'Allemagne, et la seule



L'Allemande Angela Merkel et le Français Nicolas Sarkozy, les chefs de l'Union européenne et la zone euro.

prescription a été « l'austérité », tandis que la dette a progressé de plus en plus, allant jusqu'à rendre le remboursement impossible.

Les « plans de sauvetage »

C'est ce qui s'est passé avec les pays les plus faibles. Et quand ils ne pouvaient déjà plus payer, que « les marchés » ne leur prêtaient plus, et qu'un défaut de payement était imminent, alors les « plans de sauvetage » sont apparus, qui ont aggravé encore davantage le problème. Maintenant, ce sont directement l'UE et le FMI qui concèdent ces nouveaux prêts. C'est la « troïka » (la Commission européenne, la BCE et le FMI) qui impose directement des plans d'ajustement draconiens qui saignent à blanc les travailleurs et les classes moyennes et font reculer l'économie sur des décennies. Il s'agit de gagner du temps et d'assurer le remboursement des dettes ainsi que les bénéfices des banques, pendant que celles-ci se débarrassent de leurs titres de dette périphérique et les transfèrent aux gouvernements, à travers les institutions européennes et le FMI.

Nous avons eu d'abord le plan de « sauvetage » grec en mai 2010. En octobre, c'était l'Irlande qui rejoignait le club des « sauvés » et, plus récemment, en juin 2011, le Portugal. Ces plans, loin d'être une « aide », sont des cordes pour pendre les pays. Leur essence est le pillage. Voilà pourquoi il s'agit de plans voués à l'échec.

Le second « sauvetage » de la Grèce

Un an après son premier « sauvetage », la Grèce, brutalement battue, a été incapable d'assurer les paiements de juillet et était sur le point de se déclarer en faillite. Tous les crédits du premier « sauvetage » avaient servi à payer les emprunts précédents, et plus elle remboursait de l'argent plus elle en devait. Cette fois, contrairement à l'époque du premier sauvetage, la « contagion » (exprimée en « prime de risque» : la différence entre le taux d'intérêt de la dette du pays et celui de l'Allemagne) affectait non seulement le Portugal et l'Irlande, mais elle sévissait de plein fouet en Espagne et, pour la première fois, en Italie, ce qui unissait les destins de la dette de ces deux Etats et mettait toute la zone euro dans une grave crise.

Pendant trois semaines, les gouvernements et les institutions de l'UE se sont bagarrés publiquement sur le « sauvetage » grec et la crise de la dette, jusqu'à arriver à un accord le 21 juillet. Là où il n'y avait pas de différences, c'était pour exiger du Parlement grec d'approuver (malgré la répudiation massive et une vague de protestations brutalement réprimées) le nouveau plan d'ajustement, avec de nouvelles réductions de droits économiques et sociaux et d'emplois publics, de nouvelles hausses d'impôts et un programme de privatisations massives. Les journaux grecs ont décrit ce plan comme « *de choc et de terreur* » et le *Financial Times* l'a qualifié de « *provocation politique et vandalisme économique* ».

La « latin-américanisation » de la périphérie européenne

Avant de parler de ces accords, nous devons évaluer la signification profonde du plan de la « troïka » pour la Grèce, le pays où les mesures prises furent extrêmes et où nous pouvons entrevoir la sauce à laquelle seront cuites le Portugal et l'Irlande. A la veille de son deuxième « sauvetage », la Grèce consacre 29 % de ses revenus au paiement d'intérêts. Si l'on y ajoute le remboursement de la dette, ce chiffre dépasse le 50 %. Toutefois, sa dette est en augmentation constante, tandis que la fuite de capitaux vers la Suisse se poursuit sans relâche. La Grèce ressemble à un pays qui aurait été dévasté par la guerre. Le prix du « sauvetage » est déjà supérieur à celui des réparations de guerre auxquelles l'Allemagne a été soumise dans le



traité de Versailles, après avoir perdu la Première Guerre mondiale. Des quartiers entiers d'Athènes sont en situation d'urgence sanitaire, et l'espérance de vie a commencé à diminuer. Nous assistons à un brusque appauvrissement du peuple, des travailleurs et des classes moyennes en Grèce. Et maintenant, pour compléter le pillage, il y a l'opération de proue du deuxième « sauvetage » : l'appropriation massive de ce qui reste du patrimoine national (les infrastructures touristiques, les ports, les aéroports, les télécommunications, les services postaux, l'énergie, les chemins de fer, les compagnies d'eau, les banques, les loteries...). Et tout cela à un prix d'aubaine (la valeur actuelle des actions est de 30 % de celle de 2009) et au profit des banques et des multinationales qui ont ruiné le pays, notamment les allemandes et les françaises.

La Grèce est soumise à un processus accéléré de « latin-américanisation ». D'une situation de pays sous-impérialiste (impérialisme de troisième division) au sein de l'impérialisme européen, elle est en train de devenir une semi-colonie, directement régie par la « troïka » et où la souveraineté nationale a disparu. La « troïka » a contraint la Grèce à renoncer aux « droits de l'immunité », qui, historiquement, ont empêché les créanciers de saisir les actifs d'un Etat en faillite. Le président de l'Euro-groupe, Juncker, a déclaré au magazine allemand *Focus* : « *La souveraineté des Grecs sera limitée de façon massive.* » La mise en œuvre du plan d'austérité et le programme de privatisations est sous le contrôle direct de la « troïka ». La perception des impôts grecs sera elle-même privatisée, comme l'a déclaré « Jeffrey » Papandreou.

Ce n'est donc pas par hasard que les manifestants grecs comparent leur situation avec celle de l'Argentine en 2001 et qu'ils écrivent sur leurs bannières : « *Nous aurons une nuit magique comme en Argentine : Qui sera le premier à s'en aller en hélicoptère* ». En outre, ce problème ne se limite pas à la Grèce mais a déjà atteint des pays comme l'Irlande et le Portugal. Le conseiller de la Commission européenne, Paul de Grauwe, écrivait : « *Certains pays européens ont été dégradés au rang des économies émergentes.* » La presse portugaise dénonce que, ces derniers mois sous intervention internationale, le Portugal a fonctionné comme un protectorat du FMI et l'UE. Le *Diário de Notícias* a signalé que Paul Thomsen du FMI est « *le vrai ministre des Finances* » du Portugal. Nous sommes en plein dans une bataille cruciale, de dimension européenne et globale, qui n'est pas encore résolue et dont les conséquences économiques et politiques sont décisives.

La « participation » de la banque dans le sauvetage

Voyons maintenant l'accord européen du 21 juillet. Une première partie est consacrée au « sauvetage » grec, qui comprend un nouveau prêt de l'UE et du FMI (avec des taux d'intérêt plus bas et à plus long terme) et la « contribution volontaire » de grandes banques et compagnies d'assurance, ce qui a fait l'objet d'une controverse publique crispée.

La controverse correspond à la panique créée par la fragilité du système bancaire. Cependant, elle a une composante nettement obscène parce que, comme l'explique un analyste, c'était aussi « *une comédie noire d'intrigue et de simulation* », où « *rien n'est comme il semble, et aucun des personnages dit ce qu'il pense ou parle de ce qu'il fait*»[1]. La vérité est que Sarkozy et, surtout, Merkel ont rencontré de grandes difficultés politiques pour adopter une nouvelle « aide » à la Grèce si elle n'était pas justifiée par le discours que « *les banques doivent également payer leur part* ». Mais la « contribution privée » a été, avant tout, une opération cosmétique cynique.

En fait, « *pendant qu'on parlait publiquement en ces termes, la première banque allemande, la Deutsche Bank - présidée par le puissant Joseph Ackerman, le grand conseiller financier du gouvernement Merkel - et la banque française BNP occupaient la fonction d'architectes du nouveau régime d'aides.* [...] *De ce fait, le plan implique davantage un soulagement pour les banques créancières - un objectif qui est la toile de fond des actes de la troïka communautaire - qu'une solution pour l'énorme dette du pauvre peuple grec. De chaque 100 euros de dette que les banques vont renouveler, la Grèce n'en verra que 50, et les autres 50 serviront pour financer l'opération et pour assurer que les banques n'auront pas de pertes, se délestant en catamini des obligations grecques. Les banques profiteront, en outre, de la garantie publique européenne. Merkel et Sarkozy ont eu à surmonter la colère de leurs compatriotes avec le discours qu'ils voulaient punir les créanciers privés, mais ils ne sont pas allés au-delà des mots. Les créanciers, dont certains ont acheté de la dette grecque avec des rendements de 25 %, reçoivent davantage de garantie et gagnent davantage d'argent. Les autres fonds du programme de sauvetage, jusqu'à 110 milliards d'euros, seront apportés par la zone euro et le FMI et serviront, comme cela a été le cas partiellement avec le premier plan de sauvetage, pour que la dette passe de l'actif des bilans des banques et des fonds d'investissement au passif des comptes publics.* »[2]

En fait, les autorités européennes et le FMI n'ont jamais eu en tête la possibilité d'une « suppression » de



Les travailleurs et le peuple grec ont été à l'avant-garde de la lutte en Europe.

la dette grecque qui, selon les experts, serait nécessaire (entre 50 % et 70 %) pour éviter l'effondrement du pays. La raison est qu'une telle « suppression » pourrait avoir des conséquences graves pour le système financier européen et mondial. Cela voudrait dire, d'abord, la fuite de milliards de dépôts des banques grecques et leur faillite certaine. Les banques créancières comme Commerzbank, BNP, Dexia, ING, UniCredito ou RBS, avec des quantités significatives de la dette grecque, devraient être « recapitalisées » et certaines d'entre elles « sauvées » par l'Etat. Cela déclencherait aussi une liquidation massive des dénommés « *credit default swaps* » (CDS, des « produits financiers dérivés » qui assurent contre le défaut de payement), ce qui aurait une incidence sur les banques de Wall Street et pourrait avoir des effets mondiaux imprévisibles. Enfin, nous devons ajouter la vague de contagion vers l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Bref, la « suppression » pourrait devenir un nouveau *Lehman Brothers*.

Pour tout cela, la « suppression » convenue à Bruxelles atteint seulement 10 % de la dette grecque. Toutefois, la simple mention de la « participation privée » dans le « sauvetage » a provoqué la panique, avec la crainte d'une réaction en chaîne violente des « marchés », et a conduit à de graves affrontements entre la BCE, le FMI, Merkel et Sarkozy, qui ont pris deux semaines pour chercher un rafistolage pour maintenir la crise sous contrôle.

Un autre point clef est l'extension des compétences du soi-disant Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF), afin que ce dernier puisse intervenir de façon « préventive » dans l'achat d'une dette de l'Espagne et l'Italie, avant que ces pays n'atteignent les portes de la faillite et ne puissent plus faire marche arrière. Le problème est que cette décision n'a pas été accompagnée par l'expansion des fonds pour rendre cela possible, et qu'en outre, il a été accepté que l'intervention ait lieu uniquement dans des situations « exceptionnelles » et après accord des 17 pays de la zone euro. Ce sont des conditions qui rendent le Mécanisme impraticable lors d'une situation critique. Le ministre allemand des Finances, Schäuble, y a mis une douche froide en déclarant que le MESF « *n'a rien d'un chèque en blanc* ».

Est-il possible d'éviter la faillite des PIGs

L'accord conclu à Bruxelles a été présenté comme une solution définitive à la crise de la dette grecque et comme une « percée historique » dans l'UE. Mais l'enthousiasme a duré deux jours. Au troisième, la « prime de risque » a de nouveau monté en flèche pour l'Espagne et l'Italie, et la BCE fut bientôt forcée, contre l'opinion allemande, à acheter de la dette italienne et espagnole pour arrêter la course à la faillite. Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, l'a justifié en disant que « *si la BCE n'avait pas agi... nous serions déjà dans la pire crise depuis la Première Guerre mondiale* ».

L'accord de Bruxelles est, avant tout, un plan de sauvetage des banques qui prolonge l'agonie de la Grèce, permet de compléter son pillage et cherche une nouvelle fois de gagner du temps. Le temps de transférer le portefeuille de la dette des pays périphériques détenue par les banques (principalement françaises et allemandes) aux mains de la BCE, l'UE et le FMI, et le temps, aussi, de s'attendre à un miracle impossible.

Il y a un consensus parmi les analystes que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ne seront pas en mesure de respecter leurs engagements et devront déclarer, tôt ou tard, la suspension des paiements. La Grèce ne sera pas en mesure de rembourser la dette pour la simple raison qu'elle est supérieur à 150 % du PIB (chaque bébé naît avec une dette de 30.000 euros), parce que la dette devrait atteindre 172 % du PIB en 2012 et parce que le pays vit une récession brutale (15 points de chute dans les trois dernières années). En Irlande, le gouvernement lui-même reconnaît qu'il sera impossible de payer la dette, quelque chose d'évident pour un pays qui a vu son économie reculer de plus de 20 % depuis 2009 et qui a une dette publique-privée de 10 fois son PIB. La même chose se passera au Portugal, avec une économie qui a été soumise à un fort processus de désindustrialisation, a passé des années en stagnation et est maintenant en pleine récession (le PIB baisse de 5 % cette année).

Qu'en est-il de l'Espagne et de l'Italie ?

Le problème ne se limite plus à la Grèce, l'Irlande et le Portugal (6 % de la zone euro). Le problème, c'est l'Espagne et l'Italie (30 %). Et nous ne pouvons plus parler de « rachat » de ces économies, tout simplement parce que leur taille le rend impossible. La faillite de ces deux pays reviendrait à « l'implosion » de l'euro, mènerait les grandes banques européennes à la faillite, provoquerait un véritable effondrement du système financier international et briserait l'UE, mettant fin à des décennies de « construction européenne ».

L'Italie et l'Espagne souffrent d'une crise politique aiguë et sont menacées de voir leur dette déclassée par les agences de notation. L'économie espagnole, avec 5 millions de chômeurs (21 % de la population), non seulement se trouve en stagnation mais est condamnée à que cette stagnation se prolonge, à cause des plans d'ajustement et du manque de crédit provoqué par un système bancaire construit sur des actifs immobiliers fictifs, et qui dépend largement des financements extérieurs, de plus en plus coûteux et restreints, dans la mesure où la prime de risque espagnole augmente. Dans cette situation, la dette publique espagnole est appelée à devenir toujours plus grande, plus chère et plus difficile à rembourser. En 2008, la dette publique s'élevait à 40 % du PIB et cette année, ce sera 68 %. De plus, la dette publique fait partie de l'endettement total (y compris les banques, les entreprises et les familles) qui est presque quatre fois le PIB espagnol, dont la moitié est dette extérieure, notamment en mains françaises et allemandes.

L'Italie est devenue la dernière « victime des marchés ». Elle vient de 10 ans de stagnation économique, a progressivement perdu des quotas d'exportation et subit aussi une grande fragilité des banques. Sa dette publique dépasse 120 % du PIB (la troisième dette du monde, après celles des Etats-Unis et du Japon). Ses perspectives économiques sont sombres, en raison des plans d'ajustement drastiques imposés, avec des répercussions sur la dette publique encore pires que les espagnoles.



De faux espoirs dans les euro-obligations

Certains analystes pensent qu'il est préférable de « *laisser tomber* » les PIGs (qu'ils considèrent comme perdus) et de se concentrer sur la prévention de l'effondrement de la dette espagnole et italienne. « *Il y a deux scénarios : soit la BCE prend ses responsabilités et protège l'Italie et l'Espagne, ou tout cela va tomber en miettes.* » Le célèbre George Soros propose que, pour sauver l'euro et éviter le chaos, il faut envisager une « sortie ordonnée » de la Grèce et du Portugal de l'euro et de l'UE, et que les autres pays remplacent leurs dettes nationales par des euro-obligations (des titres de dette publique souscrits et émis conjointement par tous les pays de l'euro, dans les mêmes conditions pour tous).

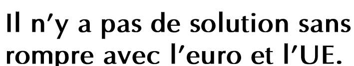
Le sommet de la social-démocratie européenne et des économistes néo-keynésiens comme Joseph Stiglitz défendent à peu près la même chose. Ils ont publié un document dans la presse européenne, signée par une dizaine d'anciens Premiers ministres, où ils se sont prononcés en faveur d'un « *New Deal* » - comme celui de Roosevelt lors de la Grande Dépression - en se concentrant sur la « croissance ». Ils sont partisans, comme Soros, de l'émission d'euro-obligations pour remplacer 60 % de la dette des pays de la zone euro. Ils défendent aussi que, en attendant, la BCE et le Fond de Stabilité Financière achètent autant de dette espagnole et italienne qu'il ne soit nécessaire. Finalement, ils sont pour un renforcement substantiel de la Banque européenne d'investissements (BEI) et pour imposer des contrôles sur les CDS (swaps sur défaillance de crédit).

Cependant, les gouvernements allemand et français ne sont pas en faveur des euro-obligations et s'y opposent pour de puissantes raisons. La première est que le taux d'intérêt qu'il faudrait payer pour eux serait plus élevé que celui de leur dette nationale actuelle, et cela augmenterait considérablement les coûts. La seconde est que cela affaiblirait leur contrôle sur les économies périphériques. La troisième, tout aussi importante, en particulier dans le cas allemand, est que cela impliquerait une grande crise politique pour les mettre en oeuvre.



Mobilisation contre Sarkozy en France.

Cependant, la prolongation de la situation actuelle, où la crise de la dette de chaque pays rétroagit sur celle du reste, cela combiné à l'éventuelle vague de récession internationale et la paralysie politique de l'UE, suggèrent que le plus probable soit l'incapacité d'empêcher l'explosion de l'euro, l'effondrement de l'Union européenne et une aggravation soudaine de la crise économique. Dans ce contexte, la sortie-expulsion des pays périphériques placera ceux-ci dans des scénarios dramatiques, comme en Argentine en 2001 (dévaluation massive, dette multipliée, gel d'actifs bancaires, faillites bancaires, ruine soudaine de la classe moyenne, fermetures massives d'entreprises...), de véritables catastrophes sociales auxquelles on ne pourra faire face qu'avec des mesures anticapitalistes drastiques et l'unité de la classe ouvrière européenne.



Il n'y a pas de solution sans rompre avec l'euro et l'UE.

La social-démocratie européenne, qui met en œuvre ces politiques et ces plans d'ajustement et est coresponsable de cette créature au service des banquiers et des multinationales qu'est l'UE, nous dit aujourd'hui que les euro-obligations et quelques mesures de politique keynésienne sont la solution à la crise en Europe. Ces propositions ne sont rien d'autre qu'un complément timide (investissements de la BEI) des plans d'ajustement, dont ils partagent sans scrupules la « nécessité ».

Ces gens ne remettent pas en cause l'Europe du capital ni les banques et les multinationales qui la contrôlent. Leur défense des euro-obligations n'est autre qu'une tentative pour sauver la zone euro et l'UE, rendant plus « digeste » les dettes espagnole et italienne, afin d'éviter leur faillite. Cependant, même l'émission des euro-obligations ne mettra pas fin à la crise ni donnera une nouvelle vie à l'euro ; elle ouvrira tout simplement une nouvelle phase de la crise.

Ils « oublient » que la première condition pour que les travailleurs et les secteurs populaires échappent à la crise est justement le non-paiement de la dette, quelque chose qui va de pair avec la rupture avec l'euro et l'UE. Nous refusons catégoriquement les plans d'ajustement au service des banquiers et nous défendons un programme de sauvetage des travailleurs et des peuples, lequel commence par la mise en place de mesures de partage du travail et exige l'expropriation des banques et la nationalisation des secteurs stratégiques, comme base nécessaire pour la réorganisation de l'économie au service des grandes majorités. Ce combat n'est pas « national », mais européen et mondial. On ne peut réussir si ce n'est dans le cadre européen, si ce n'est en consolidant l'unité de la classe ouvrière de tout le continent et si ce n'est en ouvrant la voie à une Europe socialiste unie, fondé sur la démocratie ouvrière. Il n'y a pas d'autre alternative historique, face à la guerre sociale déclarée par le capital pour imposer un recul de plusieurs décennies, pour « latin-américaniser » le niveau de vie européen et pour convertir les pays de la périphérie en semi-colonies du capitalisme allemand et français, menaçant dans ce processus les libertés et les droits démocratiques. C'est le moment de la révolution européenne.

---

1 « Un sacrifice inutile », Manel Pérez, *La Vanguardia*.
2 Ibid.



Aucune acalmie

Alejandro Iturbe - Gabriel Massa

S'il y en a qui ont cru que l'accord conclu par Obama et les républicains au Congrès, pour augmenter le plafond de la dette américaine et ne pas tomber dans le défaut de payement, a ouvert une période de calme pour les dirigeants du pays, la réalité s'est chargée de le détromper rapidement.

Quelques jours plus tard, dans une décision historique, Standard & Poor's, une agence de notation de risque de crédit, a descendu pour la première fois la note de la dette publique américaine, de AAA à AA+. Une chute de *Wall Street* (la plus importante depuis le début de la crise en 2007) et des principaux marchés boursiers mondiaux ne s'est pas faite attendre.

Ces faits reflètent l'énorme méfiance qui existe parmi les capitalistes du monde entier, concernant l'économie des Etats-Unis et de l'Europe occidentale et la capacité de leurs gouvernements à répondre aux problèmes auxquels ces pays font face. La méfiance est basée, dans le cas des Etats-Unis, sur la profonde crise politique parmi les principaux partis, une crise qui est apparue au grand jour lors du débat sur la dette publique et que le vote au Congrès, loin de résoudre, a aggravé.



Obama a été vaincu dans les élections législatives en 2010 et lors du vote récent du parlement sur l'augmentation de la dette publique. Le Tea Party, d'extrême droite, accuse Obama de « socialiste » (quelque chose de très graves aux Etats-Unis).

Croissance anémique

Le fond de la question est la situation économique difficile dans le pays, dans le cadre de la continuité de la crise internationale. Cette crise a débuté aux Etats-Unis en 2007. Après la faillite de *Lehman Brothers*, le pays a connu les pires chutes dans le PIB et la production industrielle depuis des décennies. Il y avait la menace d'une nouvelle Grande Dépression, comme celle de 1929, et le système bancaire-financier était au bord de la faillite.

Les énormes paquets d'argent pour les marchés financiers, lancés d'abord par Bush et augmentés ensuite par Obama, totalisant 13.000 milliards de dollars (presque le PIB annuel du pays), ont réussi à éviter l'effondrement du système financier et ont coupé la dynamique de « plan incliné » de l'économie. L'Etat a alors agi comme une « compagnie d'assurance » du système financier, moyennant le surendettement par le biais des bons du Trésor, de la même manière qu'il avait précédemment été le principal moteur de la spéculation financière.

Une période de reprise fragile s'est alors ouverte dont le pic se trouva dans le premier trimestre de 2010 (+2,9 %). Mais l'élan a vite calé et a abouti à ce que les économistes appellent une « croissance anémique », et en baisse : l'économie a progressé de 1,9 % en rythme annualisé au premier trimestre de 2011 et de 1,3 % au deuxième trimestre. Rappelons que Paul Krugman estime qu'une croissance annuelle de 2,5 % est nécessaire pour éviter une augmentation du chômage.

Cette dynamique créa une situation désespérée pour les 14 millions de chômeurs (plus de 9 % de la population active, selon les chiffres officiels), les plus de 10 millions de personnes avec un sous-emploi et les plus de 40 millions qui dépendent de subventions publiques.

Et cela montre que les grandes entreprises et les banques du pays ne sont pas en train d'investir pour stimuler la production à l'intérieur des Etats-Unis, bien qu'ils aient vu leurs profits augmenter par une exploitation accrue des travailleurs, grâce à la baisse des salaires et au durcissement des conditions de travail, réalisés dans la dernière période (voir l'accord de restructuration de General Motors). La bourgeoisie reste engagée dans la spéculation, dans les différents « marchés financiers » nationaux et internationaux.

Un « aspirateur » en difficulté

Grâce à son hégémonie économique, politique et militaire - sa monnaie étant la « monnaie de réserve » internationale - les Etats-Unis agissent comme un « aspirateur » de la richesse dans le monde. Certains mécanismes de cette « aspiration » sont assez directs : le pillage des matières premières et des ressources naturelles et le rapatriement des bénéfices des sociétés multinationales. D'autres sont plus indirects, comme la vente de bons du Trésor avec garantie de l'Etat fédéral. Les principaux pays exportateurs



du monde, y compris la Chine, l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil, les achètent comme réserve de leur propre monnaie.

Cette grande masse d'argent obtenue via les bons du Trésor agit comme un « carburant » de l'économie étasunienne pour financer les importations, couvrir le déficit et, essentiellement, alimenter les marchés de la spéculation financière.

Depuis le déclenchement de la crise économique et l'état de faillite virtuelle de la banque, l'émission et la vente de bons du Trésor ont augmenté de façon spectaculaire. L'argent récolté a été utilisé dans les gigantesques paquets qui ont rempli les « trous » qu'avaient les banques et les grandes entreprises.

En même temps, cette augmentation a porté la dette totale de l'Etat à la limite de ce qui était autorisé par la loi et une nouvelle loi était nécessaire pour élever cette limite. Dans ce débat se manifeste - et s'aggrave aussi - la crise politique vécue actuellement par l'impérialisme étasunien et l'impérialisme en général.

La crise n'est pas neuve.

Il faut se rendre compte que cette crise a des racines profondes. L'échec du « projet Bush », avec ses défaites politico-militaires en Irak et en Afghanistan, a créé un rapport de forces défavorable à l'impérialisme et a alimenté l'éclatement de la crise économique. Aux élections de 2008, la bourgeoisie américaine a opté, avec Obama, pour un « changement de visage » approprié aux nouvelles tactiques, afin de gagner du temps et de chercher une issue tout en naviguant dans ces eaux difficiles internes et internationales.

Parmi ces objectifs, Obama a obtenu quelques résultats : il a négocié un départ partiel et ordonné de l'Irak, au niveau international, et en interne, il a passé des accords tels que la restructuration de GM, sans trop d'agitation sociale. Mais la situation révolutionnaire internationale continue et Obama a clairement échoué dans la tentative de freiner la crise économique, à l'échelle internationale et aux Etats-Unis.

A cet échec, il faut ajouter le manque de solution aux problèmes les plus urgents pour le peuple étasunien, en particulier le chômage. Obama a été battu aux élections législatives en 2010 et a maintenant subi un revers parlementaire d'envergure.

Est-ce à dire que d'importants secteurs de la bourgeoisie étasunienne considèrent que le « changement de visage » de 2008 est déjà épuisé et a donné tout ce qu'il pouvait donner ? Plusieurs facteurs semblent aller dans ce sens mais c'est une question qui n'aura de réponse que l'année prochaine, car il n'est pas encore clair s'il existe une réelle alternative des républicains à cette bourgeoisie.

Que faire, face à la situation économique ?

Dans ce contexte, le débat législatif sur la dette a mis les Etats-Unis au bord du défaut de payement et a montré aux yeux du monde la profondeur de cette crise politique dans la principale bourgeoisie impérialiste. La crise peut être analysée à deux niveaux.

Le premier est d'ordre conceptuel : quelle politique faut-il appliquer face à l'évidence que l'économie s'est ralentie et va vers une dynamique récessive ? Jusqu'à l'année dernière, Obama a appliqué la politique d'expansion sans limite de la base monétaire (avec continuation de la vente des bons du Trésor pour la soutenir) pour alimenter le circuit économique. Même après sa défaite aux élections législatives de 2010, il a fait une dernière manœuvre en ce sens : l'émission de 600 milliards de dollars pour que le gouvernement lui-même achète des bons du Trésor et dévalue ainsi le dollar afin d'augmenter les exportations et de diminuer les importations. Mais la balance commerciale étasunienne déficitaire ne s'est non seulement pas améliorée, elle s'est aggravée. La politique d'Obama a échoué. Paul Krugman avait soutenu que la stimulation par les gigantesques paquets avait été « insuffisante » et qu'il en fallait un autre. Mais sa proposition était alors complètement isolée.

Les républicains, quant à eux, en utilisant le *Tea Party* comme force de frappe, exigeaient que, pour étendre la limite d'endettement, chaque nouveau dollar émis ait sa contrepartie en un dollar de coupure dans le budget fédéral, sans toucher aux exonérations fiscales des entreprises et des riches. Obama a accepté les coupures mais il a demandé - les yeux rivés sur sa réélection - la fin de certains allègements fiscaux et l'octroi d'une certaine marge dans le budget pour pouvoir octroyer quelques concessions.

La loi adoptée indique que la proposition républicaine a triomphé sur toute la ligne, et cela signifie un changement de politique de l'impérialisme étasunien face à la crise : la ligne de Krugman est abandonnée et une politique beaucoup plus restrictive est adoptée : dans les deux prochaines années, le gouvernement fédéral devra réduire les coûts pour 900 milliard de dollars, ce qui aura certainement des effets de récession aux Etats-Unis et dans le monde.

La crise politique entre en scène.

Le second niveau d'analyse est beaucoup plus politique. Comme indiqué plus haut, le débat sur la dette a mis à nu - et a aggravé - la crise politique actuelle de l'impérialisme étasunien. L'ensemble du régime politique étasunien, fondée sur l'interaction entre les deux partis bourgeois (démocrates et républicains) et sur l'équilibre du pouvoir entre le président et le Congrès, y a laissé des plumes. D'autre part, cette crise politique aggrave les perspectives économiques à cause de la « suspicion » qu'elle provoque.

Obama et les démocrates, qui étaient déjà affaiblis par la défaite aux élections législatives de 2010, se sont encore davantage affaiblis en perdant toute leur base électorale, qui considère que le président a « trahi ses promesses. » Ce dernier devient de plus en plus ce qu'on appelle un « canard boiteux », avec peu de pouvoir réel et de moins en moins de chances d'être réélu en 2012.

Les républicains, bien qu'ayant récupéré du poids électoral, vivent également leur propre crise après la défaite du « projet de Bush ». Selon certains analystes, ils sont divisés en au moins trois secteurs : les « classiques » (la vieille droite républicaine qui conseillait Bush père) ; l'équipe qui a accompagné Bush junior dans le projet du « nouveau siècle américain » ; et maintenant le *Tea Party*, comme phénomène en soi. Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts et personnage républicain avec les plus grandes chances de gagner la prochaine élection présidentielle, en ligne avec les « classiques », dit qu'il avait été en faveur de l'accord avec la proposition d'Obama, mais qu'il ne



pouvait pas le soutenir parce que le coût aurait été de rompre la coalition qu'est devenu le parti républicain.

Il est fort probable que cette crise politique exprime des différences plus structurelles dans la bourgeoisie impérialiste étasunienne, exacerbée par la crise économique, ce qui augure une lutte de plus en plus acharnée des différents secteurs des patrons pour faire payer pour la crise non seulement les travailleurs et le peuple, mais aussi leurs rivaux.

Les secteurs financiers, par exemple, traditionnellement identifiés avec les démocrates, veulent réduire le déficit public, en partie par voie de réduction du budget militaire. Ils étaient prêts à faire des concessions et à donner « un peu d'air » à Obama. Même des grands investisseurs comme Warren Buffet et George Soros ont déclaré qu'ils étaient prêts à payer plus d'impôts.

Pour leur part, les sous-traitants de la défense (le « complexe militaro-industriel ») ont fait pression, avec les républicains, pour réduire l'aide aux banques en crise et maintenir les dépenses militaires.

Ils discutent du rythme de retrait d'Afghanistan, du rôle à jouer en Irak après l'intervention militaire et du type d'investissements militaires qui feront partie de ce plan. Les grandes industries exigent, pour leur part, une attaque plus forte contre les salaires et les conditions de travail, pour augmenter leur « compétitivité ».

Dans le bras de fer sur le plafond de la dette, les démocrates et les républicains (et les secteurs bourgeois qui les soutiennent) ont cherché à défendre leurs intérêts, à « délimiter le camp » pour les élections présidentielles de 2012, et à avancer ainsi dans leurs projets. Obama en est clairement sorti vaincu.

Le Tea Party

Dans cette crise politique, un noyau important d'extrême droite (en fait, une coalition de groupes) a joué un rôle très important : le *Tea Party*, avec une base sociale de commerçants, de petits industriels et de travailleurs blancs, et avec une forte participation de la droite religieuse, qui a gagné beaucoup de poids dans le parti républicain. La principale référence pour ce secteur est l'ancienne candidate républicaine à la vice-présidence, Sarah Palin.

Le *Tea Party* est financé par des grandes multinationales telles que Koch Industries (active dans le raffinage du pétrole), seconde société de capital privé (non cotée en bourse) aux Etats-Unis.

Face au mécontentement populaire croissant à cause de l'incapacité du gouvernement d'Obama à résoudre les problèmes causés par la crise, notamment le chômage, le *Tea Party* propose les recettes classiques de la droite : blâmer les travailleurs étrangers, notamment les Latinos, et la Chine pour « voler » les emplois et les entreprises aux Etats-Unis, et proposer une politique agressive pour « se défendre ».

En termes de budget fédéral, d'une part, il préconise la destruction de « l'Etat providence », s'oppose à la protection de l'environnement et exige de maintenir et d'accroître les dépenses militaires, et d'autre part, il appelle à la réduction générale des impôts. Comme une note presque comique, il décrit les mesures d'Obama concernant la réforme de la santé et des pensions publiques comme « socialistes » (ce qui, aux Etats-Unis, est une accusation très grave).

Il est évident que la politique d'Obama n'a rien de « socialiste ». Au contraire, elle attaque les travailleurs et leurs acquis (le système de santé publique est accessible à de moins en moins de personnes et les pensions et les salaires continuent de baisser sous son gouvernement). Mais Obama a mis en oeuvre une attaque progressive (et il voulait augmenter un peu l'impôt des sociétés et des riches, de façon à pouvoir prétendre que tous les secteurs ont leur part de sacrifices). Les républicains proposent une attaque beaucoup plus dure et utilisent le *Tea Party* comme force de frappe.

Cette organisation est encore faible. Pour l'instant, aucun secteur important de la bourgeoisie étasunienne ne la propose comme alternative sérieuse de pouvoir. Mais dans le contexte de la crise économique, la bourgeoisie lui donne de l'espace et lui permet de grandir afin de l'utiliser comme force de frappe, comme nous l'avons mentionné. Le problème est que cela peut éventuellement générer une dynamique imprévue qui aggrave et polarise encore davantage la crise politique elle-même.

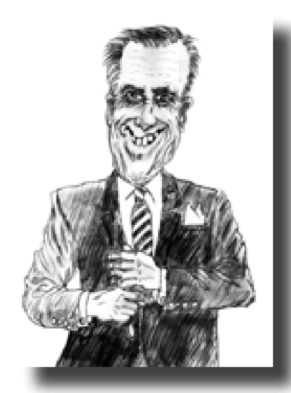
La réponse des travailleurs

La crise politique et la crise économique rétroagissent et s'approfondissent mutuellement. D'une part, la polarisation des affrontements entre différentes factions de la bourgeoisie étasunienne augmente. D'autre part, suite au vote du Congrès, les attaques sur les travailleurs vont augmenter à cause de la réduction du budget fédéral.

Les secteurs les plus touchés sont la santé et l'éducation publiques, et l'aide aux chômeurs et aux sans-abri, dans une attaque féroce sur les secteurs populaires. Les travailleurs et les masses des Etats-Unis réagiront-ils comme a réagi la communauté éducative de la Californie et les fonctionnaires dans le Wisconsin ? Savoir s'il y aura une avancée des masses, ou non, et à quel rythme dépend de la réponse des travailleurs. Si cette montée a lieu, les Etats-Unis se rapprocheraient de l'Europe sur le terrain le plus important : celui de la lutte des classes.

Ces combats et d'autres actes de résistance dans différents endroits aux Etats-Unis pourraient être des signes que la classe ouvrière est en train de se réveiller et de donner sa propre réponse à la crise. Un signe positif est que le slogan « **Sauver l'éducation, la santé, les pensions de retraite et les acquis des travailleurs, et non les banques** » commence à devenir populaire

Nous avons essayé de refléter ce processus naissant de la résistance ouvrière et populaire, et d'apporter des éléments pour une réponse trotskyste et révolutionnaire à la crise, à travers le reportage à Florence Oppen, membre de la section sympathisante de la LIT-QI aux Etats-Unis, que nous publions ci-dessous.



Mitt Romney est le leader républicain avec le plus de possibilités de battre Obama dans les élections de 2012.



« Sauvons les écoles et les acquis des travailleurs, pas les banquiers »

Voici un extrait d'un interview à la camarade Florence Oppen, du groupe sympathisant de la LIT-QI aux Etats-Unis qui publie le journal Worker's Voice / La Voz de los Trabajadores.



Mobilisation pour la défense de l'éducation publique à San Francisco, en Californie.

Courrier international : *Comment les travailleurs et les secteurs populaires auxquels vous êtes liés voient-ils la discussion entre le gouvernement démocrate d'Obama et les républicains, concernant la dette publique ?*

Florence Oppen : Les gens savent que la crise de la dette publique va avoir comme conséquence l'imposition de nouvelles restrictions dans les acquis des travailleurs et dans le secteur public. Et les gens commencent déjà à remettre en question le sauvetage des banques au détriment du secteur public et des services sociaux. Puis il y a les slogans très populaires : « Sauvons les écoles, pas les banques » ; « Sauvons les services sociaux, pas les banques. »

Il y a une conscience qui commence à se manifester concernant une contradiction majeure dans le gouvernement, qui prétend défendre les droits des travailleurs mais protège les grands banquiers.

Puis il y a le problème que toute la politique est orchestrée aujourd'hui autour d'une victimisation de Barack Obama : Obama ne peut pas approuver le budget parce que les républicains ne le laissent pas faire. La dernière version est que ce sont les gens du Tea Party, un secteur d'extrême droite des républicains, qui ne le laissent pas faire. C'est ainsi que la bourgeoisie a l'habitude de justifier l'échec à mettre en œuvre tous les plans qu'elle a annoncés, comme ceux concernant l'immigration, la santé, la réforme syndicale, la fin de la guerre.

La grande contradiction est que les gens commencent à réaliser que ce n'est qu'une farce, que les démocrates et les républicains appliquent la même politique. Les gens ont perdu confiance dans le gouvernement, mais ils ne voient pas d'alternative politique.

CI : *Quels autres types d'attaques y a-t-il contre les travailleurs, à part la réduction de salaire ?*

FO : Il y a surtout les attaques contre les avantages sociaux, l'assurance maladie et les retraites. Aux Etats-Unis, il n'y a pas de plan au niveau fédéral de sécurité sociale publique pour la santé ou la retraite. Les travailleurs qui ont une assurance maladie l'ont par le biais du contrat de travail. Mais seulement 12 % des travailleurs sont syndiqués et ont une convention, un contrat de travail. La grande majorité des travailleurs sont sous le système « à la carte », ce qui signifie en pratique qu'ils dépendent du bon vouloir de l'entreprise. Si vous avez un contrat, l'entreprise doit négocier avec le syndicat ce qu'il y a à faire avec l'assurance maladie, et si vous n'avez pas de contrat, l'entreprise peut vous retirer l'assurance maladie à tout moment.

Ce que nous voyons dans le secteur des fonctionnaires, est une privatisation du système de retraite. Le travailleur doit verser chaque mois une partie de son salaire pour avoir une pension de retraite. Cela signifie une réduction de salaire. A l'université d'Etat, où je travaille, la contribution est aujourd'hui de 5 % du salaire. Mais ce n'est que le début. Il y a aussi un accroissement accéléré du coût du plan de santé. Maintenant, si le travailleur veut que le plan couvre le conjoint et les enfants, il doit payer 300, 400 ou 600 dollars de prime en plus par mois. Cela devient donc impossible. Mais la santé de toute la famille dépend de ce travailleur. Si c'est le cas, le travailleur doit donc se taire et accepter, de fait, cette réduction de salaire. Et c'est ce qui exaspère le plus les travailleurs parce qu'ils sentent que leur famille est davantage attaquée. Ils se demandent : si mon enfant tombe malade demain, qu'est-ce que je vais faire ? Mais ils doivent l'accepter parce que le chômage est élevé et qu'il n'y a aucune condition de changer d'emploi. C'est l'attaque la plus forte. Ces coupes dans les soins de santé sont la principale raison pour entamer une lutte.

Quant aux salaires, il y a une stagnation depuis les années quatre-vingt. Les salaires n'augmentent pas plus que l'inflation. Et maintenant nous voyons des baisses importantes de salaire, quoique pas dans tous les secteurs.

CI : *Quelles luttes y a-t-il eu ?*

FO : Entre mars et mai, il y a eu une grande lutte dans l'Etat du Wisconsin. Cela a pris la forme d'une lutte contre l'attaque au pouvoir de négociation du syndicat des fonctionnaires. Les bureaucraties syndicales de l'Etat avaient déjà accepté toutes les coupes dans la santé et les retraites. Mais ce que la bureaucratie n'était pas disposée à accepter, c'était de perdre le monopole de la capacité de négociation, une perte que le gouverneur républicain voulait imposer.

Lorsque les gens se sont mis en lutte, ils ont ajouté comme slogan : « Pas de coupes ! » Il y avait un grand fossé entre la bureaucratie, qui disait seulement « *pour les droits syndicaux* », et



les travailleurs, qui disaient : « *pour les droits syndicaux, pas de coupes, grève générale* ». La grève générale ne s'est pas matérialisée et les coupes sont toujours là. Ce qu'il y a eu, c'est que la bureaucratie et les démocrates prétendaient amener les gens à se mobiliser pour une journée, mais ils ont été débordés. Il y eut un campement autour de la législature de l'Etat à Madison, capitale de l'Etat, puis une occupation de la législature. Malheureusement, cette lutte s'est diluée par manque de direction alternative.

Mais par la suite, il y a eu une discussion politique parmi les travailleurs et les étudiants : Et maintenant ? Et puis vint la discussion sur la nécessité d'une organisation différente, une coordination des luttes ou ce qu'on appelle aux Etats-Unis un *Trade Union Congress*. Dans le syndicat des fonctionnaires, aucune opposition organisée n'est apparue. Mais la CWA (Communications Workers of America, le syndicat des communications) a appelé à une journée nationale de solidarité avec les travailleurs du Wisconsin. Ce fut le 4 avril. Pour tous les secteurs de la gauche, c'est devenu une journée d'actions symboliques à travers le pays. Et cela a servi à initier une réorganisation dans certains secteurs de base.

Il y a une discussion dans l'avant-garde pour savoir si ce fut une défaite - parce que les coupes ont été maintenues - ou une victoire - parce qu'il y a eu une percée dans la conscience politique et la mobilisation.

La vérité est que, même s'il n'y a pas eu une grande lutte nationale, ce qui s'est passé au Wisconsin est un des nombreux symptômes qui montrent que les conditions pour cette lutte commencent à apparaître, à cause de la violence des attaques contre les travailleurs.

CI : *Vois-tu une différence importante dans la façon dont les travailleurs étasuniens autochtones, blancs et noirs, envisagent la situation, comparés à ceux d'origine latino ?*

FO : Les travailleurs blancs, traditionnellement syndiqués, se sont sentis trahis par les directions de leurs syndicats et ont commencé à exprimer des objections, notamment une forte opposition aux plans de réduction de salaire des entreprises. Par exemple, les travailleurs d'une usine de Ford dans la ville d'Indianapolis ont rejeté le contrat que la direction de leur syndicat, l'UAW, avait concocté avec l'entreprise. Malgré ce refus, la direction nationale du syndicat (qu'ils appellent « international » car elle couvre également les travailleurs au Canada) est intervenue et a imposé l'accord contre la volonté des gens.

Les gens pensent qu'il y a une prospérité des Etats-Unis qui a été perdue et qu'il faut pouvoir récupérer. C'était tout le discours d'Obama : comment revenir aux années cinquante et soixante ?

Mais pour les travailleurs immigrés, il n'y a pas de place dans ce projet. Ils n'ont jamais cru qu'avec Obama, une société étasunienne de croissance allait revenir, parce qu'ils ne l'ont jamais vécu. Pour eux, le gouvernement d'Obama a été un gouvernement moins raciste, moins agressif, moins violent, qui a promis une réforme de l'immigration qui donnerait des conditions de vie moins précaires à la plupart des travailleurs sans papiers. Mais il n'y a aucun secteur des travailleurs immigrés qui croit en la promesse de revenir à la prospérité des années cinquante et soixante.

Il y a une cooptation du mouvement des immigrants par le parti démocrate, avec un discours d'intégration très fort. Il y a une propagande dans la rue qui dit : *Je ne suis pas Mexicain, je suis*

Mobilisation des fonctionnaires de l'Etat du Wisconsin face au Congrès de l'Etat.



Américain. Mais quand on parle avec des secteurs ouvriers d'origine latino, on constate que personne ne veut être Américain, personne ne croit au rêve américain. Pour eux, cela n'a jamais été ce rêve, et ce ne le sera jamais.

En revanche, les secteurs des travailleurs blancs, eux sont déçus, parce qu'ils croyaient en ce rêve. Et leur réaction automatique est : « Je vais voter républicain » ou « je ne voterai pas ».

CI : *Quelles sont les bases pour développer un travail politique aux Etats-Unis ?*

FO : Je peux résumer ici quelques éléments.

La plupart des groupes actifs parmi les travailleurs estiment que, s'il apparaît une opposition à la bureaucratie, cela suffit. Ils ne s'inquiètent pas d'avoir une plate-forme, un programme. Nous savons cependant que nous devons avoir un programme. Mais quel programme ?



Nous avons beaucoup appris des expériences de camarades d'autres pays, notamment du Brésil, avec le PSTU et Conlutas. Mais il y a des questions qui sont spécifiques aux Etats-Unis.

Le fait que nous soyons dans un pays impérialiste est crucial. La relation des travailleurs avec la guerre est, par exemple, un point très important. Le mouvement syndical n'a pas pris position concernant la guerre. Aucun syndicat ne l'a fait. Aucun syndicat n'a appelé à la mobilisation des marches anti-guerre. Il y a même une rumeur selon laquelle l'AFL-CIO censure toutes les nouvelles concernant les guerres en Irak et en Afghanistan sur son site et son blog, jusqu'aux élections de l'année prochaine. Nous sommes, par



exemple, l'une des cinq organisations représentées dans la coordination nationale anti-guerre.

La lutte contre la guerre est quelque chose que personne ne veut discuter. L'argument est qu'on ne peut pas en parler dans le mouvement syndical parce que les travailleurs ont une conscience très arriérée. Mais le parti a précisément pour rôle de ramener la discussion à la classe ouvrière pour qu'elle commence à élever sa conscience et à donner une réponse à ce problème essentiel.

La coordination nationale contre la guerre a également soulevé la question d'Israël et la Palestine. C'est un tabou encore plus grand dans le mouvement ouvrier. C'est une question que les bureaucraties syndicales ont complètement censurée. On ne peut rien dire au sujet d'Israël.

Nous ne croyons pas que ce sont les seules questions. Mais si nous sommes dans un pays qui est en guerre et qui envahit d'autres pays, nous ne pouvons pas rester silencieux sur ce point.

Cette dimension anti-impérialiste internationale nous semble très importante. C'est même quelque chose que les travailleurs latino-américains et afro-américains aux Etats-Unis ont très bien compris, parce qu'ils sont victimes, chaque jour, de cet Etat impérialiste, raciste et colonial. Alors, avec eux, ce n'est pas un combat aussi long et aussi difficile qu'avec les travailleurs blancs. Nous devons compter sur ces secteurs pour développer la discussion.

Parallèlement à cela, la question ethnique - les gens disent

L'accord pour « sauver » la GM a été un exemple clair d'une attaque contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

La pauvreté augmente, le « rêve américain » disparaît.

« raciale » - est extrêmement importante, compte tenu de l'oppression dont font l'objet les Latinos et tous les immigrants, ainsi que les Afro-Américains.

Et dans ce contexte, il y a la lutte contre l'ajustement permanent auquel sont soumis les travailleurs pour leur faire payer la crise provoquée par les banquiers. Cela donne une énorme importance à ce slogan, qui gagne en force : « Sauver les écoles et les services sociaux, pas les banquiers ». Car c'est la perspective d'un combat qui va à l'encontre du centre et du cœur de la politique impérialiste pour surmonter sa crise au détriment des travailleurs et du peuple.

A cela est étroitement liée la lutte contre la bureaucratie dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour une nouvelle direction du mouvement ouvrier pour organiser vraiment la lutte contre les coupes.

Il faut y ajouter la lutte pour les libertés démocratiques et pour les droits des femmes, en particulier les travailleuses.

Puis il y a la question sur la perspective politico-organisationnelle qui convient aux Etats-Unis. Il y a une discussion sur l'opportunité de construire un « *Labor Party* », une discussion très en vogue dans les années trente.[1] Il y a eu une direction syndicale, celle des *Teamsters* (les camionneurs), qui a soulevé cette perspective à un certain moment, il y a quelques années. Mais cela s'est dilué. Nous ne sommes pas en mesure de prendre position sur cette question en ce moment.

---

1 Dans les années 1930, la proposition du parti travailliste signifiait un parti des travailleurs sur la base des syndicats, qui aurait une légalité et une participation électorale.



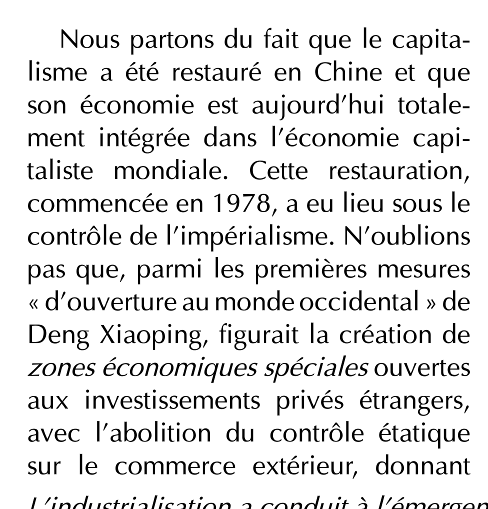


Puissance mondiale ou sous-métropole de l'impérialisme ?

Le président chinois Hu Jintao

Marcos Margarido (Brésil)

*Le modèle chinois est fondé sur la surexploitation et la dictature, et est menacé par
la crise mondiale et les luttes ouvrières.*



Nous partons du fait que le capitalisme a été restauré en Chine et que son économie est aujourd'hui totalement intégrée dans l'économie capitaliste mondiale. Cette restauration, commencée en 1978, a eu lieu sous le contrôle de l'impérialisme. N'oublions pas que, parmi les premières mesures « d'ouverture au monde occidental » de Deng Xiaoping, figurait la création de *zones économiques spéciales* ouvertes aux investissements privés étrangers, avec l'abolition du contrôle étatique sur le commerce extérieur, donnant naissance à ce que nous connaissons comme « l'usine du monde ».

Trente ans plus tard, il n'y a eu aucun changement dans cette politique d'ouverture. Au contraire, elle s'est étendue à toutes les régions du pays. Les investissements étrangers directs (IED) ont augmenté d'année en année, atteignant un total de 1050 milliards entre 1982 et 2009.

L'afflux de capitaux étrangers, le pillage de l'ancien Etat ouvrier - promue par le PCCh (Parti communiste chinois) avec l'appropriation des entreprises d'Etat par ses membres, transformés en nouvelle bourgeoisie - et la surexploitation de la classe ouvrière ont donné lieu à une croissance annuelle du PIB de 10 % en moyenne durant les trois dernières décennies. Cette croissance exceptionnelle a toutefois profité principalement à la bourgeoisie. La part des salaires dans le PIB a baissé de 57 % à 36,7 % entre 1983 et 2003.

Le développement subordonné à l'impérialisme a bénéficié, dès le départ, aux multinationales. Les

L'industrialisation a conduit à l'émergence d'une puissante classe ouvrière, jeune et concentrée.

entreprises d'Etat ont réduit leur participation à l'économie de 73 % à 38 % entre 1988 et 2010, avec une participation privée entre 10 % et 30 % dans leurs actions depuis la transformation de toutes en sociétés cotées en bourse. En outre, le poids des entreprises produisant des biens à haute valeur ajoutée augmente de plus en plus, un secteur dans lequel la participation des multinationales est dominante.

Selon Theodore H. Moran de la *School of Foreign Service* de l'Université de Georgetown, ces multinationales étaient responsables de 84 % des exportations de ces produits en 2006 (45 % en 1992).[1] La bourgeoisie chinoise est surtout présente dans la production de produits de faible technologie. L'« usine du monde » est donc une base des multinationales opérant dans le pays, qui sont ses principaux bénéficiaires : la valeur des exportations à forte valeur ajoutée a atteint 67 % en 2005, une affaire de 500 milliards de dollars par an.

Une « loi de domination coloniale » s'impose ainsi en Chine : la participation des multinationales est d'autant plus grande que la valeur ajoutée des produits fabriqués dans le pays dépendant est élevée. En 2002, les entreprises étrangères représentaient 39,2 % du total des industries textiles dans le pays, mais ce pourcentage monte jusqu'à un impressionnant 99,4 % dans l'industrie informatique. Dans l'industrie des télécommunications, le pourcentage de composants importés est de 91,6.

Un exemple montre le vrai pillage fait par les multinationales en terre chinoise : une enquête menée par l'Université de Californie[2] arrive à la conclusion qu'en 2005, dans le prix de 299 dollars d'un iPod, « *la valeur ajoutée au produit par le biais de l'assemblage en Chine est probablement quelques dollars tout au plus* ». Le reste va directement dans les poches des fournisseurs de composants importés.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas une bourgeoisie en Chine qui bénéficie de ce pillage, mais elle le fait en tant que partenaire minoritaire. Terry Gou, le Taiwanais propriétaire de Foxconn, où l'iPod est fabriqué, possède une fortune de 5,7 milliards de dollars. Pour cela, il doit exploiter un million de travailleurs dans ses usines, qu'il met à disposition des multinationales. Les



Le port et la ville de Shanghai reflètent le développement économique de la Chine.

dirigeants du PCCh ne sont évidemment pas laissés de côté. Selon Minki Li : « *Wen Jiabao est un des Premiers ministres les plus riches au monde. Son fils possède la plus grande entreprise privée en Chine et sa femme contrôle l'industrie des bijoux. Sa fortune est estimée à 4,65 milliards. La fortune de Jiang Zemin (ancien président et secrétaire général du PCCh) est estimée à 1,1 milliards et celle de Zhu Rongji (ancien Premier ministre) à 800 millions.*»[3] Il est clair que tous ces « militants engagés » du PCCh ont profité des avantages de leur poste, de l'influence dans les entreprises publiques et de la corruption endémique (qui, selon Minki Li, concerne 18 % du PIB) pour constituer un secteur important de la bourgeoisie chinoise.

Les entreprises de l'Etat ont également une importance renouvelée, avec une participation majoritaire dans les domaines de l'énergie, du pétrole et du gaz naturel, des télécommunications et de l'armement. Le gouvernement chinois a profité de la crise économique mondiale pour les renforcer moyennant un financement généreux, y compris avec l'acquisition de sociétés à l'étranger. Dans le classement du magazine *Fortune*, parmi les dix entreprises avec la plus grande valeur de marché dans le monde (valeur des actions négociées en Bourse) en 2010, il y a quatre sociétés d'Etat chinoises : China Mobile (avec siège à Hongkong), Petrochina, la Banque Commerciale et Industrielle et la Banque de Construction. Les six autres sont étasuniennes. Cette forte présence chinoise est plus floue si on considère les cinquante entreprises les plus grandes, dont vingt-cinq sont étasuniennes et sept appartiennent à l'Etat chinois.

Ce renforcement peut avoir deux causes. La première est la hausse générale des prix des matières premières, due à la demande croissante dans les pays impérialistes. La seconde est la nécessité pour la Chine elle-même de satisfaire ses besoins en énergie, de maintenir le contrôle dictatorial des communications dans le pays et de contrôler le capital financier comme une source de crédit et de corruption. Là se trouve, selon différents indicateurs, le prochain secteur à être ouvert aux capitaux internationaux.

Dans ce contexte, nous définissons la Chine comme une sous-métropole de l'impérialisme. Il y a quelques différences par rapport à cette caractérisation pour le Brésil, mais il y a une égalité essentielle : les deux pays sont économiquement dépendants de l'impérialisme et ne peuvent pas se débarrasser de cette dépendance, si ce n'est à travers une guerre des classes sous



la direction de la classe ouvrière.

En outre, les richesses chinoises sont pillées par l'impérialisme. Pas les ressources naturelles, qui sont l'une des principales lacunes de la Chine, mais la richesse de sa force de travail. Il y a aussi un renforcement de la bourgeoisie nationale, qui cherche à s'étendre à l'ombre de l'impérialisme et comme son partenaire mineur, ce qui peut générer des conflits avec l'impérialisme lui-même. Enfin, la Chine est utilisée comme une plate-forme pour les exportations de produits industriels, non seulement vers les pays voisins mais à travers le monde.

Cependant, la Chine n'a pas de dette extérieure impayable. Au contraire, elle est créditrice de l'impérialisme principal, les Etats-Unis. Et elle n'est pas tributaire des capitaux financiers internationaux (du point de vue monétaire). Il faut donc regarder de plus près les relations entre les Etats-Unis et la Chine.

Les relations entre les Etats-Unis et la Chine

La presse décrit cette relation comme « symbiotique » (la « chimère ») : chacun des deux dépend de l'autre pour survivre. La Chine profite du marché étasunien pour ses exportations, et les Etats-Unis du bas prix des produits chinois. Cela permet une inflation négligeable aux Etats-Unis, qui peuvent avoir un taux d'intérêt très faible pour alimenter le crédit, et la Chine bénéficie d'un énorme excédent de sa balance commerciale. La boucle est bouclée avec le retour de l'excédent aux Etats-Unis par la vente des titres du Trésor et la rétroaction du crédit étasunien. En outre, ce mécanisme crée une situation de plein emploi dans les deux pays, l'un dans le secteur industriel et l'autre dans celui des services. Ainsi, les deux pays allaient croître indéfiniment, dans une sorte de *mouvement perpétuel* économique moderne.

C'était sans compter avec la crise économique mondiale, qui a transformé le mouvement perpétuel en un « sauve qui peut ». Ainsi, après la première décennie du nouveau millénaire, pleine de louange pour le « modèle chinois »,[4] le gouvernement étasunien a commencé à exprimer des critiques acerbes contre les lois protectionnistes pour la participation aux appels d'offres du gouvernement chinois, contre les menaces militaires sur les installations étasuniennes en Asie, contre l'envergure gigantesque que prenaient les entreprises de l'Etat, au détriment des entreprises privées, contre l'appropriation de la technologie et, enfin, contre le maintien d'un taux de change artificiel et du déficit commercial étasunien.[5]

Selon le Congrès américain, « *depuis l'entrée de la Chine dans l'OMC, le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 1760 milliards de dollars. La Chine a pris des mesures pour encourager les entreprises étrangères à transférer leur production, leur technologie et leur recherche, en échange de l'accès à son marché... En juillet 2008, en réponse à la crise financière globale, la Chine a gelé le taux de change de sa monnaie... Jusqu'au 13 octobre 2010, le yuan a été valorisé de seulement 2,3 %, bien en dessous de l'estimation de 20 à 40 %* ». Lorsque l'impérialisme se plaint de « l'expansionnisme et le protectionnisme » chinois, c'est pour obtenir encore plus de concessions, et non pas parce qu'il y a une réelle menace pour son hégémonie. Avec le rétrécissement de l'économie mondiale dans la prochaine période et les perspectives peu alléchantes aux Etats-Unis, il n'y a aucune possibilité de profit pour tous.



La pauvreté augmente aussi, comme on le voit dans ce bidonville.

Le transfert de la survaleur obtenue par les entreprises étrangères en Chine, à travers les transactions en titres du Trésor, n'est plus satisfaisant pour l'ensemble de la bourgeoisie étasunienne, même s'il l'est encore pour les entreprises qui sont installées dans ce pays. Maintenant, il est nécessaire d'extraire directement la survaleur de la classe ouvrière étasunienne, qui a vu baisser ses salaires par des conventions collectives signées par la bureaucratie syndicale, et qui a une productivité beaucoup plus élevée.

La Chine, quant à elle, ne profite pas de sa position apparente de « supériorité ». Face à la question des réserves et du taux de change dollar-yuan, elle continue avec l'échange de titres, bien qu'à un niveau plus bas,[6] et elle réévalue le yuan. Après l'abaissement de la qualification des titres étasuniens et la chute des marchés boursiers, la Banque centrale de Chine a annoncé l'appréciation du yuan de 0,23 %, la plus élevée depuis le mois de novembre 2010, afin de « contenir » une baisse des titres.

Pour que ce soit clair qu'il n'y a pas de « protectionnisme », Bai Ming, le ministre du Commerce, a déclaré « *que conformément au 12e Plan quinquennal, la Chine fera des efforts supplémentaires pour améliorer le climat d'investissements et fournir plus d'opportunités d'investissement aux entreprises étrangères* ».

La Chine a accumulé une réserve de 3000 milliards de dollars, la moitié en titres du Trésor des Etats-Unis. Cela ne va pas la rendre plus forte et plus indépendante. Il suffirait de donner l'impression qu'elle va vendre ses titres pour provoquer une « course à la vente » entre tous les pays, et par la suite une dévaluation énorme du



dollar. Ce serait un suicide financier pour la Chine. Il en est ainsi parce que le dollar, malgré sa faiblesse, est toujours la monnaie la plus forte dans le monde et sa force n'est que le reflet financier du poids du pays qui l'émet.

Le PIB est-il le test ultime ?

Cependant, si la Chine est toujours dépendante des Etats-Unis, il y a une grande controverse sur son avenir, avec une énorme quantité de livres et d'articles qui étiquettent la Chine comme une « nouvelle puissance mondiale ».[7] Pour cela, la plupart de ces auteurs utilisent le critère de la croissance du PIB, ou du commerce, une approche similaire puisque le PIB est une mesure de consommation (des personnes, des capitaux et du gouvernement) d'un pays donné.

Le FMI lui-même prévoit qu'en 2016, la Chine dépassera les Etats-Unis dans la valeur du PIB (par pouvoir d'achat)[8] qui, en 2010, était de 10.100 milliards (contre 14.700 pour les Etats-Unis), avec un taux de croissance constant du PIB de 2,7 % aux Etats-Unis et de 9,5 % en Chine. Le PIB de la Chine a d'ailleurs déjà dépassé celui de l'Allemagne et celui du Japon.

Le taux de croissance du PIB est-il suffisant pour déterminer la position de force relative entre les pays ? Autrement dit, le fait que la Chine ait le deuxième PIB dans la classification mondiale, suffit-il pour que ce pays soit la deuxième puissance de la planète ? Par exemple, dans les années 1930, la « décennie infâme », l'Argentine était la 5e économie dans le monde, tout en étant une colonie financière de l'Angleterre. Le Brésil était la 8e économie du monde lors du « miracle économique » et a vécu une décennie de « croissance chinoise », avec une moyenne de taux annuel de croissance du PIB de 8,9 % entre 1970 et 1980, mais sa croissance était basée sur l'exportation des capitaux des Etats-Unis. Les deux pays avaient une position privilégiée dans le commerce mondial, et leur industrialisation avait progressé, mais ils n'ont jamais cessé d'être dépendants et soumis à l'impérialisme hégémonique durant chaque époque, et ils n'ont jamais remis en cause cette hégémonie.

Trotsky n'était pas non plus d'accord avec « la dictature du PIB ». Même dans le cas de la jeune Union soviétique - dont la croissance aurait pu menacer concrètement l'impérialisme parce que c'était un Etat ouvrier (sauf, bien entendu, par la politique de la bureaucratie soviétique) - il dit dans *La Révolution trahie* : « *Quand on nous dit qu'en 1936, l'URSS occupera la première place en Europe en termes de production industrielle, on néglige non seulement la qualité et le coût de revient, mais aussi le nombre de la population. Or, le niveau de développement d'un pays et, plus particulièrement, la condition matérielle des masses, ne peuvent être déterminés, sauf en termes généraux, qu'en divisant la production par le nombre de consommateurs.* » A ce sujet, il suffit de rappeler que le PIB par habitant (par pouvoir d'achat) des Etats-Unis, prévu par le FMI en 2016, sera toujours quatre fois celui de la Chine.

Par ailleurs, pour Trotsky : « *Le rapport de forces n'est pas déterminé aujourd'hui par la dynamique de croissance, mais par l'opposition de toute la puissance des deux champs de force, exprimée dans l'accumulation matérielle, dans la technique, dans la culture et, surtout, dans la productivité du travail humain.* »

Dans chacun de ces éléments (l'accumulation matérielle, technique et culturelle), la supériorité des puissances mondiales actuelles, avec les Etats-Unis en tête, est évidente. Mais la productivité[9] est le facteur déterminant, ce qui nous amène à la question de la productivité en Chine par rapport aux pays avancés.

Selon Carsten A. Hozl, chercheur à l'Université de Princeton (Etats-Unis), « *dans la mesure où le travail est transféré de l'agriculture à faible productivité vers l'industrie et les services à haute productivité, le PIB réel par travailleur, c'est-à-dire la productivité du travail, augmente uniquement parce que ces travailleurs qui changent de secteur produisent maintenant un multiple de leur production antérieure* ».[10] C'est le cas de la Chine, avec plus de 200 millions de migrants ruraux transférés à des emplois industriels dans les grandes villes. Aussi longtemps que cette migration se poursuit, la productivité du travail en Chine continue à croître « naturellement », mais seulement pour atteindre une moyenne bien inférieure à celle des pays industrialisés.

Selon l'économiste Robert Y. Scott, en 2010, « *les entreprises étrangères ont employé 3 % de la main-d'œuvre chinoise, mais ont généré environ 22 % de sa production. Leur productivité globale était neuf fois supérieure à celle des entreprises chinoises. Dans le secteur manufacturier, ce ratio était de 4:1, ce qui représente environ 40 % de la croissance économique chinoise récente.* »[11]

Carsten Holz confirme ces chiffres : « *La Chine est restée dans cette étroite bande de (sous-)développement, la productivité du travail étant seulement 1,2 à 3,4 % du niveau étasunien... même si le taux de croissance de la productivité du travail a été relativement élevé, de 9 %.* »

Ce taux élevé de 9 %, en raison du transfert des travailleurs de la campagne vers la ville, tend à se réduire lorsque la productivité de l'industrie devient dominante dans l'ensemble de la société. Pour cela, il faut une amélioration de la technologie, une meilleure formation des travailleurs, l'accroissement du rythme de travail, etc. Dans le même temps, la productivité des pays impérialistes continue aussi à croître, en raison de la pression concurrentielle. Aux Etats-Unis, le pays avec la plus grande productivité dans le monde, le taux annuel de croissance de la productivité industrielle a été de 7,3 % en 2002 et n'a été négatif (-0,4 %) qu'en 2008 et 2009, les années qui ont suivi l'explosion de la bulle immobilière.

La croissance vertigineuse de la Chine durant cette décennie a eu lieu en raison de sa position dans la division mondiale du travail, définie par l'impérialisme et ainsi subordonnée



Les voitures chinoises fabriquées en Chine, en compétition sur le marché mondial.

à l'ensemble de l'économie mondialisée. En d'autres termes, la condition de sous-métropole par rapport à l'impérialisme n'a pas été choisie par le gouvernement chinois mais a été déterminée à partir du moment où la restauration du capitalisme a été lancée. La rupture de cette subordination ne pourra pas avoir lieu par des moyens purement économiques, mais par la lutte des classes, et elle ne sera certainement pas mise en œuvre par la dictature chinoise.

La situation de la classe ouvrière

Qu'en est-il la classe ouvrière chinoise ? Qu'en est-il des paysans ? Le dernier recensement (2010) estime que 50 % de la population est urbaine. En son sein, un grand nombre de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Selon le Secrétariat National de Statistiques, entre 20 et 30 millions de travailleurs étaient inscrits comme résidents urbains, ce qui fait, avec les membres de leurs familles, 40 ou 50 millions. Il faut encore y ajouter les migrants. Parmi eux, on estime que 15 à 20 % vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui fait un total qui atteint 70 millions en 2001.12 Il n'y a aucune raison de croire que ces chiffres ont subi des changements substantiels. Il faut se rappeler qu'il y a des provinces avec un salaire minimum compris entre 108 et 120 dollars par mois, ce qui n'est pas considéré comme en-dessous du seuil de pauvreté (60 dollars). En 2008, il y avait 278 millions de travailleurs urbains (dans l'industrie et les services),13 dont 140 millions étaient des migrants. Parmi eux, environ 80 % n'avaient aucun avantage social et 75 % percevaient le salaire minimum, qui correspondait à 55 % du salaire moyen des travailleurs avec résidence légale.[14]

Dans la paysannerie, la situation est encore pire. Le revenu moyen de la famille rurale n'est qu'environ le tiers de celui de la famille urbaine, et parmi les 42 % qui vivent avec moins de deux dollars par jour (540 millions de personnes, dont 170 millions qui vivent avec moins d'un dollar) la majorité sont des paysans. Les logements des paysans sont généralement en bois, avec une seule chambre, le sol en terre battue, et seulement quelques chaises et une table comme mobilier.[15]

Avec ces conditions de vie, la classe ouvrière en Chine vit une montée continue depuis plusieurs années, atteignant un nouveau palier avec les grèves dans les entreprises automobiles dans la première moitié de 2010. Avant 2008, les grèves étaient défensives, pour le paiement d'arriérés de salaires ou des indemnités de licenciement, ou contre les mauvaises conditions de travail, et elles concernaient les travailleurs non qualifiés. En 2010, il y avait des grèves pour une augmentation de salaire et elles impliquaient des travailleurs qualifiés, généralement des jeunes ayant une formation technique, ce qui a provoqué une réaction en chaîne dans des dizaines d'usines, avec des grèves victorieuses, forçant le gouvernement à décréter une augmentation générale du salaire minimum pour éviter un bouleversement social. Le salaire minimum à Guangzhou, capitale de la province de Guangdong, avec une grande concentration d'usines sur les rives de la rivière des Perles, est passé de 160 dollars en 2010 à 200 en 2011.

Toutefois, les combats continuent à croître chaque année. De 10.000 « incidents de masses » en 1993, on est passé à 74.000 en 2004.[16] Selon Sun Liping, un sociologue à l'Université de Tsinghua, ces chiffres ont doublé entre 2006 et 2010, atteignant le chiffre impressionnant de 180.000 actions du mouvement de masses l'année dernière (490 par jour !). La croissance économique augmente la confiance des travailleurs dans leur force et contribue à la formation d'une « nouvelle » classe ouvrière, appelée « de la deuxième génération de migrants », plus exigeante, avec davantage de formation technique et davantage de conscience de classe. La dictature en Chine le sait et l'une de ses priorités est de maintenir la « stabilité sociale ».

La dictature agit avec prudence, évite la confrontation directe avec la classe ouvrière, fait des concessions économiques partielles, mais elle empêche toute organisation indépendante des travailleurs par l'emprisonnement des dirigeants, ce qui implique la maltraitance, la torture, l'agression psychologique, et même la peine de mort, et l'interdiction de toute organisation « illégale ».

Sa politique est de détourner les luttes, avec l'approbation de lois du travail et une forte campagne de « *gouverner en conformité avec la loi* », forçant les travailleurs à recourir aux tribunaux plutôt qu'à l'action directe. Pour cela, le gouvernement dispose de son bras syndical, la Fédération des Syndicats de Chine, le seul syndicat légal dans le pays, entièrement subordonné au PCCh. Sa bureaucratie a des liens matériels avec la bourgeoisie chinoise. En plus de posséder des entreprises, comme des hôtels, elle a été l'un des plus grands défenseurs de l'approbation de la Loi du Contrat de Travail de 2007, et sa fonction est d'empêcher tout mouvement de confrontation avec le gouvernement.

Conclusions

La croissance de la Chine est soutenue par un trépied : la surexploitation de la classe ouvrière, le rôle de plateforme d'exportation, qui lui est conférée par l'impérialisme pour exploiter cette main-d'œuvre bon marché, et l'assurance de l'exploitation et des investissements étrangers fournie par la dictature.

Avec la crise économique mondiale, l'impérialisme étasunien veut changer l'actuel « modèle » : la réduction des exportations et l'augmentation des importations chinoises, grâce à l'appréciation du yuan. Pour cela, le nouveau Plan quinquennal chinois prévoit l'orientation de l'économie vers le marché domestique et la production de biens à plus forte valeur ajoutée. Cela va ouvrir un nouveau marché pour les investissements dans les secteurs des services et les secteurs financiers, ainsi que pour l'exportation de biens d'équipement à la Chine, pour mécaniser ses usines.

Dans le même temps, ce mouvement donnera aux entreprises installées aux Etats-Unis de meilleures conditions dans la compétition. Deux nouvelles illustrent bien ce dernier cas. Terry Gou a dit qu'il va installer un million de robots dans ses usines d'ici 2013, afin « d'élever la chaîne de valeur », c'est-à-dire pour réduire le capital variable en licenciant des travailleurs et augmenter ainsi la productivité. Une étude réalisée par le Boston Consulting Group (BCG) a révélé que si l'on tient compte de la productivité plus grande et de la précarisation actuelle de l'emploi aux Etats-Unis, la différence de coût salarial entre la



Chine et les Etats du Sud des Etats-Unis descend à 30 %. Des augmentions du salaire moyen de près de 17 % par an en Chine et l'appréciation du yuan placeraient les coûts de production et de transport au même niveau en 2015.

En fait, certaines entreprises sont déjà en train de mettre en place des usines aux Etats-Unis plutôt qu'en Chine, et même de rapatrier des unités. *Caterpillar* a annoncé l'expansion de son usine de pelleteuses dans le Texas ; *NCR Corporation* rapatrie la production de ses machines ATM en Géorgie, et même une usine de jouets ; *Wham-O Inc.* a diminué la production de 50 % dans quelques lignes de ses produits en Chine pour les fabriquer aux Etats-Unis. La justification ne pouvait être plus cynique : « *Les travailleurs et les syndicats sont plus réceptifs à accepter des concessions pour rapatrier les emplois aux Etats-Unis. Le soutien de l'Etat et des gouvernements locaux peut modifier l'équilibre* », a déclaré Michael Zinser, du BCG.

Pour maintenir ses affaires en Chine sans avoir à appliquer les augmentations de salaire qui ont eu lieu ces dernières années, la bourgeoisie déplace ses usines à l'intérieur, afin d'exploiter les paysans, chassés de leurs terres (dix millions durant les cinq dernières années) ou attirés par la possibilité d'amélioration de leur quotidien sans avoir à migrer vers les grandes villes côtières. La population rurale en Chine est encore très importante (50 %) et représente une énorme « armée de réserve » paysanne pour pousser les salaires vers le bas.[18] La mécanisation de l'industrie conduira également à la réduction des emplois et à la hausse du chômage.

La jeune classe ouvrière chinoise (la deuxième génération de migrants), consolidée durant des années de lutte contre l'exploitation, ne permettra pas que ses conditions de vie se détériorent encore davantage, et se trouvera toujours confrontée à la dictature militaire du PCCh et de son bras syndical, plutôt qu'à la faible bourgeoisie chinoise.

Le gouvernement chinois est également confronté à de nombreux problèmes dans la gestion de l'économie depuis le lancement du plan de relance de 585 milliards de dollars en 2009. Il a réussi à « adoucir » la crise, mais a créé plusieurs « bulles » à cause du crédit facile, des subventions et des incitations à la consommation.

Dans la construction civile, les « villes fantômes » sont devenues célèbres ; le secteur automobile est en pleine rétraction avec la fin des subventions à la consommation ; et il y a principalement les « bulles », dans le secteur financier. L'augmentation des moyens de paiement étendus (M2) est de 64,3 % depuis 2009, dépassant de loin leur croissance aux Etats-Unis (10,4 % sur la même période). L'éclatement de cette bulle aura la même répercution en Chine que la faillite de *Lehman Brothers* aux Etats-Unis.

L'expansion monétaire a conduit à une inflation accrue, qui a atteint 6,5 % sur base annuelle en juin, dépassant de loin l'objectif de 4 %. (Des économistes indépendants disent que l'inflation réelle peut atteindre le double de celle rapportée.) Le gouvernement a adopté des mesures fiscales pour lutter contre ce phénomène, telles que l'augmentation du taux d'intérêt et la suppression des subventions. Il prévoit également une réduction de la croissance du PIB à près de 7 % au cours des cinq prochaines années, pour « refroidir » l'économie.

L'intensification de la crise dans les pays impérialistes pourra faire exploser le trépied de la croissance chinoise. Mais pour cela, il sera essentiel que la classe ouvrière oriente ses armes vers un règlement de comptes avec la dictature. La lutte contre l'exploitation doit être combinée avec la lutte pour les libertés démocratiques, telles que la liberté d'organisation syndicale et politique et la liberté d'expression, afin de transformer les grèves isolées en une lutte nationale unique, réunissant les secteurs opprimés de la ville et de la campagne, dans le but de renverser le gouvernement oppresseur.

---

1 Témoignage devant la *US-China Economic and Security Review Commission* du Congrès étasunien, mars 2010.

2 Greg Linden, Kenneth L. Kraemer, Jason Dedrick, *Who Captures Value in a Global Innovation System ? The case of Apple's iPod*, Université de Californie, 2007.

3 Mink Li, *The rise of the working class and the future of the Chinese revolution*, Monthly Review, v. 63, juin 2011.

4 En août 2005, le *Conseil des affaires américano-chinoises* (USCBC) a publié une enquête auprès de ses membres. 58 % des entreprises considéraient la Chine comme une « priorité mondiale », 74 % ont déclaré qu'ils augmenteraient leur engagement envers la Chine et 67 % ont vu augmenter leurs bénéfices.

5 Rapport de la *US-China Economic and Security Review Comission* du Congrès étasunien, 2010.

6 Certains économistes suggèrent que l'achat puisse même avoir augmenté par le biais des marchés parallèles, comme celui de Londres, car l'excédent commercial de la Chine continue d'augmenter.

7 Voir, entre autres : Gunder Frank, *Reorient : global economy in the Asian age* ; G. Murray, *China : the next superpower* ; E. Timperlake, *Red Dragon rising : Communist China's military threat to America*.

8 Le PIB-PPA, ou PIB par parité du pouvoir d'achat (*parity power purchase*), vise à prendre en compte la différence de pouvoir d'achat entre les pays. On définit un « panier de base » et on compare les prix, générant ainsi un facteur qui « mesure » la différence. Dans le cas des Etats-Unis et la Chine, le ratio était de 3,95 en 2010 : le coût de la vie aux Etats-Unis était près de quatre fois plus élevé qu'en Chine.

9 La productivité est, grosso modo, le volume de marchandises produites dans un pays / un secteur / une usine, divisé par le nombre d'heures travaillées pour cette production.

10 Carsten Holz, *China's economic growth 1978-2025 : what we know today about China's economic growth tomorrow*, World Development, v. 36, n. 10, 2008.

11 Robert E. Scott, témoignage devant la *U.S. China Economic and Security Review Commission*, mars 2011

12 Dorothy J. Solinger, *The creation of a new underclass in China and its implications*, International Institute for Environment and Development, www.eau.sagepub.com

13 Une enquête réalisée par le *U. S. Labor Statistics Department* des Etats-Unis estime à 112 millions le nombre d'ouvriers de l'industrie en 2006.

14 Qi Dongtao, *Chinese working class in predicament*, www.eai.nus.edu.sg/Vol2No2_QiDongtao.pdf

15 http ://factsanddetails.com/china.php ?itemid=155&catid=11&subcatid=70

16 Mink Li, *The rise of the working class and the future of the Chinese revolution*, Monthly Review, v. 63, juin 2011. « Incidents de masses » est une classification du gouvernement chinois pour tous les types de manifestations dans le pays, des grèves aux émeutes. Depuis 2005, les chiffres ne sont plus officiellement publiés.

17 La hausse nominale, sans décompter l'inflation, était de 4,7 % en 2005, 10 % en 2006, 6,4 % en 2007, 3,2 % en 2008, 17 % en 2009 et 2010.

18 Ce nombre comprend les migrants qui ont un visa de résidence à la campagne. La population rurale aux Etats-Unis est de 18 % et en Amérique latine de 20 %.



Le modèle néo-libéral mis en question.

FR-Izquierda comunista (force révolutionnaire - gauche communiste)

Les étudiants des écoles secondaires et des universités, et leurs familles, sont les protagonistes des manifestations massives qui ont eu lieu au Chili dernièrement. La grève nationale de la CUT, les 24 et 25 août derniers, les a maintenant rejoints.

Les « marches du dimanche » en défense de l'enseignement public furent de plus en plus massives : le 14 août, il y avait environ 50.000 personnes marchant sous la pluie vers la Place Almagro ; le dimanche 21, ils étaient plus de 200.000 marchant vers le Parque O'Higgins.

Tous étaient contre le gouvernement de Piñera, dans une lutte qui a uni des étudiants, des secteurs de la classe moyenne et des travailleurs précarisés.

Le gouvernement, les politiciens de la *Concertation* (une coalition entre les chrétiens-démocrates et le parti socialiste, avec le soutien externe du PC)[1] et la situation politique ont été secoués par ces mobilisations, qui ont mis à nu les contradictions profondes dont l'origine remonte à la dictature de Pinochet. Parmi ces contradictions, il y a les attaques contre l'enseignement public et sa détérioration. L'enseignement est un thème de longue tradition au Chili, promu par la bourgeoisie au XIXe siècle durant la période de formation de l'Etat chilien moderne.

Un peu d'histoire

Durant la seconde moitié du XIXe siècle (1870) au Chili, la dispute entre les cercles politiques libéraux et radicaux concernait l'imposition d'un « Etat Enseignant », un Etat soucieux de fournir une éducation gratuite et laïque organisée par l'Etat. C'était le temps des luttes pour la laïcité et contre l'influence de l'Eglise. Les libéraux et les radicaux s'unissaient contre les secteurs conservateurs qui défendaient la « liberté d'enseignement » (avec la participation de l'Eglise).

Cent ans plus tard, à partir de la dictature de Pinochet (1973-1990), a commencé le démantèlement l'Etat Enseignant et les positions des néo-libéraux (connus au Chili comme les « Chicago boys ») ont triomphé : l'éducation devait être privatisée. Cela a été inscrit dans la Constitution comme le droit à la « liberté d'enseignement » et non pas le « droit à l'enseignement ». Ce principe constitutionnel, associé à la *Loi organique constitutionnelle sur l'enseignement* (LOCE), adoptée à la fin de la dictature et approuvée par les parties de la *Concertation*, a consacré en outre que : *« L'éducation est un droit pour toutes les personnes [mais ...] aux parents correspond, en première instance, le droit et le devoir d'éduquer leurs enfants, et à l'Etat, le devoir d'assurer une protection spéciale pour l'exercice de ce droit... ».* En deux mots, l'Etat se lave les mains concernant le devoir d'éduquer et le transmet aux familles.

Le respect de la Constitution de Pinochet et l'approbation de la LOCE, par les partis de la *Concertation*, furent l'expression de « l'accord démocratique » qui a empêché la chute de la dictature par voie de l'action de masses. Cet accord a été signé par Pinochet, la droite et la *Concertation*. Il fallait maintenir toute la structure et l'échafaudage de la dictature, partout où c'était possible : l'impunité pour les violeurs des droits de l'homme, la Constitution antidémocratique, le Code du Travail, l'économie néo-libérale, les plans de privatisation et, bien sûr, le démantèlement de l'enseignement public, pour ne citer que quelques aspects...

Nous avons donc hérité d'un régime démocratique bourgeois, mais avec des caractéristiques fortes de bonapartisme, avec une constitution qui concentre un grand pouvoir dans la présidence. Nous avons hérité également du consensus du « système électoral binomial » qui fait que seulement deux forces soient représentées au parlement, presque dans les mêmes proportions, de sorte que des « accords » deviennent dès lors nécessaires pour légiférer. Nous avons un régime démocratique bourgeois, avec un Président aux pouvoirs bonapartistes, mais avec un Congrès qui fonctionne sur base d'accords. Voilà la façon dont nous avons été gouvernés dans les vingt dernières années. Le bipartisme (ce qu'on appelle le « bialiancismo », l'alliance bipolaire) est à la base de ce régime, et c'est ce que les masses commencent à mettre en question...

Ce questionnement du gouvernement, de l'opposition, de la Constitution et des privatisations est, en dernière instance, celui du système politique hérité de la dictature et maintenu par ce « cinquième gouvernement de centre droit », comme dit Paul Longueira, un adepte notoire du dictateur, ancien sénateur de l'UDI et actuel ministre de l'Economie de Piñera.

La « rébellion des pingouins» de 2006

Depuis 1990 a prévalu la LOCE, qui fut appliquée durant les gouvernements de la *Concertation* par les présidents chrétiens-démocrates Aylwin et Frei Ruiz-Tagle et les « socialistes » Lagos et Bachelet. Elle a marqué l'intensification du plan de privatisations au service des entrepreneurs de l'éducation et des grands banquiers transnationaux. Il y eut de moins en moins



« *S'ils ne nous laissent pas rêver, nous ne les laissons pas dormir !* »
La jeunesse se manifeste avec imagination.



d'écoles publiques dépendant de l'Etat et de plus en plus d'écoles « privées subventionnées. » Avec Lagos est apparu le système du « crédit » pour ceux qui suivaient des cours universitaires, avec garantie de l'Etat, à des taux d'intérêt exorbitants, et donc une augmentation des dettes auprès des banques privées. Par exemple, un étudiant qui adopte ce mode de paiement reste redevable pendant vingt ans, dans certains cas, pour environ entre 60.000 à 70.000 dollars. Vraiment scandaleux, mais de bonnes affaires pour les banquiers.

La « rébellion des pingouins »[2] en 2006 fut une lutte contre la LOCE. Mais la mobilisation, dirigée par le PS-PC, a pris le chemin de la négociation : la LOCE fut remplacée par la LGE (Loi générale sur l'éducation). La nouvelle loi, dans son article 4, déclare encore et toujours que : «... *aux parents correspond le droit et le devoir d'éduquer leurs enfants ; à l'Etat le devoir d'accorder une protection spéciale à ce droit*... ». En bref, la ligne de fond est restée la même. La lutte a été trahie, il n'y a eu qu'un changement d'acronyme. Et bien que le mouvement dans son ensemble n'ait pas été vaincu, il n'a pas pu relancer de nouvelles mobilisations massives ; celles qui ont eu lieu furent partielles.

Vers la fin du gouvernement de Bachelet fut annoncée la *privatisation finale* à laquelle nous assistons aujourd'hui. Bachelet ferme environ 540 écoles publiques dans tout le pays, tout en permettant la création de près de 150 écoles privées subventionnées par l'Etat. L'Etat, une fois de plus, abandonne son rôle et subventionne les profits privés.



« Assez d'éducation de marché ! »
La défense de l'éducation publique est un des enjeux de la lutte.

Le gouvernement de Piñera

Lorsque Piñera a remporté les élections avec une majorité absolue, certains ont dit que « la dictature » était de retour et que « tout allait virer à droite. » C'était le discours du PC, de la *Concertation* et de certains groupes à la gauche du PC. D'autres, ceux qui avaient voté pour lui, ont vu dans ce président-entrepreneur celui qui allait « résoudre » leurs problèmes ; ils en avaient assez de tant de corruption des gouvernements de la *Concertation*. Les deux secteurs se sont trompés : Piñera n'a pas été en mesure de gouverner comme un dictateur (malgré le désir de certains) mais n'a pas non plus eu, comme d'autres prétendaient, la capacité de faire des concessions au mouvement de masses sans aller à l'encontre de son propre programme de privatisations...

En 2010, le tremblement de terre, puis l'émission de télé-réalité sur les mineurs, ont donné au gouvernement un peu de répit, un peu de marge lui donnant même 63 % de soutient selon certains sondages. Piñera parcourrait le monde et se pavanait avec le sauvetage réussi. Mais la lune de miel n'a duré que neuf mois et est rapidement apparue la faiblesse d'un gouvernement qui avait promis beaucoup mais fut rattrapé par la crise économique mondiale.

En janvier-février 2011, la ville de Punta Arenas (au Sud du pays) se rebelle et sera gouvernée pendant plusieurs jours par une assemblée de citoyens, qui décident qui peut entrer ou sortir de la ville. Ce mouvement, bien qu'il n'ait pu s'étendre dans le reste du pays, a marqué une étape.

Le mois de mars fut tranquillité mais en avril, les manifestations reprirent, contre la construction de centrales thermoélectriques, et même si elles furent de moindre envergure, le gouvernement fut contraint de battre en retraite.

Dans ce contexte, les protestations contre le projet du barrage d'Aysén ont éclaté. Des défenseurs de l'environnement protestent contre « l'inondation » d'une grande partie de la Patagonie chilienne, avec le slogan « *La Patagonie sans barrage* ». Ces mobilisations, qui ont commencé le 9 mai (jour où le projet a été approuvé) et ont duré tout le mois, ont rassemblé environ 50.000 personnes. Des jeunes, des travailleurs et des écologistes sont descendus dans les rues pour protester contre le méga-projet, sérieusement mis en doute, amplifiant ainsi leur colère contre le gouvernement.

Ces mobilisations furent rejointes par le mouvement étudiant, d'abord dans l'enseignement secondaire puis, rapidement, dans les universités. Sous le slogan « *fin au profit* » a commencé l'occupation des écoles publiques et de celles qu'on appelle les « emblématiques » (les écoles secondaires importantes et historiques de Santiago). En peu de temps, la mobilisation devint nationale et la CONFECH (Confédération des Etudiants du Chili, qui regroupe les étudiants universitaires), en collaboration avec l'ACES (Assemblée de Coordination des étudiants du secondaire), ont appelé régulièrement à des marches, des grèves et des manifestations.

Le mois de juin fut rempli de créativité : les manifestations de milliers d'étudiants descendent dans la rue, tous les jours, dans les différentes villes





Une colonne ouvriers-étudiants lors de la grève nationale du 24-25 août.

du Chili, avec des déguisements, des marathons de baisers, la danse au rythme du « Thriller » de l'éducation, la course des 1800 heures[3] pour l'éducation, etc.

Un moment important fut la marche du 15 juin mais le point culminant fut le 14 juillet : quelques 300.000 personnes marchent dans tout le pays. Rien qu'à Santiago, ils étaient 150.000, et à Valparaiso, il y a le « puertazo » : les travailleurs du port de Valparaiso s'unissent aux étudiants pour manifester leur mécontentement et le mouvement se transforme en grève régionale.

La crise du régime et des partis

En participant à la grande mobilisation du 14 juillet, nous avons pensé que c'était le point culminant, surtout quand nous avons vu l'énorme quantité de manifestants : 300.000 dans tout le Chili. Nous nous sommes dit : le mouvement a atteint son apogée. Mais nous étions loin d'avoir tout vu...

Après le 14 juillet, il y eut deux semaines sans marche et le mouvement semblait être en reflus ; commençaient quelques grèves de la faim (un outil légitime, mais ultra-défensif) et ce reflus pouvait être expliqué par une fatigue légitime des étudiants. Beaucoup en ont tiré des conclusions erronées - nous aussi, bien sûr.

Espérant l'usure du mouvement, mais pas unanime dans ses positions, le gouvernement suivait son secteur réactionnaire, la UDI (le parti de la mouvance pinochetiste). Convaincu que le mouvement était entré dans une phase descendante, il voulait en finir, une fois pour toutes, avec les manifestations et il interdit donc une nouvelle marche sur l'Alameda (l'avenue centrale de Santiago), prévue pour le 4 août. Pire encore, il installa un périmètre de blocage au début de l'Alameda, dans le centre de la ville, avec 3.000 policiers des forces spéciales, vêtus presque comme pour faire la guerre...

Les élèves du secondaire appelairent à la manifestation pour 11:00 heures ; le centre était paralysé. Une lutte ouverte les confronta avec les forces spéciales et la trêve n'intervint que dans l'après-midi. Mais d'autres manifestations étaient prévues pour l'après-midi et les affrontements reprirent vers 18 heures. Nous étions des milliers à nous battre dans les rues de Santiago et les militants de la *FR-Izquierda Comunista* étaient présents dans cette lutte. A la nuit tombée, la classe moyenne a commencé à protester contre Piñera avec des *cacerolazos* (orchestres de casseroles), dénonçant la répression. Mais elle montrait aussi - il faut le dire - qu'elle se sentait également affectée par la situation économique et qu'elle n'avait plus honte de l'avouer.

La toile de fond représente donc un gouvernement avec seulement 26 % d'appui, un mouvement étudiant qui résiste et étend massivement ses

L'unité travailleur-étudiant

Dans ce processus ascendant, il est important de mentionner la marche des travailleurs et étudiants du 15 juin. Les mineurs de la sous-traitance de la mine de cuivre El Teniente (de l'Etat) avaient fait grève en mai. Ils étaient environ 10.000 travailleurs, regroupés dans différents syndicats (dont SITECO, avec le plus grand nombre d'affiliés, dirigé par les camarades Viviana Abud et Jorge Peña).

La grève devait résoudre plusieurs problèmes, dont le plus important était que la principale direction des travailleurs, bureaucratique, se réunissait dans un *comité de négociation* qui ne permettait jamais la participation de SITECO dans le processus de décisions. A ce rythme, il était clair que la grève serait une défaite, que SITECO n'aurait pu éviter.

Toutefois, ce syndicat important, combatif et classiste, a réussi à mettre sur pied, le 14 juillet, une marche d'unité travailleur-étudiant avec les étudiants d'ACES à Santiago. Les deux marches se sont unies, celle des étudiants et celle des mineurs qui venaient d'Estación Mapocho. Notre petite organisation, *FR-Izquierda Comunista*, était présente et eut un rôle important dans le soutien des camarades de SITECO.

Les travailleurs du cuivre, avec des lycéens d'ACES, sont parvenus à placer en première ligne le slogan de la ***Re-nationalisation du cuivre, pour une éducation gratuite et de qualité***.

La marche a été réprimée et le gouvernement est allé dire aux médias que la re-nationalisation du cuivre était « impossible » et que nous étions, en proposant cela, « en proie à une idéologie »...

La réalité est que des milliers de personnes, à travers le pays, chantent ce refrain, comme un souhait à réaliser : « *Le cuivre est chilien, et pour l'éducation / et non de l'étranger, qui pille la nation* »



demandes, et une crise économique mondiale qui n'a pas l'air de se dégonfler. Les partis perdent la boussole et le gouvernement ne sait plus quoi faire. L'opposition appelle à un dialogue et un secteur du gouvernement, plus dur, appelle à davantage de répression en étiquetant ceux qui protestent « d'inutiles subversifs ». Mais il y en a d'autres, qui appellent à en finir avec le profit (comme Lily Pérez, sénateur RN). Les banquiers suggèrent qu'ils sont d'accord avec une augmentation des impôts pour un but « si noble » comme l'éducation, et le reste des entrepreneurs disent que cette mesure aura une incidence sur la création d'emplois...

Depuis ce jour, les *cacerolazos* se sont multipliés, la répression a dû rebrousser chemin et les mobilisations se sont maintenues : de nouvelles protestations le dimanche 7 août (une grande marche d'environ 60.000 personnes, avec des familles entières) ; le mardi 9, ils étaient 150.000 à se rassembler à Santiago, et le jeudi 18, « la marche des parapluies » (un jour très froid et sous la pluie) réunit environ 150.000 personnes, aussi à Santiago.

Perspectives et issue du conflit

Dans cette deuxième phase, qui a débuté le 4 août dernier, les perspectives sont prometteuses car les manifestations se sont maintenues, dans tout le pays. Qui plus est, le mouvement s'est doté d'un slogan puissant : « *Re-nationalisation du cuivre pour une éducation gratuite, organisée par l'Etat, laïque et de qualité* ».

L'issue du conflit est entre les mains de la classe ouvrière et des travailleurs : avec encore des marches, des *cacerolazos* et, bien sûr, les travailleurs sur le devant de la scène nationale, nous pouvons vaincre ce modèle éducatif hérité de la dictature.

Toutes ces luttes à l'échelle nationale sont liées à celles de nos peuples frères d'Amérique latine, et s'inscrivent dans ce que nous appelons : notre *Lutte pour la Seconde Indépendance*. C'est en rompant avec l'impérialisme, le FMI et la BM, et en ignorant la dette externe, entre autres, que nous allons finalement atteindre nos objectifs ; et cette lutte pour la Seconde Indépendance est inévitablement liée à la lutte pour le socialisme.

La grève nationale

La direction de la CUT avait menacé avec une grève pour octobre, mais vu la pression de ses bases, elle a dû l'avancer pour ces 24 et 25 août. La CUT ne s'attendait pas à ce que son appel se connecterait avec les manifestations des étudiants, espérant qu'à ce moment-là, le mouvement serait mort... Heureusement, ce ne fut pas le cas. Bien évidemment, se sont unis à l'appel de la CUT, les étudiants du secondaire et de l'enseignement supérieur, l'avant-garde des manifestations aujourd'hui au Chili, mais aussi des mouvements sociaux et des assemblées de quartiers qui apparaissent dans chaque ville du pays.

Les partis de la *Concertation* ont également essayé de s'accrocher au mouvement : en désespoir de cause, vu leur dégringolade dans les sondages, ils cherchent par tous les moyens à syntoniser avec le public pour se repositionner.

A notre avis, comme *Izquierda Comunista*, on ne peut pas vraiment parler d'une grève nationales des travailleurs, vu que la CUT n'a ni la force, ni la conviction, ni la crédibilité des travailleurs pour soutenir, organiser et mener à bien cette politique. Pour comble de malheur, nous avons vu par la suite qu'Arturo Martínez (président de la CUT) suppliait d'avoir une rencontre avec la Confédération de la production et du commerce, une rencontre sans ordre du jour préalable.

Grandes journées de protestation

A notre avis, il y a eu deux journées de protestation nationale. Les services publics fonctionnaient presque normalement, les entreprises n'ont pas interrompu leur production et les magasins étaient ouverts normalement. Mais, bien qu'il n'y ait pas eu de grève, ce n'était pas non plus des jours ordinaires : Il y avait des marches, des *cacerolazos* et des barricades dans différents endroits des villes les plus importantes. La plus grande mobilisation a eu lieu le 25, avec de grands rassemblements dans les principales villes du pays. A Santiago, quelques 600.000 personnes se sont rassemblées et ont occupé le centre pendant plusieurs heures. Il y en avait environ 30.000 à Valparaiso, 20.000 à Concepción, autant à Temuco, à Valdivia et à Puerto Montt. Même dans la ville la plus méridionale, Punta Arenas, il y a eu des manifestations, tout comme dans les villes du Nord. Dans beaucoup de cas, les manifestants ont opposé une résistance farouche à la répression policière pendant toute l'après-midi de cette journée. Les étudiants universitaires et du secondaire ont érigé des barricades et lancé des cocktails Molotov et des pierres sur l'armée, qui, pour sa part, a utilisé tout son pouvoir répressif, avec des canons à gaz puant (moufettes) et à eau (guanacos), ainsi que des bombes à gaz lacrymogène.

Le bilan de la répression a été des centaines de détenus, et, malheureusement, la mort d'un jeune de 16 ans : Manuel Gutierrez Reinoso, assassiné par un policier qui a tiré contre les manifestants avec son arme de service, dans la commune de Macul (banlieue de la capitale).

Tout cela montre que ce furent de grosses journées de protestation, avec mobilisation, et d'une ampleur nationale inédite depuis de nombreuses années. La grève fut faible, mais la mobilisation a été un succès grâce à la participation des étudiants, des fonctionnaires et des dirigeants syndicaux du privé, et, fait nouveau, avec des pancartes et des affiches. Cela montre une avancée dans la conscience des travailleurs : la lutte pour l'éducation publique a permis cette confluence de différents secteurs où chacun participait avec ses propres revendications sectorielles.

Les mobilisations sont parvenues à mettre en question le système politique, économique et social existant au Chili depuis la dictature. Le régime est épuisé, le système binomial est fortement contesté, et il y en a - bien qu'ils soient encore peu nombreux - qui commencent à lancer l'appel pour une Assemblée Constituante, pour renverser la Constitution de la dictature.

Une instance de dialogue a été créée entre les étudiants, les enseignants et le gouvernement de Piñera. Cette situation peut devenir un nouveau point d'inflexion, car le gouvernement cherchera à manœuvrer un « changement pour ne rien changer » comme dans *Il Gattopardo* de Lampedusa : il mène les mobilisations à une impasse, les échangeant ensuite contre un siège à une table de négociations...



En tant que *Izquierda Comunista,* nous insistons pour qu'en parallèle de tout dialogue avec le gouvernement, se maintienne aussi de la lutte moyennant la mobilisation comme outil.

---

1 La « *Concertación de Partidos por la Democracia* », la coalition des partis pour la démocratie, fondée en 1988, a préparé la relève après la dictature de Pinochet, suite à la « légalisation » des partis politiques par le dictateur en 1987 et l'organisation d'élections présidentielles en 1989. Le candidat de la *Concertation*, Patricio Aylwin, a gagné ces élections. (NdT)

2 L'uniforme des étudiants dans l'enseignement secondaire au Chili fait penser à des pingouins. (NdT)

3 Le chiffre de 1800 représente la quantité de millions exigés pour l'éducation. Les marathons de baisers (« besatón ») consistent à se baiser pendant 1800 secondes. Le *Thriller* est une chanson de Michael Jackson. (NdT)

Interview à Amanda Rozas, membre de la *FR-Izquierda Comunist*a à Santiago

En avant, vers la victoire

1. Quelle est la situation de l'éducation au Chili ?

En profonde crise. Elle a été fortement privatisée à tous les niveaux, du préscolaire à l'université, un processus commencé sous la dictature de Pinochet et intensifié sous les gouvernements de la *Concertación*. Piñera veut mettre fin à ce qui reste de l'enseignement public.

Le financement de l'Etat est en baisse dans les universités, et est proche de zéro dans les lycées ; mais ils veulent désormais légitimer qu'une instance privée puisse recevoir de l'argent public, pour l'administrer et « l'utiliser dans son établissement » ; Ce sont des instances privées qui, déguisées en institutions et fondations supposément sans but lucratif, font de l'enseignement un négoce, au détriment de milliers d'étudiants qui reçoivent un enseignement de mauvaise qualité. Dans certains cas, par exemple pour les étudiants des universités privées, cela implique un endettement égal ou supérieur à ce que coûte une maison.

2. Comment la lutte a-t-elle éclaté ?

Ces manifestations ne tombent pas du ciel. Elles reflètent l'accumulation depuis le « pingüinazo », la mobilisation des étudiants du secondaire en 2006 (et même avant, avec « mochilazo » - les mobilisations en 2001). Aujourd'hui, tout est accentué par la crise économique mondiale qui, au Chili, provoque un taux élevé d'inflation dans les transports en commun, les carburants et l'alimentaton. Le chômage atteint 30 % dans certaines régions (en Araucanie), et cela sans compter les « indépendants ». Les travailleurs chiliens n'en peuvent plus, les paiements échelonnés en mensualités sont devenus la règle et les refinancements le pain quotidien, qui se terminent en dettes encore plus usuraires.

3. Quelles perspectives vois-tu maintenant ?

De bon augure. Lorsque nous avons participé à la grande mobilisation du 14 juillet, nous avons pensé que c'était le point culminant : au niveau national, 300.000 personnes s'étaient mobilisées, dont 120.000 à Santiago. Puis, pendant deux semaines, il n'y a plus eu de marches, le mouvement semblait battre en retraite.

Le gouvernement a voulu mettre, une fois pour toutes, un terme aux manifestations et a interdit une nouvelle marche sur l'Alameda, prévue pour le 4 août, une interdiction appuyée par une répression forte et brutale. Avec un secteur important de l'avant-garde, entre 3000 et 5000, nous avons continué à nous battre, et cela a donné un nouveau souffle au mouvement. La classe moyenne dénonçait la répression, perdait sa timidité et - étant, elle aussi, touchée par la crise - sortait pour protester à sa manière... C'était le début des *cacerolazos*. Le « deuxième temps » des manifestations commençait. Les manifestations se sont poursuivies et le 9 août, 120.000 personnes ont défilé sur l'Alameda. La lutte continue.

La présence de SITECO mérite une mention spéciale. Ce petit syndicat minier inter-entreprise de la mine El Teniente parvient à unir sa grève avec les conflits estudiantins et place *la re-nationalisation du cuivre pour financer l'enseignement* dans le débat. Ce slogan, qui fait partie de notre propagande, s'est transformé en un slogan de masse. La présence de SITECO a été primordiale pour cela. Le gouvernement, obéissant aux multinationales, s'est mis à dire que la re-nationalisation est impossible.

4. Quelle est l'issue proposée par FR-Izquierda Comunista ?

La direction de la CUT avait menacé avec une grève pour octobre, mais sous la pression de sa base, elle a dû l'avancer pour ce 24 et 25 août. La CUT ne s'attendait pas à ce que son appel se connecterait avec les manifestations des étudiants. La perspective que nous voyons est la lutte pour le triomphe du mouvement. L'issue est entre les mains de la classe ouvrière et des travailleurs en général. Avec davantage de marches et de *cacerolazos*, nous pouvons vaincre ce modèle éducatif hérité de la dictature.



Répression contre la lutte des étudiants.



Quelle doit être la politique révolutionnaire pour l'armée et les forces de sécurité ?

Ronald León (Paraguay)

La grève des pompiers dans la ville brésilienne de Rio de Janeiro, réclamant de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, a mis à l'épreuve les positions des organisations qui se revendiquent révolutionnaires.



Lénine arrive à Petrograd en 1917. De nombreux soldats se trouvent au premier rang, écoutant son discours.

On sait que ce combat, d'une part, a été accompagné d'un soutien impressionnant de la population et de secteurs organisés du mouvement des masses tels que les enseignants, les travailleurs de la santé et du métro, les fonctionnaires, les étudiants et même certains secteurs locaux de la police militaire et civile, qui se sont unis dans des protestations allant jusqu'à 50.000 personnes. D'autre part, le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Sergio Cabral (du PMDB, le parti au pouvoir), a réprimé fortement les pompiers, au point de mettre en prison plus de 400 grévistes.

Au Brésil, contrairement à la situation de beaucoup d'autres pays, les pompiers sont incorporés dans la structure de la police. Bien qu'indéniablement, ils n'assument pas un rôle de répression directe du mouvement de masse, ils sont soumis à la hiérarchie de l'appareil répressif. C'est ce qui donne lieu à la controverse. Etant donné que le corps des pompiers fait partie des forces de répression de l'Etat bourgeois brésilien, est-il politiquement correct pour les révolutionnaires de soutenir des mobilisations ou des grèves de ce secteur, voire d'un autre secteur faisant partie des forces de répression bourgeoises, organisées pour des motifs de salaires et de travail ?

Notre position, celle de la LIT-QI et du PSTU, fut de soutenir et de promouvoir la grève avec détermination. Non seulement nous soutenons la lutte des pompiers, mais nous les défendons face à la répression exercée par leurs supérieurs. La LER-QI (*Ligue Stratégie Révolutionnaire*, liée au PTS argentin) a défendu la position contraire et nous a alors accusé d'avoir capitulé devant les forces répressives de l'Etat capitaliste. Selon ce courant, il n'est pas correct de soutenir quelque lutte ou grève que ce soit, issue de secteurs originaires des forces armées. Voici ce qu'affirment ces camarades : « *Nous sommes contre le soutien à des émeutes et des mobilisations de la police, contre la position de les traiter comme des travailleurs. En ce qui concerne les forces de répression,* [...] *nous sommes pour la dissolution de tout l'appareil de répression, nous sommes donc contre la politique de soutenir et de rejoindre les mouvements de la police et leurs revendications réactionnaires. Des salaires plus élevés et de meilleures conditions pour les policiers, cela signifie davantage de répression contre les travailleurs, les jeunes et les masses.* »[1] La LER-QI soutient que notre position est due au fait que le PSTU et la LIT-QI se laissent entraîner par « *la pression du "sens commun" ou l'exigences de réponses tactiques* ». Eux, par contre, proclament, avec leur habituelle grandiloquence, qu'ils agissent toujours « *aux côtés des travailleurs, dans le sens stratégique et pas seulement tactique (soutenir ou non une mobilisation particulière)* ».

Un premier accord est que la discussion n'est pas tactique ou conjoncturelle. Elle un sens stratégique pour la lutte révolutionnaire en général. Commençons par le début.

Les forces armées capitalistes et leurs contradictions

On peut discuter du rôle, secondaire ou non, des pompiers au sein de la structure de police et de répression de l'Etat capitaliste brésilien, mais pour éviter de faux débats, disons clairement qu'ils font partie de cet appareil, point à la ligne. Ceci dit, oublions un instant les pompiers et aillons plus loin dans la discussion : pour nous, militants de la LIT-QI, il aurait été correcte de soutenir une lutte comme celle-ci, du point de vue des principes, du programme et de la politique révolutionnaire, même s'il s'agissait de la police militaire ou civile, voire même du BOPE (Bataillon des opérations spéciales de police).

Cette position n'implique nullement une quelconque capitulation ou manque de clarté concernant la nature des forces de répression, policières ou militaires, au sein de l'appareil capitaliste de l'Etat. Comme socialistes révolutionnaires, nous sommes pleinement conscients que les militaires, la police, le renseignement et toutes les forces armées bourgeoises sont la principale institution de l'Etat bourgeois : son pilier, son soutien. Ils sont, comme dit Lénine, des « détachements d'hommes armés » au service du maintien de l'ordre capitaliste par la force, en réprimant les luttes des exploités. Cette caractérisation implique qu'en tant qu'institution, les forces armées bourgeoises sont inébranlables et irrécupérables.

Ceci dit, une vérité aussi certaine que cet enseignement précieux du marxisme-léninisme est que, à l'intérieur des forces armées bourgeoises, il y a des contradictions de classe, comme dans toute la société. N'importe qui peut se rendre compte que la haute hiérarchie militaire ou policière et le haut commandement privilégié et bien



payé, ce n'est pas la même chose que la troupe, les conscrits au service militaire obligatoire ou les policiers qui gagnent des salaires de misère et supportent les mêmes conditions de vie que ceux de la classe ouvrière. Bien que les couches inférieures de soldats et de policiers ne fassent pas partie organique du prolétariat - ils font partie d'une superstructure bourgeoise - ils ont l'énorme contradiction d'être des salariés et de provenir de la classe ouvrière ou de la paysannerie pauvre.

Clarifiée la définition marxiste traditionnelle des forces armées bourgeoises et de leurs contradictions internes, il reste à comprendre quelle politique il faut avoir en ce qui les concerne, dans le sens de pouvoir réaliser la révolution socialiste.

Lénine et Trotsky versus la LER-QI

Lénine a toujours eu une position et une politique opposée à celle de la LER-QI. Le fondateur du parti bolchevique, en parlant des leçons de la première révolution russe de 1905, faisait référence à l'insurrection et, en particulier, « *à la manière de la mettre en œuvre, aux conditions dans lesquelles les troupes passent du côté du peuple.* [...] *C'est évident qu'on ne peut pas parler d'une lutte sérieuse, aussi longtemps que la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même. Evidemment, le travail effectué parmi l'armée est essentiel.* »[3] Autrement dit, pour Lénine, on ne pouvait même pas imaginer une révolution victorieuse sans faire un travail qui tende à « gagner » une partie des forces armées à la cause du prolétariat.

Contre le spontanéisme fonctionnel propre à l'ordre bourgeois, Lénine a toujours défendu que le travail politique, cette « préparation spirituelle » des troupes, est une tâche préalable et préparatoire à l'insurrection. Il affirme clairement : « *Nous ne pouvons pas prêcher la passivité, ni la simple "attente" du moment où la troupe "passe" de notre côté. Non ! Nous devons battre le tambour et proclamer la nécessité de l'offensive audacieuse, de l'attaque à main armée, la nécessité d'en finir avec les chefs et de combattre avec toute notre énergie pour conquérir l'armée vacillante.* »[4]

Ces leçons, tirées de la révolution russe de 1905, Lénine les appliquera avec une grande détermination en 1917, défendant la lutte politique pour gagner les « éléments vacillants » dans les forces armées afin de les « arracher au combat actif » et de les organiser. L'Histoire confirme la justesse de cette politique insurrectionnelle léniniste, sans laquelle la prise du pouvoir en Russie aurait été impossible.

Trotsky a soutenu la même position puisqu'il était convaincu que « *l'insurrection peut faire glisser une partie des forces armées, paralyser les forces ennemies et renverser l'ancien pouvoir* »[5] et cela ne peut avoir lieu que par l'action, c'est à dire en élaborant une politique et en intervenant activement, action par laquelle « *les plus avancés entraînent les plus vacillants, en isolant ceux qui résistent* ».[6]

Mais Trotsky fut plus catégorique encore en affirmant que « *la tâche de l'insurrection consiste, depuis le début, à ramener les troupes de son côté* ».[7] De toute évidence, il est clair qu'il y a des secteurs des forces armées bourgeoises professionnelles que l'on ne peut pas disputer politiquement et contre lesquels il n'y a que la confrontation physique qui vale. Nous parlons ici de la garde prétorienne, des secteurs de la haute hiérarchie privilégiée et bien payée, comme la Garde Nationale de Somoza ou les gardes d'élite de Kadhafi, de Saddam ou d'Assad. En ce sens, nous parlons d'avoir une politique pour diviser les forces armées bourgeoises, en disputant la conscience des couches inférieures de l'armée ou de la police. Cela signifie : maximiser les contradictions au sein de sa structure et mener la lutte de classe à l'intérieur de l'appareil répressif lui-même. Cela signifie exacerber les antagonismes de classe entre la base de l'armée ou de la police - laquelle provient généralement de secteurs du prolétariat ou de la paysannerie - et les officiers de haut rang, riches et idéologiquement pro-bourgeois. Selon Trotsky, se référant à la Révolution d'Octobre, ce secteur minoritaire est « *composé d'éléments qualifiés des forces armées : les officiers, les cadets militaires, les militaires des troupes de choc, et peut-être aussi les cosaques. Ces éléments ne pouvaient être gagnés politiquement, il a été nécessaire de les vaincre.* »[8]

Ces leçons, identifiées et appliquées par Lénine et Trotsky après le triomphe de la révolution socialiste de 1917,sont devenues le patrimoine de tout le mouvement communiste international. La Troisième Internationale stipulait, parmi les conditions pour accepter l'intégration de partis révolutionnaires en son sein : « *4 º. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de faire une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes.* »[9]

Il est clair que la position de la LER-QI, dans le cas de la grève des pompiers, est opposée à celle préconisée par Lénine et Trotsky. Avec sa position, ce courant n'aurait pas été admis dans les rangs de la Troisième Internationale, durant son époque révolutionnaire.

Myopie politique

Si l'on considère l'insurrection comme un art, comment peut-on nier l'existence de contradictions aussi importantes au sein des forces armées ? Comment peut-on, à partir de celles-ci, ne pas avoir de politique pour accentuer ces contradictions de classe, en manifestant son soutien et en intervenant fermement dans ces situations où la base de l'armée ou de la police (enfants d'ouvriers ou de paysans) fait face à son sommet et fait vaciller la hiérarchie militaire répressive ?

N'est-ce pas précisément ce qui s'est passé lorsque les pompiers, partie organique des forces répressives, ont fait face à leurs commandants en exigeant de meilleurs salaires et conditions de travail ? Le fait que la discipline policière verticale ait été mise en question par l'exercice de la grève, était-ce progressiste ou régressif du point de vue de la préparation de la révolution ? Comment peut-on nier qu'il existait une crise très forte au sein de l'appareil répressif, alors même qu'ils ont dû faire appel à la BOPE pour réprimer, car une partie de la police militaire elle-même avait refusé de le faire ?

Mais la LER-QI ne prend rien de tout cela en compte. Avec leur célèbre myopie politique, ils pensent que toutes les grèves policières sont réactionnaires parce que « *leur sens général n'est pas d'affaiblir l'appareil répressif, mais de le renforcer* ».[10] Nous croyons que c'est précisément le contraire qui est vrai. La lutte des pompiers a mis en crise la hiérarchie policière entière, l'a affaiblie et a rapproché davantage un secteur de celle-ci (les pompiers et la



police militaire) des organisations sociales et syndicales du mouvement de masse, ouvrant un espace pour discuter d'un programme révolutionnaire pour les troupes, tel que le droit à la syndicalisation comme forme de lutte et la démilitarisation de la structure de police tout entière. La lutte des pompiers a affaibli non seulement la hiérarchie policière et militaire, mais le gouvernement d'Etat lui-même de Cabral.

La lutte des pompiers a été très progressiste, non pas seulement du point de vue « tactique », mais dans une perspective stratégique. La politique du PSTU a sans aucun doute fait partie de ce travail préalable que toute organisation révolutionnaire doit réaliser face à la crise de l'appareil répressif. Cette évaluation ne signifie nullement faire abstraction du rôle contre-révolutionnaire des forces armées de la bourgeoisie. Elle implique de ne pas tomber dans un schéma opportuniste de considérer cette institution comme une entièreté et de refuser de se battre pour sa division, une des conditions fondamentales pour le triomphe de la révolution socialiste. Il faut « rappeler » à la LER-QI les enseignements de Trotsky quand il dit que « *l'armée des classes possédantes porte en elle le ver de l'isolement et la désintégration* ».[11] Mais pour arriver à cette désintégration, il faut avoir une politique. Rester les bras croisés n'aide que les classes possédantes.

Une position opportuniste et spontanéiste

On pourrait penser que ce courant soutient une position « sectaire » en ne soutenant pas de si grandes mobilisations unitaires - on les compare même avec la lutte pour les « *Diretas já !* » de la fin de la dictature militaire brésilienne ou le « *Fora Collor !* ».[12] En réalité, bien que ce courant agisse comme une secte au sein du mouvement de masse, sa position est clairement opportuniste. Elle l'est car, en fait, malgré toute sa rhétorique pseudo-gauchiste, la LER-QI capitule aux forces armées de la bourgeoisie, en refusant de mettre en œuvre une politique visant à les diviser et à générer des crises et des fissures en son sein. Qui plus est, avec sa position de ne pas soutenir la lutte des pompiers, en disant « Aucun soutien au répresseur Sergio Cabral ni à la mutinerie des pompiers », elle se place objectivement du côté du gouverneur puisque, face à une telle lutte et une telle répression, les éternels « ni-ni » ne font que renforcer la position des classes dominantes et leur répression.

La position de la LER-QI est, dans son contenu, spontanéiste et pacifiste. Elle est spontanéiste, car, en n'ayant pas au préalable la politique de diviser les forces armées, la résolution du problème sur la façon de faire face à la répression est reportée au moment où « c'est l'heure » de l'insurrection ; et l'histoire a montré qu'une telle position mène inévitablement le prolétariat à la défaite. Elle est pacifiste car, comme nous le disons, elle refuse d'envisager la lutte politique au sein des forces armées. S'il est démontré qu'il n'y a pas de destruction des forces armées bourgeoises sans division, et qu'il n'y a pas de révolution sans destruction des celles-ci, alors, en réalité, la LERQI finit par nier l'insurrection elle-même, telle que la posèrent les maîtres du marxisme et telle qu'elle eut lieu dans l'histoire.

Il en est ainsi parce qu'au sein des courants révolutionnaires qui sont d'accord avec le fait que la destruction des forces armées bourgeoises est essentielle pour pouvoir envisager une révolution victorieuse, il y a deux positions fondamentales : la position léniniste, qui a une politique pour les diviser ; et la position du foyer de guérilla, qui préconise une confrontation frontale d'armée à armée. Si la LER-QI ne défend aucune de ces deux positions, il est clair que sa position est pacifiste, contraire à l'insurrection elle-même.

La LER-QI parle d'un programme révolutionnaire qui pose la dissolution des forces armées bourgeoises, ce avec quoi nous sommes pleinement d'accord. Le problème est que, pour arriver à cela, la classe ouvrière doit d'abord prendre le pouvoir. Le parti révolutionnaire doit donc donner une réponse politique à la question de savoir comment faire face aux forces armées, sur le chemin vers le pouvoir ouvrier. Jusqu'à la dissolution des forces armées bourgeoises, il y a un long chemin à parcourir. Comment faire alors ? Nous le répétons : l'un ou l'autre, nous bombons le torse pour y faire face ou nous mettons en œuvre une politique pour les diviser. Si nous choisissons la deuxième option, comme Lénine et Trotsky l'ont fait, nous devons avoir une politique (agitation et propagande) vers la base des forces armées et des officiers subalternes. Cela signifie avoir un programme qui vise leur organisation syndicale ainsi que leur participation corporative et politique (comme ce fut le cas avec les Soviets de soldats ou la Garde rouge pendant la Révolution russe), en exacerbant les contradictions de classe au sein de cette superstructure bourgeoise. Sans ce travail préliminaire, nous tombons dans un spontanéisme aventureux et irresponsable, qui s'est révélé catastrophique pour le prolétariat dans maintes occasions, tout au long de l'histoire. S'opposer à la lutte pour le pouvoir, qui comprend un travail politique vers la base de l'armée, c'est capituler aux forces armées bourgeoises. Penser qu'il est possible de prendre le pouvoir sans obtenir la division de l'appareil répressif de la bourgeoisie, c'est aller vers une défaite certaine et sanglante lorsqu'une crise révolutionnaire éclate.

---

1. Déclaration de la LER-QI : *Pourquoi les révolutionnaires ne doivent pas soutenir la « lutte » des pompiers*. Publié le 21 juin 2011 sur le site web de *Fracción Trotskista*.
2. Ibid.
3. V.I. Lénine, *Les leçons de l'insurrection de décembre 1905 à Moscou.*
4. Ibid.
5. L. Trotsky, *L'art de l'insurrection prolétaire-socialiste : révolution, insurrection, complot.*
6. Ibid.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. Résolutions du 2e Congrès de la IIIe Internationale.
10. *Un mouvement en défense de la « sécurité publique » ?* Publié sur le site de la LER-QI
11. L. Trotsky, *L'art de l'insurrection prolétaire-socialiste : révolution, insurrection, complot.*
12. Les grandes luttes au Brésil, à partir de 1983, pour des « *élections directes maintenant* » du Président de la république - élection par la population et non par le Congrès - ont été le prélude à la fin de la dictature. Le 16 avril 1984, la mobilisation réunissait un million et demi de personnes à São Paulo. La dictature a pris fin en 1985 et une nouvelle Constitution a été approuvée en 1988, donnant lieu en 1989 à la première élection directe du Président depuis 1961.
Le mot d'ordre « *A bas Collor* » exigeait la démission du Président de la République, Fernando Collor de Mello. Il a été lancé en 1992 par le mouvement estudiantin et a, par la suite, pris de l'ampleur dans toute la société brésilienne. Collor, accusé de corruption mais dont le gouvernement s'est caractérisé surtout par l'ouverture du marché brésilien au capital étranger, a finalement renoncé le 2 octobre 1992. (NdT)



Rio de Janeiro se teint de rouge !

Miguel Malheiros (PSTU - Rio de Janeiro)

Le matin du 4 juin 2011, dans le centre-ville de Rio de Janeiro, les rues sont occupées par les troupes de la police militaire (PM). Un peu plus tôt, des centaines de pompiers, en grève pour des revendications salariales, avaient occupé leur caserne lors d'une manifestation.

Le gouverneur de l'Etat, Sergio Cabral, du PMDB, un allié de la présidente Dilma Rousseff, soupçonnait qu'un secteur important du bataillon de choc de la PM n'obéirait pas à ses ordres. Il ordonne donc que le corps d'élite de la PM, le Bataillon des opérations spéciales (BOPE), envahisse la caserne des pompiers. Avec des tirs de fusils et de bombes lacrymogène, escaladant les murs et forçant des portes, ce bataillon envahit le bâtiment. Les pompiers se rendent ; il y a 439 prisonniers.

Beaucoup d'entre eux avaient participé aux opérations de secours aux victimes, lors de la tragédie dans les collines de l'Etat, causée par les pluies et par le manque d'attention de la part des gouvernements successifs, avec son cortège de mort et de destruction.

Le soutien populaire

Les pompiers mettent alors sur pied un commando de grève et la lutte continue, dorénavant avec la revendication centrale de la libération et de l'amnistie des pompiers emprisonnés (accusés d'insubordination militaire). Ils installent leurs tentes sur la place face au siège de l'Assemblée Législative de l'Etat. La CSP-Conlutas, qui soutenait déjà leur lutte, multiplie maintenant ce soutien avec les syndicats affiliés et les sympathisants, le mouvement populaire et l'Assemblée nationale des étudiants - Libre (ANEL). Le Mouvement des Femmes en Lutte fait de même.

Beaucoup de policiers en congé apparaissent sur la place et manifestent leur soutien. Les bandes et les chemises rouges des pompiers apparaissent dans les quartiers de la PM et dans les commissariats de la police civile.

La lutte des pompiers encourage d'autres secteurs. Les enseignants de l'Etat venaient de terminer une grève. La Faculté Technique se met en grève. Les travailleurs du secteur pétrolier organisent des manifestations de solidarité dans plusieurs villes où il y a des syndicats ou des mouvements liés à la CSP-Conlutas, comme Macaé, Duque de Caxias et Nueva Friburgo. Plusieurs secteurs de travailleurs envoient des motions de solidarité, y compris venant d'autres pays.

La sympathie de la population va crescendo. D'innombrables rubans rouges (la couleur des pompiers) apparaissent dans la ville, sur les vêtements, sur les voitures, comme expression de soutien populaire. Partout, il y a des autocollants et des affiches avec la phrase « *Nous sommes tous des pompiers* », accusant Cabral du conflit.

A la télévision, Cabral déclare que les pompiers détenus devront répondre à un procès « administratif et criminel », et il les appelle « des lâches, des vandales et des irresponsables ». Il les accuse même d'utiliser leurs épouses, leurs fiancées et leurs enfants dans leur lutte, sans voir que, pour les pompiers comme pour tous les salariés, la lutte pour de meilleurs salaires est une lutte de toute la famille. Sur la place, les femmes et les enfants des pompiers répondent avec des pancartes exprimant la fierté d'avoir leur père ou mari en prison. Avec le soutien du Mouvement des Femmes en Lutte, les femmes publient un communiqué : *La place de la femme est dans la lutte !* Rio de Janeiro se teint de rouge.

Une situation qui prend feu

Poussé par la lutte des pompiers, les enseignants reprennent leur campagne salariale et imposent une défaite partielle à Cabral. L'insatisfaction est la plus forte dans les hôpitaux, les casernes de la PM et les commissariats de la police civile. La lutte des travailleurs fédéraux prend également un nouveau souffle dans l'Etat.

La situation donne lieu à la plus grande manifestation des dernières décennies dans la ville. Le 12 juin, entre 30.000 et 50.000 manifestants (selon la PM ou les organisateurs) occupent l'avenue Atlántica dans le Sud de la ville. En plus des pompiers et leurs familles, on y compte des milliers d'enseignants, des centaines de PM, des travailleurs de la santé, des employés de l'université, des étudiants et des délégations d'autres Etats.

La CSP-Conlutas et ANEL arborent une grande bandérole qui proclame : « POMPIERS - SOS - EDUCATION. Cabral, c'est toi le lâche. Amnistie pour tous les pompiers ».

La lutte continue

Face à une telle pression, Cabral et la justice furent obligés de libérer les pompiers emprisonnés. Ce fut un grand triomphe de la lutte, mais la bataille doit continuer, tout d'abord pour s'assurer que ceux qui ont été arrêtés (sous l'accusation pénale militaire « d'émeute ») soient amnistiés sur le plan administratif et pénal.

Le véritable crime des pompiers, aux yeux des riches et des puissants, était d'avoir eu le courage et l'audace de s'organiser et de lutter pour une vie plus digne, ainsi que de défier la verticalité militaire dans laquelle ils sont encadrés. Ils ont tout le droit de le faire et c'est pourquoi nous les soutenons. Ils commencent à ouvrir un chemin et une fissure dans ces institutions-clef de l'Etat bourgeois. Dans l'article principal de cette section, nous présentons notre proposition politique et programmatique en ce sens.





Xe Congrès de la LIT-QI

Une longue marche pour la construction de la direction révolutionnaire mondiale

Alicia Sagra (Argentine)

Le dixième Congrès de la Ligue internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) a une signification particulière, puisqu'il a lieu en plein cœur de la plus grande crise mondiale depuis 1929. Les masses subissent des attaques brutales et répondent à travers la révolution arabe et l'impressionnante vague de protestation en Europe, et cela sans avoir résolu la crise de la direction révolutionnaire mondiale.



Nahuel Moreno, fondateur de la LIT-QI.

L'objectif principal de ce Congrès est d'étudier ce processus afin d'y donner une réponse programmatique et politique. Nous devons aussi prendre les mesures nécessaires pour avancer dans notre construction, dans la voie de la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Une longue histoire

D'ici peu, la LIT-QI aura 30 ans. Elle a été fondée en janvier 1982, avec un objectif central : *« La LIT-QI a comme objectif fondamental la résolution de la crise de direction du mouvement ouvrier mondial et la construction de la Quatrième Internationale avec influence de masse. Ce n'est qu'ainsi, en résolvant la crise de direction du prolétariat, que la mobilisation permanente des travailleurs et des exploités du monde contre l'impérialisme et la bourgeoisie peut aboutir à la victoire de la révolution socialiste internationale et implanter la dictature révolutionnaire du prolétariat.* »[1]

Nos origines

Cette fondation a été précédée par 40 ans d'histoire, une histoire qui, comme disait Nahuel Moreno, principal dirigeant de notre courant, a connu quelques réussites et aussi beaucoup d'erreurs. Moreno croyait nécessaire de faire remarquer les erreurs, parce que « *Les dirigeants du mouvement trotskyste mondial se considéraient comme des colosses qui ne se trompaient jamais. Toutefois, le trotskysme, dirigé par eux, était pitoyable.* [...] *Cette expérience ennuyeuse de se promener toujours entourés de ''génies'' nous a menés à faire de la propagande indirecte sur notre base, pour la convaincre par tous les moyens que nous nous trompons beaucoup, qu'ils doivent penser et encore penser pour leur propre compte puisque notre direction n'est aucune garantie de génialité. Nous voulons, par tous les moyens, leur inculquer l'esprit autocritique, marxiste, et non l'onction religieuse envers une direction modeste, provinciale par sa formation et barbare par sa culture. C'est pourquoi, nous croyons dans la démocratie interne et nous la voyons comme une nécessité énorme.* [...] *Nous avançons à travers des erreurs et des coups. Nous n'avons pas honte de le dire.* [...]

Le problème est, qualitativement et quantitativement, de quelle manière on commet moins d'erreurs. A mon avis, la tendance est de commettre de moins en moins d'erreurs si nous sommes dans une organisation internationale, et sur la base du centralisme démocratique. Voilà ce qui, pour moi, est un fait. J'affirme catégoriquement que tout parti national qui n'est pas dans une organisation internationale bolchevique, avec une direction internationale, commet de plus en plus d'erreurs, dont une est qualitative : étant national-trotskyste, il finit inévitablement par renier la IVe Internationale et adopter des positions opportunistes ou sectaires, pour ensuite disparaître. »[2]

Nos origines remontent aux années 1940, en Argentine, lorsque Boris et Rita Galub, Maurice Czizik et Daniel Pereyra (des jeunes issus de familles ouvrières), et Nahuel Moreno et « Abrahancito » (qui venaient de la classe moyenne) ont formé un groupe d'étude qui est gagné au trotskysme. Selon Moreno, pour franchir ce pas, ils ont eu le soutien décisif de Fidel Ortiz Saavedra, un ouvrier bolivien semi-analphabète. En 1943, ils se constituent comme un groupe avec comme objectif central d'aller vers la classe ouvrière, en essayant de dépasser le caractère marginal, bohème et intellectuel du mouvement trotskyste argentin.

En contact avec la classe ouvrière argentine et ses luttes, le groupe se développe. Notre courant a été successivement le *Groupe Ouvrier Marxiste* (1943-1948), le *Parti Ouvrier Révolutionnaire* (1948-1956), le *Mouvement d'Organisations Ouvrières* (1956-1957). Entre 1957 et 1965, nous étions connus sous le nom de notre journal, *Palabra Obrera*. En 1965, nous avons fusionné avec le Front Révolutionnaire Indo-américain



Populaire (FRIP) de Santucho[3] pour former le *Parti Révolutionnaire des Travailleurs* (PRT). Après la rupture avec Santucho, nous sommes devenus le *PRT-La Verdad* jusqu'en 1971, quand nous avons obtenu la légalisation comme *Parti Socialiste des Travailleurs*. Et en 1982, après la chute de la dictature en Argentine, nous avons construit le *Mouvement Au Socialisme* (MAS).

Avec la classe ouvrière, l'Internationale et la théorie marxiste

Chemin faisant, nous avons commis beaucoup d'erreurs, comme le disait Moreno. La plus grande de toutes, le national-trotskysme, nous l'avons corrigée en 1948 lorsque nous avons rejoint la Quatrième Internationale. Depuis lors, notre courant a eu un objectif central : la construction de la direction révolutionnaire mondiale.

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas commis d'autres erreurs. Nous avons été « ouvriériste » dans nos premières années, mouvementiste à l'époque de *Palabra Obrera*, quand 100 militants parvenaient à vendre 10.000 journaux. Nous sommes allés à l'unification avec l'organisation de Santucho sans nous soucier des divergences importantes concernant le centralisme démocratique et le parti mondial. Nous nous sommes laissés impressionner par la direction castriste et nous avons placé de faux espoirs en elle. Nous sommes allés à la fusion avec lambertisme[4] sans prendre le temps d'une caractérisation profonde de ce courant et, peu de temps après, les divergences ont conduit rapidement à une rupture.

Mais Moreno a imprimé à notre courant des caractéristiques qui ont permis de corriger les déviations et de se remettre sur les rails : la confiance dans la classe ouvrière, dans la théorie marxiste et dans l'Internationale. A cela s'est ajoutée la méthodologie de ne pas avoir peur de reconnaître les erreurs et de les corriger.

Notre conviction qu'il n'y a pas d'issue à l'échelle nationale, nous a fait nous battre sans relâche pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, niant toute sorte d'expériences fédératives qui, comme l'affirment les Thèses de Fondation de la LIT-QI, « *se sont toujours finalement retrouvées dans la poubelle de l'histoire* ».

Le respect de la théorie marxiste a empêché Moreno de donner des réponses sectaires ou opportunistes aux grands processus de l'après-guerre. Quand l'Armée Rouge de Staline a exproprié les bourgeoisies de l'Europe de l'Est (1947-1948), quand l'armée de guérilla de Mao a fait de même en Chine (1950) et celle de Castro à Cuba (1960), de nombreux trotskystes ont dit : « *La Révolution permanente dit que le triomphe de la révolution ne peut avoir lieu que sous la direction de la classe ouvrière et du parti révolutionnaire. La réalité n'a pas confirmé la théorie trotskyste.* » Ils sont alors devenus maoïstes, castristes ou intellectuels de droite.

D'autres, par contre, arguant que « *ces processus ne sont pas conformes à la Thèse de la révolution permanente et ne sont donc pas des révolutions* », ont passé des années sans reconnaître les révolutions cubaine et chinoise et sans accepter que ces pays soient devenus de nouveaux Etats ouvriers.

Moreno a agi différemment. Il a commencé à étudier la réalité telle qu'elle était, et pour ce faire, a utilisé les outils que nous ont légués Marx, Lénine et Trotsky, sans craindre les contradictions entre la réalité et les prévisions antérieures. Il a vu ainsi que ces processus, bien qu'ils confirment les aspects essentiels de la théorie de la révolution permanente, étaient en contradiction avec certaines de ses thèses, et il a constaté que Trotsky lui-même avait donné des éléments pour les interpréter, avec une hypothèse théorique émise dans le *Programme de Transition* : « *Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veuillent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tous cas, une chose est sûre : même si cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un ''gouvernement ouvrier et paysan'', dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat.* »Cela a permis à notre courant de définir Cuba, la Chine, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie... comme des Etats ouvriers déformés, qu'il fallait défendre contre l'attaque impérialiste mais où il fallait soulever le programme de la révolution politique.

Ce cadre théorique, ainsi que la confiance dans la classe ouvrière et les liens avec elle, ont permis à Moreno de revoir ses attentes initiales envers la direction castriste. Et cela a permis à notre courant de supporter le recul des années 1960, ensemble avec la classe ouvrière, sans tomber dans le désespoir qui a conduit tant d'organisations sur le chemin sans issue du foyer de guérilla.

Strict dans les principes, flexible dans les tactiques

En défendent ardemment l'indépendance de classe, nous avons pu résister à l'énorme pression du péronisme qui, en Argentine, s'était emparé de la conscience de la classe ouvrière. Contrairement à ceux qui, aujourd'hui, ont capitulé rapidement au chavisme (le péronisme du XXIe siècle), nous avons pu nager à contre-courant sous la direction de Moreno, sans se laisser tenter par l'issue facile « *d'aller là où sont les masses* ». Pour ce faire, nous avons agi avec audace, en profitant des occasions, même minimes, que la réalité nous donnait. Nous avons ainsi profité de la légalité acquise grâce aux *Cordobazos*[5] et nous avons utilisé les élections de 1973 pour construire le PST argentin comme parti national. En 1974, un petit groupe de jeunes brésiliens qui avaient été exilé au Chili ont pris contact avec notre courant. En profitant d'une ouverture dans la dictature brésilienne, ils sont retournés dans leur pays et ont construit en quatre ans un parti de 800 militants. En 1974 également, le PST argentin a envoyé des cadres pour participer à la révolution portugaise, et durant ce processus, ils ont gagné un groupe de jeunes collégiens qui sont à l'origine de notre parti portugais. En 1976, pendant la dictature de Videla en Argentine, l'éloignement forcé de nos dirigeants les plus connus a été mis à profit pour développer le travail international : Nous avons ainsi construit le PST en Colombie et de là, nous avons ouvert le travail en



Amérique centrale et promu, en 1979, la *Brigade Simon Bolivar* pour intervenir dans la révolution nicaraguayenne contre la dictature de Somoza.

Notre combat international

Toute cette construction a été faite au milieu d'une bataille constante pour la construction de l'Internationale et d'une lutte vigoureuse contre les positions révisionnistes du trotskysme. Ainsi, en 1952-1953, Moreno a fait face aux positions du pablisme[6] et a lancé un grand débat sur la révolution bolivienne de 1952, défendant la politique de « *tout le pouvoir à la COB* », contre le soutien au MRN bourgeois, conseillé par la direction de la IVe Internationale et appliqué par le POR-Lora (la section bolivienne de la IVe Internationale). Après la rupture de la IVe Internationale en 1953, et le refus des partis étasunien, français et anglais de construire une organisation centralisée pour contester l'influence du pablisme, nous avons construit le Secrétariat Latino-Américain du Trotskysme Orthodoxe (SLATO) avec des trotskystes chiliens. A partir de là, nous avons participé au processus de la révolution agraire au Pérou, où avait été envoyé un étudiant péruvien gagné en Argentine, Hugo Blanco, qui est devenu le dirigeant suprême des paysans péruviens.

En 1963 eut lieu une réunification de la Quatrième Internationale autour du soutien à la révolution cubaine, qui a mené à la constitution du Secrétariat Unifié (SU) auquel participaient toutes les forces trotskystes qui caractérisaient Cuba comme un nouvel Etat ouvrier.

Nous avons alors demandé un bilan du processus précédent, où devait être marquée clairement la méthode impressionniste qui avait conduit à la trahison de la révolution bolivienne, afin d'éviter que des déviations semblables n'apparaissent dans l'avenir. Bien que ce bilan n'ait pas été fait, nous avons décidé d'entrer au SU en 1964, convaincus que, malgré les divergences, une réunification autour du soutien à une révolution était positive et permettrait de participer plus fortement à la montée qui nous prévîmes pour l'avenir.

Mais l'impressionnisme a repris le dessus et nous avons dû faire face, sans succès, et la déviation guérilleriste et avant-gardiste apparue dans les années 70. Moreno conclut que le SU avait été complètement gagné par le révisionnisme et avait cessé d'être une perspective de direction révolutionnaire mondiale.

A partir de ce moment, Moreno a formé, avec la plupart des organisations de l'Amérique latine et des cadres de l'Espagne, le Portugal et l'Italie, d'abord une tendance, puis la *Fraction Bolchevique*. La rupture définitive avec le SU a eu lieu en 1979, lorsque la direction a refusé de défendre les membres de la *Brigade Simon Bolivar*, expulsés du Nicaragua par les sandinistes et réprimés au Panama, et a pris une résolution qui définissait les directions de Nicaragua et de Cuba comme « révolutionnaires », interdisant en outre de construire des partis trotskystes dans ces pays.

La lutte contre la dictature argentine

Entre-temps, en Argentine, le PST jouait un rôle héroïque dans la résistance contre la dictature génocidaire qui a débuté en 1976. Avec près de 250 militants prisonniers et plus de 100 morts ou disparus, agissant dans la clandestinité la plus absolue, il a maintenu sa publication et a développé ses activités dans le mouvement ouvrier, la jeunesse et l'intelligentsia.

Lors de la guerre des Malouines (1982), la haine contre la dictature n'a pas empêché d'avoir une politique de principe d'identifier l'impérialisme envahisseur comme l'ennemi principal. Dès le premier moment, tout en dénonçant la dictature, le PST s'est placé dans le camp militaire argentin et a fait campagne pour la défaite de l'impérialisme.

La fondation de la LIT-QI, la construction du MAS et la mort de Nahuel Moreno

La LIT-QI a été créée après la tentative manquée de faire avancer la reconstruction de la Quatrième Internationale à partir d'une fusion avec l'OCI de Lambert. Cette tentative a échoué à cause de « *l'adaptation révisionniste de la direction de l'OCI au gouvernement de Mitterrand et, en général, à l'appareil social-démocrate français* ». [7] En janvier 1982, une réunion internationale a eu lieu avec les partis de la Fraction Bolchevique et deux dirigeants importants venus du lambertisme : Ricardo Napurí (Pérou) et Alberto Franceschi (Venezuela). Un des points clef de la réunion était d'organiser une campagne de défense de la morale révolutionnaire de Napurí, attaqué par Lambert. L'autre était la discussion sur la façon de faire avancer la construction de l'Internationale.

Après l'approbation de la campagne, la réunion a résolu à l'unanimité de se transformer en Conférence de Fondation d'une nouvelle organisation internationale. Les Statuts de la LIT-QI et les Thèses de Fondation ont été approuvés.

Le grand défi assumé par la LIT-QI était de répondre à la situation révolutionnaire ouverte en Argentine après la chute de la dictature. Il y avait là une accumulation importante de cadres que la lutte contre la dictature avait aguerris, et la construction du MAS a commencé. En quelques années, le MAS est devenu le principal parti de gauche en Argentine et en Amérique latine et l'un des plus importants au monde.

Au milieu de ce processus, en 1987, la LIT-QI a reçu un coup terrible avec la mort de son fondateur et dirigeant principal, Nahuel Moreno. Son absence a provoqué un affaiblissement qualitatif dans notre direction internationale et a eu un grand impact sur le développement et l'issue de la crise qui a conduit presque à la destruction de notre Internationale.

Les processus en Europe de l'Est et le déluge opportuniste

Entre 1989 et 1991, il y a de grands processus révolutionnaires qui mettent fin aux régimes totalitaires de parti unique de l'URSS et l'Europe de l'Est. Ces processus détruisent l'appareil central du stalinisme et mettent fin au carcan qui paralysait le mouvement ouvrier mondial. Mais, à cause de la crise de la direction révolutionnaire, ces processus, bien que très forts, ne parviennent pas à inverser la restauration du capitalisme, une restauration qui avait été imposée quelques années plus tôt par la bureaucratie dirigeante. Le résultat a donc été contradictoire.

D'une part, la destruction de l'appareil central du stalinisme signifiait une grande victoire qui a eu des répercussions mondiales, puisqu'elle a renforcé la conscience antibureaucratique et a conduit à l'affaiblissement



de toutes les bureaucraties, non seulement les staliniennes. D'autre part, de larges segments de l'avant-garde mondiale ont vu la restauration comme le résultat des mobilisations de masse. Et cela a été exploité par l'impérialisme pour sa campagne sur « la mort du socialisme », « la suprématie du capitalisme », « la fin de l'histoire ».

Cela a eu deux conséquences. Parmi de larges secteurs du militantisme mondial, il y a eu un processus important de confusion et de démoralisation, quand ils ont vu tomber ce qu'ils considéraient comme leurs références dans la lutte pour le socialisme. En ce qui concerne les organisations de gauche, y compris les trotskystes, il y a eu ce que nous avons appelé le « déluge opportuniste ». Beaucoup - certains parce qu'ils arrivent à la conclusion que nous ne pouvons plus faire la révolution socialiste, et d'autres parce qu'ils croient que ce n'est pas nécessaire pour le moment - vont progressivement abandonner le programme révolutionnaire : la lutte pour le pouvoir est remplacée par des objectifs électoraux ; on laisse de côté le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, la reconstruction de la IVe Internationale, l'indépendance de classe, la lutte anti-impérialiste ; on commence à dépendre matériellement du parlement ou des subventions de l'Etat... ; des « trotskystes » participent à des gouvernements bourgeois ou à leurs partis...

La crise et la reconstruction de la LIT-QI

La LIT-QI a reçu des coups sévères. La différence avec d'autres organisations, telles que le SU, était que nous ne nous sommes pas laissés emporter dans le sens où poussait déluge, mais qu'il y avait une minorité de cadres, dirigeants de leurs partis, qui ont mené une résistance assidue. La LIT-QI ne s'est donc pas adaptée, mais elle a été pratiquement détruite. Elle a perdu entre 4.000 et 5.000 militants, dont 80 % de ses cadres les plus expérimentés, et parmi eux, beaucoup sont devenus des conseillers de Chavez, d'Evo Morales, de la droite du Venezuela...

Le processus de reconstruction de la LIT-QI commence à partir du Ve Congrès (1997). Avec de grands efforts et beaucoup d'erreurs, nous avons reconstruit notre programme, notre régime, les finances, la morale révolutionnaire. Nous nous sommes rapprochés de nouveau de la théorie marxiste et nous avons fait des progrès dans les élaborations concernant les processus de l'Est, Cuba, l'oppression des femmes, la crise économique. Nos partis ont fait des progrès dans l'élaboration et le travail avec le journal, dans la relation avec la classe ouvrière. Au Brésil et au Paraguay, nous avons été le principal moteur de la construction de centrales ouvrières et populaires alternatives...

Le VIIIe Congrès (2005) et le IXe (2008) ont été des jalons importants. Entre ces deux congrès, nous avons récupéré pour la LIT-QI le parti colombien, ainsi des cadres importants à partir de la fusion avec le CITO (issu d'une rupture en 1994). Et notre travail européen s'est renforcé beaucoup avec l'incorporation du PdAC d'Italie. Plusieurs nouvelles sections et groupes ont également été fondés dans différents pays. Mais cette lutte pour la reconstruction a eu aussi des pertes : dans le processus de reconstruction de notre régime et de la morale révolutionnaire, le POS du Mexique et le MST de la Bolivie sont restés hors de la LIT-QI.

Bien que nous ayons encore beaucoup de questions à résoudre, nous sommes arrivés aujourd'hui au Xe Congrès avec de nouvelles réalisations : l'entrée de camarades et de groupes issus d'autres traditions, ce qui a donné lieu à de nouvelles organisations au Panama et au Salvador, le retour du PST de Honduras, et un développement important au Costa Rica. Il y a un changement de qualité dans la section argentine avec la fusion qui a créé le PSTU. Nos partis brésilien et paraguayen jouent un rôle crucial dans la direction de centrales ouvrières et populaires. Des avancées importantes ont été réalisées dans notre insertion en Espagne, au Portugal et en Italie, et nous avons fait des progrès dans l'intervention dans les processus de la lutte de classes, y compris dans nos organisations plus petites.

Nous avons également de nouveaux outils théoriques et politiques : la revue théorique *Marxisme Vivant Nouvelle Epoque*, la revue politique *Courrier International*, les *Archives Trotsky* pour la formation de nos militants et pour la lutte idéologique et programmatique que la situation actuelle requiert.

Nous avons fait des progrès, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons approfondir l'étude de la réalité et l'actualisation programmatique. Il est essentiel de continuer avec la prolétarisation de nos sections et la lutte pour la direction. Nous devons approfondir la formation de nos cadres, intensifier les campagnes internationales et poursuivre la discussion programmatique et l'activité conjointe dans la lutte des classes, pour définir la relation avec les dirigeants et les groupes qui s'approchent de notre organisation.

Tout cela vise à répondre à la crise de la direction révolutionnaire, en faisant des progrès dans la construction de la LIT-QI comme moteur pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

---

1 Thèses de fondation de la LIT-QI.
2 Nahuel Moreno, *Intervention lors de la fondation de la LIT-QI*, 1982.
3 Mario Roberto Santucho (°1936-+1976) est un dirigeant de la gauche argentine qui a adhéré aux positions guevaristes. Il a été le fondateur et le principal dirigeant du *PRT-El Combatiente* et d'une organisation de guérilla, l'ERP. Il a été assassiné par la dictature militaire.
4 Le Lambertisme est le courant trotskyste dirigé par le Français Pierre Lambert.
5 Les *Cordobazos* sont des semi-insurrections ouvrières-estudiantines dans la ville de Cordoba (Argentine) en 1969 et 1970, contre le gouvernement militaire de l'époque.
6 Michel Pablo devient, comme jeune dirigeant grec, le principal dirigeant de la IVe Internationale après la Deuxième Guerre mondiale. En 1952, il arrive à la conclusion, avec Ernest Mandel, qu'une troisième guerre mondiale est imminente, cette fois contre l'URSS, et que les Partis Communistes, qui avaient exproprié la bourgeoisie, seraient contraints d'affronter l'impérialisme. De ce fait, il n'y avait pas de temps pour construire des partis trotskystes et il fallait entrer aux PC (puis également aux partis bourgeois nationalistes, là où ceux-ci dirigeaient le mouvement de masse) pour aider leur direction à aller vers la révolution.
7 Thèses de fondation de la LIT-QI.



Le PSTU, au Brésil, est l'un des principaux partis de la LIT-QI.



Table des matières


UN MONDE
EN EBULLITION
Entre la crise économique, les luttes et les révolutions.
Dans cette édition, les thèmes qui seront débattus lors du Xe Congrès de la LIT-QI.